

**ALGÉRIE**  
FAUT-IL JUGER  
BOUTEFLIKA ?



**RD CONGO**  
Tshisekedi  
et les généraux

**FRANCE-LIBYE**  
Notre ami  
le maréchal

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL N° 3088 DU 15 AU 21 MARS 2019

# jeune **afrrique**

- Pourquoi il a décidé de ne pas briguer un troisième mandat
- Ce qui l'a incité à choisir Amadou Gon Coulibaly pour lui succéder
- Bédié, Gbagbo, Soro, Compaoré : ce qu'il pense d'eux
- La réforme du franc CFA
- Comment il analyse son bilan
- Ses confessions intimes
- Son avenir et celui de la Côte d'Ivoire...

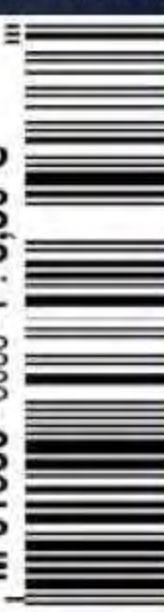
**EXCLUSIF**

**ALASSANE OUATTARA**

**L'interview  
vérité**

France 3,80 € • Algérie 290 DA • Allemagne 4,80 € • Australie 6,50 \$ CAN  
Belgique 3,80 € • Brésil 12,00 R\$ • Canada 6,50 \$ CAN  
Espagne 4,30 € • Éthiopie 67 Br • Grèce 4,80 € • Gabon 4,80 € • Côte d'Ivoire 4,80 € • Italie 4,30 €  
Luxembourg 4,80 € • Maroc 25 DH • Martinique 4,60 € • Mayotte 4,60 € • Norvège 48 NK  
Pays-Bas 5 € • Portugal cont. 4,30 € • RD Congo 5 \$ US • Réunion 4,60 € • Royaume-Uni 3,60 £  
Suisse 7 FS • Tunisie 4 DT • USA 6,90 \$ US • Zone CFA 2 000 F CFA • ISSN 1950-1285

M 01936 - 3088 - F - 3,80 €



# WFC

WOMEN WORKING FOR CHANGE

## Nous changeons le visage du business en Afrique.

**Women Working for Change (WFC)** c'est d'abord une voix qui résonne, celle des femmes œuvrant pour le leadership féminin en entreprise. **Women Working for Change**, c'est aussi une plateforme unique qui offre des programmes de développement personnel novateurs, des événements inspirants et des initiatives à fort impact au service des femmes leaders africaines.

**Ecrivez** avec nous un chapitre de l'histoire.  
**Rejoignez** notre communauté dès maintenant.  
**Découvrez** nos programmes et initiatives.

[wearewfc.com](http://wearewfc.com)

JEUNE AFRIQUE  
MEDIA GROUP



Samedi 14 mars

## L'année du *coronavirus*

**S**ur les cinq continents, on ne parle que de ce virus, qui occupe tous les esprits. Je n'ai donc aucune chance de me tromper en affirmant que l'année 2020 sera celle du *coronavirus*.

Où en sommes-nous ?



Né dans la ville chinoise de Wuhan (11 millions d'habitants), où le premier cas est apparu le 8 décembre dernier, ce maudit virus s'est vite propagé dans le Hubei, une province de 56 millions d'habitants. Mais l'on n'a commencé à le combattre et à le prendre au sérieux qu'à partir de la seconde quinzaine de janvier, il y a moins de deux mois.

On lui a ensuite donné le nom plus scientifique de *Covid-19*.

Le président chinois, Xi Jinping, a pris le commandement de cette « guerre du peuple contre le virus » à la fin de janvier. Il vient de se rendre à Wuhan et, masque sur la bouche et le nez pour marquer que ce n'était pas tout à fait terminé, il a déclaré, le 10 mars : « *L'épidémie est presque jugulée.* »

Les 11 millions d'habitants de Wuhan avaient été consignés dans leur ville pendant quarante-neuf jours consécutifs. Ils vont enfin pouvoir se déplacer, mais ont besoin de diverses autorisations, et leurs mouvements sont étroitement surveillés.

La Chine émerge donc progressivement du cauchemar, et certains de ses dirigeants s'expriment déjà en vainqueurs : « *L'épidémie a certes pris naissance en Chine. Mais cela ne signifie pas forcément que le coronavirus ait eu son origine dans notre pays.* »

Ayant ressenti la mise à l'index dans le reste du monde de tout ce qui était chinois, ces dirigeants n'hésitent déjà plus à demander aux autres pays d'exprimer leur reconnaissance à la Chine pour les sacrifices qu'elle a consentis et pour la fermeté dont elle a fait preuve dans sa lutte contre l'épidémie. Ils soulignent volontiers les ravages causés par le virus dans plusieurs autres pays et les difficultés que rencontrent les démocraties pour en venir à bout.

Je pense que cet état d'esprit s'accroîtra dans les

prochains mois et que la Chine se prévaudra de sa supériorité et de celle de son système de gouvernement.

Premiers à avoir affronté le virus, les Chinois l'ont éradiqué en moins de trois mois, nous regardent lutter contre l'épidémie qui les a frappés avant nous et jugent non sans condescendance notre manière de la combattre.



Ce virus s'est propagé dans le monde à la vitesse des milliers d'avions qui sillonnent le ciel de la planète, et, en quelques semaines, a essaimé dans d'autres pays : Corée du Sud, Iran, Italie, France. Il en menace plusieurs dizaines d'autres, qui s'appêtent fébrilement à le « recevoir ».

Si l'on compte la Chine, c'est donc un tiers de l'humanité environ qui aura subi ses attaques au cours des trois derniers mois, tandis que les deux autres tiers se sentent exposés, se barricadent du mieux qu'ils le peuvent et se préparent à être envahis par ce *Covid-19* contre lequel il n'y a, pour l'heure, aucun vaccin.

L'Organisation mondiale de

la santé (OMS) s'est enfin résolue à considérer que le monde faisait face à une pandémie, c'est-à-dire à une épidémie mondiale.

Sa première victime, la Chine, a montré qu'un pays et ses dirigeants, pour peu qu'ils soient décidés, peuvent gagner la guerre contre le virus en deux ou trois mois. La Corée du Sud, la France et l'Italie sont parties pour en faire de même, et il est raisonnable d'escompter que la pandémie sera circonscrite à la fin de ce semestre.

Les autres pays peuvent, avec l'aide de l'OMS si nécessaire et quels que soient leur dimension et le degré de préparation de leurs services sanitaires, venir à bout de l'épidémie en une centaine de jours. C'est en tout cas la conviction des dirigeants de l'OMS et des spécialistes des maladies infectieuses.

Lorsqu'elle sera maîtrisée, vers la fin de ce semestre, la pandémie aura terrorisé plusieurs milliards de personnes, fait 10 000 victimes, essentiellement âgées et fragiles, et infecté 600 000 à 700 000 individus.

Nous aurons traversé avec succès une des crises les plus graves que la planète ait connues depuis la guerre de 1939-1945.

Le monde aura eu très peur, se sera arrêté de travailler pendant plusieurs semaines, aura accepté que la vie quotidienne soit modifiée, voire chamboulée.

Ses dirigeants en ont-ils trop fait par crainte d'être accusés de laxisme? Probable. Mais

on leur pardonnera d'avoir été trop directifs et, dans certains cas, on louera leur détermination.

Et arrivera pour nous tous l'heure des comptes, celle à laquelle il faudra s'acquitter de ce qu'on pourrait appeler le salaire de la peur.

Il sera énorme. *Économique et financier d'abord*, affectant lourdement les États comme les entreprises, grandes et petites, ainsi que les foyers. Des secteurs entiers seront sinistrés pendant des mois ou même des années, des pays seront entrés en récession et nous serons tous encore plus endettés.

*Politique, ensuite*. Même s'ils sortent de l'épidémie en vainqueurs apparents, les dirigeants chinois laisseront des plumes dans cette aventure: quelle sera, à la fin de cette année, leur image auprès de leur peuple et dans le monde?

Dans quel état sera l'économie américaine en novembre lorsque les citoyens des États-Unis éliront leur président?

Quelle Italie sortira le mois prochain du *coronavirus*?

La chute inopinée et spectaculaire du prix du baril de pétrole est-elle une bonne ou une mauvaise chose?

Mille autres questions viennent à l'esprit, souvent prématurées et pour le moment sans réponses.

Je le sais, et j'entends ce qu'on me dit: il faut d'abord gagner la guerre contre le *coronavirus*. Il sera temps, en juin prochain, de songer à ce qu'elle aura coûté et de se préparer à en payer le prix. **JA**

## HUMOUR, SAILLIES ET SAGESSE

Pour vous faire sourire, grincer des dents – ou réfléchir –, ici, chaque semaine, une sélection subjective, la mienne, de ce qui a été dit ou écrit au cours des siècles par des hommes et des femmes qui avaient des choses intéressantes ou drôles à nous dire. **B.B.Y.**

Il faut vivre comme on pense, sinon tôt ou tard on finit par penser comme on a vécu.

**Paul Bourget**

La civilisation démocratique est entièrement fondée sur l'exactitude de l'information. Si le citoyen n'est pas correctement informé, le vote ne veut rien dire

**Jean-François Revel**

La médecine a fait depuis un siècle des progrès sans répit, inventant par milliers des maladies nouvelles.

**Louis Scutenaire**

Se tromper de chemin, c'est apprendre à connaître son chemin. **Proverbe africain**

Et avec quelle quantité d'illusions ai-je dû naître pour pouvoir en perdre une chaque jour! **Cioran**

La couleur de la peau, ça veut rien dire, tous les Blancs que je connais, ils sont rouges.

**Les Nouvelles Brèves de comptoir**

Être trop mécontent de soi est une faiblesse. Être trop content de soi est une sottise.

**Mme de Sablé**

Quand un homme et une femme sont mariés, ils ne font plus qu'un. La première difficulté est de décider lequel.

**George Bernard Shaw**

Le pouvoir est le suprême aphrodisiaque.

**Henry Kissinger**



# BRVM AWARDS : La BRVM célèbre l'excellence sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a organisé sous le Haut-patronage de SEM Daniel Kablan DUNCAN, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, le samedi 8 février 2020, la 1<sup>ère</sup> édition des BRVM Awards. Cet événement a réuni et récompensé le temps d'une soirée de célébration de l'excellence, le gratin des acteurs les plus dynamiques du Marché Financier Régional (MFR) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).



Grand Prix du Marché Financier Régional de l'UEMOA  
SEM Daniel Kablan DUNCAN, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire



Meilleure Société Cotée  
SONATEL



Meilleur Emetteur Obligataire  
TRESOR PUBLIC DE CÔTE D'IVOIRE



Meilleure Société de Gestion et d'Intermédiation  
CGF BOURSE



Meilleure Société de Gestion d'OPCVM  
ECOBANK ASSET MANAGEMENT



Meilleure Banque Teneur de Compte Conservateur  
SOCIETE GENERALE CÔTE D'IVOIRE - BTCC



Meilleur Investisseur Institutionnel  
CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE (CNSS) DU BENIN



Meilleure PME du Programme Elite BRVM Lounge  
DAFANI S.A.



Prix Spécial de la Meilleure Opération de l'année 2019  
BANQUE DE L'HABITAT DU SENEGAL



Prix Spécial du Meilleur Contributeur à l'éducation et au développement de la Culture boursière  
BUSINESS 24 AFRICA TV

Merci à nos partenaires :



Vive la 2<sup>ème</sup> édition, BRVM Awards 2021



# L'Afrique dans l'isolement

**C**haque début d'année depuis un bon demi-siècle, avec la régularité d'une pendule, Freedom House publie son index de la liberté dans le monde, bons et mauvais points à l'appui. Parfois critiquée pour sa proximité avec la diplomatie américaine, l'ONG ne ménage pourtant pas l'administration Trump: sur l'index 2020, qui vient de paraître, les États-Unis réalisent un score démocratique en net déclin, inférieur à celui de la plupart des pays européens et à peine supérieur à celui de la Corée, du Panama ou de la Mongolie. Bon an mal an, les classements de Freedom House font donc autorité, et le contenu du célèbre planisphère tricolore qui les accompagne, divisant le monde en trois catégories de pays (libres, partiellement libres, non libres), est scruté avec attention par la communauté internationale. Quid de l'Afrique cette année? Une stagnation, voire une régression globale, avec néanmoins quelques motifs de satisfaction. On notera ainsi les progrès réalisés en RD Congo, au Soudan, à Madagascar, en Éthiopie et en Mauritanie. A contrario, on relèvera la dégradation de la « note démocratique » du Mozambique ou de la Tanzanie, et le fait que sur les neuf États considérés comme « libres » dans le précédent index, deux rejoignent le ventre mou des « partiellement libres »: le Sénégal et le Bénin.

Dans ces deux vitrines de la démocratie en Afrique francophone, la tenue en 2019 de scrutins d'où furent

exclus de facto des leaders ou des partis d'opposition dont la participation aurait été légitime, selon Freedom House, explique ce changement de catégorie. Quand on sait qu'en cette année 2020 des présidentielles sont attendues en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Burkina, au Niger, en Centrafrique, au Burundi ou au Ghana, la question se pose: pourquoi les élections avec une pluralité de candidatures, qui désormais sont la règle sur le continent (à l'exception de l'Érythrée), sont-elles à la fois un rendez-vous démocratique et l'expression d'une atrophie des libertés?

## Casse-tête

Une partie de la réponse se trouve dans l'analyse des résultats de différents sondages réalisés ces cinq dernières années par le réseau de recherche panafricain Afrobarometer et repris récemment par *The Economist*. Ils démontrent qu'en Afrique subsaharienne les deux catégories les plus susceptibles d'impulser le changement démocratique dans les urnes – les couches aisées et les jeunes – sont celles qui votent le moins. Si, en Occident, les riches urbains votent plus que les pauvres des zones rurales, c'est ici l'inverse. Les élections africaines ne se jouant en général ni sur les débats de

société ni sur les questions de justice sociale ou fiscale, la minorité fortunée sait que le résultat, quel qu'il soit, n'affectera pas sa position privilégiée. En nul endroit, sur un continent où la part de la fiscalité dans le PIB est de moitié inférieure à ce qu'elle est dans les pays de l'OCDE, les alternances politiques ne se sont traduites par plus d'impôts pour les riches. D'où le déficit d'enjeu et donc de motivation électorale chez ces derniers. Quant aux jeunes, on sait que, partout dans le monde, y compris lorsque les élections sont parfaitement

**Sur le continent, les pauvres votent plus que les riches. Et les jeunes, moins que les vieux.**

libres, leur taux de participation est faible, en particulier dans les villes. À ce phénomène global, amplifié par la fréquentation quasi exclusive des réseaux sociaux – qui n'ont en général que faire de la notion de citoyenneté – comme source d'information et d'inspiration, s'ajoutent en Afrique le

casse-tête du processus d'inscription sur les listes électorales et le désir qu'éprouvent 42 % des jeunes de 18 à 25 ans (selon Afrobarometer) d'émigrer. Quand on veut tenter sa chance ailleurs, c'est qu'on a abandonné l'idée de changer l'ordre des choses chez soi.

Le résultat de cette double tendance à l'abstentionnisme, joint aux découpages électoraux privilégiant les campagnes au détriment des villes dont les pouvoirs en place se méfient, fait que presque partout les couches les plus modestes, les moins éduquées et les moins urbanisées sont surreprésentées parmi les électeurs du continent. Or cet électorat a trois caractéristiques qui ne favorisent ni l'alternance ni l'individualisation du vote, chère aux théoriciens de la démocratie. Il est légitimiste, fortement communautariste et... aisément achetable, tout

# Sommaire

au moins aux yeux des politiciens. Pouvoirs et oppositions s'efforcent, chacun avec leurs moyens, de jouer de ces trois cartes, au point que ce qui bien souvent définit le degré de crédibilité d'une élection en Afrique, ce n'est pas la transparence « à la norvégienne » du scrutin, mais l'égale possibilité offerte à chaque acteur d'influer sur les résultats. La démocratisation de la fraude en quelque sorte. De Conakry à Bangui, en passant par Abidjan, les présidentielles à venir ne pourront qu'être impactées par cette caractéristique, laquelle demeure fondamentale, même s'il n'est guère politiquement correct de la souligner.

## Tipp-Ex

En conclure que tout change pour que rien ne bouge serait pourtant une erreur. Si les présidents Issoufou, Ouattara et Nkurunziza ont décidé de – ou renoncé à – briguer un mandat de plus en 2020, c'est aussi parce que l'époque des « big men » au pouvoir à durée indéterminée est passée de mode. L'invalidation, le 3 février, par la Cour suprême du Malawi, de l'élection du président Peter Mutharika pour cause de grosse tricherie et d'utilisation massive du Tipp-Ex sur les procès-verbaux est une quasi première sur le continent (seule la Cour kényane en avait fait de même en 2017). Elle pourrait encourager d'autres juridictions de ce type sur la voie de l'indépendance. Enfin, l'engouement suscité auprès de la jeunesse urbanisée par des leaders d'opinion résolument en marge de la classe politique traditionnelle, comme Bobi Wine, en Ouganda, et Ousmane Sonko, au Sénégal, démontre que cette catégorie d'âge est loin d'être aussi apathique que le suggèrent les sondages. Pour peu qu'on sache lui démontrer l'utilité de son vote. **JA**

- 3** **Ce que je crois** par Béchir Ben Yahmed  
**6** **Éditorial** par François Soudan

## PROJECTEURS

- 8** **Confidentiel**  
**12** **L'homme de la semaine** Lamido Sanusi  
**14** **10 choses à savoir sur...** Leïla Slimani  
**16** **Comme le temps passe...**  
**17** **Le match**  
Paul Atanga Nji vs Séverin Tchouankeu  
**18** **Esprits libres**

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 20** **Côte d'Ivoire** Interview exclusive d'Alassane Ouattara, chef de l'État  
**28** **Cameroun** Chronique d'une guerre oubliée  
**31** **Tribune Aide internationale, la grande illusion**  
**32** **RD Congo** Tshisekedi peut-il reprendre l'armée en main ?

## MAGHREB & MOYEN-ORIENT

- 37** **France-Libye** Notre ami le maréchal  
**41** **Tribune Héritières de Schéhérazade**  
**42** **Tunisie** Interview d'Elyes Fakhfakh, chef du gouvernement  
**46** **Algérie** Faut-il juger Abdelaziz Bouteflika ?

## ÉCONOMIE

- 50** **Agroalimentaire** Pour Danone, l'Afrique a perdu de son lustre  
**55** **Têtes d'affiche**

PHOTOS DE COUVERTURE :  
ÉDITION INTERNATIONALE ET AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ISSAM ZEILY POUR JA, THOMAS TRUTSCHER/PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES  
ÉDITION TUNISIE : NICOLAS FAUQUÉ POUR JA, THOMAS TRUTSCHER/PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES  
ÉDITION MAGHREB & MOYEN-ORIENT : RYAD KRAMDI/AFP, THOMAS TRUTSCHER/PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES

- 56** **Écotourisme** Le Rwanda mise sur les ultra-riches  
**58** **Conseil** Interview d'Acha Leke, DG Afrique de McKinsey  
**61** **Affaires déclassées**  
**62** **Finance** Orange veut s'imposer au Maroc avec le « mobile money »  
**63** **Tribune** Comment le coronavirus et la guerre des prix du pétrole peuvent affecter le Nigeria

## CULTURE(S) & LIFESTYLE

- 64** **Tendance** Opération séduction  
**68** **Spectacle** Des joies et des dangers de l'humour au Maghreb  
**71** **Musique** Bonnes notes  
**72** **Style** Textiles d'exil  
**73** **Et il est comment le dernier** Parker Bilal ?  
**74** **Littérature** Colères noires  
**75** **Essai** Pollution coloniale  
**76** **En kiosque** La Revue n° 88

## VOUS & NOUS

- 81** **Le courrier des lecteurs**  
**82** **Post-scriptum**

Abonnez-vous à  
**jeuneafrique**



Découvrez toutes nos offres d'abonnement sur **jeuneafrique.com** ou contactez-nous au +33 (0)1 44 70 14 74

## jeuneafrique

Fondateur :  
**Béchir Ben Yahmed**,  
le 17 octobre 1960 à Tunis  
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique  
Media Group  
Siège social : 57 bis,  
rue d'Auteuil – 75016 Paris  
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60  
Fax : +33 (0)1 45 20 09 69  
Courriel : [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com)

Directeur général :  
Amir Ben Yahmed  
Vice-présidents :  
Danielle Ben Yahmed,  
François Soudan

Directeur  
de la publication :  
Marwane Ben Yahmed  
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction :  
François Soudan  
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe  
de Jeune Afrique sont  
à retrouver sur  
[www.jeuneafrique.com/](http://www.jeuneafrique.com/)  
[qui-sommes-nous/](https://www.instagram.com/qui-sommes-nous/)

Diffusion  
et abonnements  
Ventes :  
+33 (0)1 44 30 18 23

Abonnements :  
Service Abonnements Jeune  
Afrique, 56, rue du Rocher  
75008 Paris  
Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74  
Courriel : [abonnement-ja@jeuneafrique.com](mailto:abonnement-ja@jeuneafrique.com)

Communication  
et publicité  
DIFCOM (Agence  
internationale pour  
la diffusion de la  
communication)  
S.A. au capital de 1,3 million  
d'euros  
Régie publicitaire  
centrale de Jeune Afrique  
Media Group

57 bis, rue d'Auteuil  
75016 Paris  
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60  
Fax : +33 (0)1 45 20 08 23  
+33 (0)1 44 30 19 86  
Courriel : [regie@jeuneafrique.com](mailto:regie@jeuneafrique.com)



Imprimeur :  
Siep – France  
Commission paritaire :  
1021c80822  
Dépôt légal : à parution  
ISSN 1950-1285

# PROJECTEURS

CONFIDENTIEL

Politique



Cavaye Yéguie Djibril, le président de l'Assemblée nationale.

CAMEROUN

## Cavaye fait de la résistance

L'Assemblée nationale du Cameroun a reporté au 16 mars la séance plénière initialement prévue le 12, au cours de laquelle son président, **Cavaye Yéguie Djibril**, 80 ans et en poste depuis vingt-huit ans, aurait été soit reconduit soit remplacé. Ce dernier était soigné en France depuis le 13 février à la suite d'une allergie médicamenteuse (*JA n° 3085*). Selon nos sources, il a quitté le 10 mars l'Hôpital d'instruction des armées Percy, à Clamart, pour s'installer dans un hôtel parisien en attendant son départ, muni d'une attestation de sortie et d'un certificat médical destinés à prouver à la compagnie Air France sa capacité à supporter six heures de vol.

Le 12 mars, tandis que ses collaborateurs procédaient à l'enregistrement de son vol retour, le parlementaire s'était rendu une ultime fois à l'hôpital. Ce rendez-vous, commencé à 10 h 30, s'est terminé trop tardivement pour lui permettre de prendre son avion, dont le décollage était prévu à 12 h 55. Il a été contraint de reporter son voyage, en

excluant le vol du vendredi 13, plus long de deux heures en raison d'une escale à Bangui.

Cavaye Yéguie Djibril n'entend pas quitter le perchoir, même si les couloirs du palais d'Etoudi bruissent des rumeurs de sa disgrâce. Excédé d'être donné partant à chaque début de législature, il a pris soin, dans un arrêté signé en 2005, de s'accorder une pension à vie non imposable de 18 millions de F CFA par an, soit 1,5 million de F CFA mensuel.

Ce texte stipule que cette pension est « assortie d'avantages en nature, dont une indemnité d'eau (150 000 F CFA par mois), d'électricité (250 000 F CFA), de téléphone (250 000 F CFA), une dotation de 1 000 litres de carburant évaluée aux prix officiels en vigueur, une résidence de haut standing à Yaoundé, meublée et entretenue par l'Assemblée nationale, un véhicule de marque Mercedes, type 300 ou de marque et de type correspondants, alloué à titre définitif et renouvelé tous les dix ans tant que l'ancien président est encore en vie ». *JA*



### SECRETS DE PALAIS

#### CORONAVIRUS ABO SOUS HAUTE PROTECTION

Depuis l'aggravation de la pandémie de coronavirus, les visiteurs du Palais du bord de mer sont contrôlés, dès leur entrée, selon la technique du thermoflash (prise de température à l'aide d'un pistolet). Mais cela ne suffit pas pour pouvoir approcher **Ali Bongo Ondimba**.

Un second contrôle est réalisé à l'étage où se situent ses bureaux. La présidence a en outre interdit à ses employés de se serrer la main et les encourage à éviter les contacts physiques.

#### MAURITANIE AMBIANCE FRAÎCHE

Les relations ne s'améliorent pas entre **Mohamed Ould Ghazouani** et **Mohamed Ould Abdelaziz**. À la fin de février, tandis que le président était à La Mecque, son prédécesseur s'est envolé pour Las Palmas (îles Canaries). À l'aéroport, avant le décollage, il a eu droit à tous les honneurs, avant d'être conduit au pavillon présidentiel. Informé, Ould Ghazouani a limogé tous les gendarmes qui lui avaient accordé ce traitement de faveur. À son retour, « Aziz » en a été privé.





Alassane Ouattara (à g.) et Amadou Gon Coulibaly, le 12 mars, à l'Hôtel Ivoire.

**CÔTE D'IVOIRE**

# ADO, les jours d'après

Après avoir annoncé, le 5 mars, qu'il ne briguerait pas de troisième mandat, **Alassane Ouattara** (ADO) a repris ses activités. Il n'a pas passé, comme à son habitude, son week-end à Assinie et s'est attelé à deux dossiers urgents. D'abord, la préparation du conseil politique du RHDP, qui a eu lieu le 12 mars et à l'issue duquel **Amadou Gon Coulibaly** a été désigné candidat à la présidentielle d'octobre. La direction exécutive du parti, avec à sa tête **Adama Bictogo**, avait prévu de faire voter par les différents organes du RHDP des motions de soutien au Premier ministre. Mais le chef de l'État a opté pour un débat. Il souhaitait que cette décision soit le fruit d'un consensus et ne donne pas l'impression de résulter d'un passage en force en faveur de Gon Coulibaly. Ensuite, ADO a coordonné la riposte ivoirienne au coronavirus et a fait en sorte que les 4 milliards de F CFA alloués à la lutte contre cette pandémie soient immédiatement débloqués. **JA**



**CONTRE-POUVOIR**

**CAMEROUN**

**LE PATIENT DE CASA**

Évacué le 19 août 2019 au Maroc pour y recevoir des soins médicaux, **Yves-Michel Fotso** se soigne dans le plus grand secret. Selon nos sources, l'ancien patron de la Camair est hospitalisé à Casablanca. Celui qui purgeait deux peines de prison à vie à Yaoundé éconduit tous les visiteurs de passage, réservant

son temps à sa femme et à ses enfants. Sa famille fait le lien avec l'ambassade du Cameroun au Maroc, qui paie l'intégralité de ses frais hospitaliers, comme l'atteste une instruction signée le 16 janvier par **Ferdinand Ngoh Ngoh**, le secrétaire général de la présidence, ordonnant l'octroi d'environ 90 millions de F CFA pour le « suivi médical du détenu » Fotso.

**TUNISIE**

**GHANNOUCHI VEUT FÉDÉRER**

En vue des législatives de 2024, **Rached Ghannouchi** souhaite créer une plateforme regroupant différentes tendances, calquée sur La République en marche, d'**Emmanuel Macron**. Le président d'Ennahdha veut promouvoir une nouvelle génération de responsables politiques et amorcer une réconciliation avec d'ex-membres du RCD, le parti dissous de **Zine el-Abidine Ben Ali**. Il s'appuie, entre autres, sur **Hatem Ben Salem**, ex-ministre de l'Éducation, **Hassouna Nasfi**, chef du groupe parlementaire Réforme nationale, et sur **Mohamed Ghannoudi**, qui dirige l'organisation des jeunes d'Ennahdha.



**RD CONGO**

**DENISE TSHISEKEDI ET LES HAPPY FEW**

Le 9 mars, à Kinshasa, **Denise Nyakeru Tshisekedi**, la première dame, a fêté son anniversaire à la Cité de l'UA en présence de son époux, **Félix Tshisekedi**, et des membres du premier cercle présidentiel : **Vital Kamerhe**, son directeur de cabinet, accompagné d'**Amida Shatur**, son épouse ; **François Beya**, son conseiller spécial en matière de sécurité ; son ami **Raph Kabengele** ; **Gentiny Ngobila**, gouverneur de Kinshasa, et **Roland Kashwantale Chihoza**, patron de la Direction générale de migration.

**RD CONGO**

**MERCATO DIPLOMATIQUE**

Une vague de nominations est attendue dans plusieurs grandes ambassades. **Félix Tshisekedi** doit ainsi désigner un nouveau représentant au siège de l'ONU, à New York (après le rappel, en décembre 2019, d'**Ignace Gata Mavita**), ainsi qu'à Washington, Paris, Londres, Pékin et Moscou. Comme cela a été annoncé le 1<sup>er</sup> mars, un ambassadeur devrait également être nommé à Tel-Aviv, où la RD Congo n'a pour le moment qu'un chargé d'affaires. Une section économique va ouvrir à Jérusalem.

## VALISE DIPLOMATIQUE

## GUINÉE

## AKUFO-ADDO MÉDIATEUR

Le 24 février, après d'intenses tractations, **Louise Mushikiwabo** a décidé d'annuler la mission électorale de l'OIF en Guinée. Depuis décembre 2019, la secrétaire générale de la Francophonie s'efforce, avec **Alpha Condé**, **Alassane Ouattara** et **Mahamadou Issoufou**, président en exercice de la Cedeao, de parvenir à un accord de principe sur la révision du fichier électoral. En février, lors du sommet de l'UA, à Addis-Abeba, Mushikiwabo avait déjà tenté de convaincre le chef de l'État guinéen, et lui avait suggéré de trouver un consensus politique avant le scrutin. Elle a par ailleurs reçu à plusieurs reprises, à Paris, **Amara Camara**, l'ambassadeur de Guinée. Après le retrait de l'OIF, l'audit du fichier électoral a été confié à la Cedeao, qui a choisi **Nana Akufo-Addo**, le président ghanéen, pour conduire une médiation à Conakry.

## RUSSIE-AFRIQUE

## ARMY 2020 SUR ORBITE

Organisé depuis 2015 par le ministère russe de la Défense, le Forum international militaro-technique (« Army 2020 ») se tiendra cette année du 23 au 29 août près de Moscou. Sont attendus 1300 exposants venus de 15 pays, ainsi que 120 délégations. Dix-sept États africains seront représentés à haut niveau : Algérie, Angola, Botswana, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, RD Congo, Sénégal, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Deux ministres de la Défense, **Ibrahima Dahirou Dembélé** (Mali) et **Mohamed Ahmed Zaki** (Égypte), ont notamment été conviés.

## RD CONGO-ANGOLA

## Bras de fer pour l'or noir



Félix Tshisekedi (à g.), le président congolais, et João Lourenço, son homologue angolais, le 5 janvier.

Alors que la RD Congo revendique, depuis 2003, une part de l'exploitation pétrolière angolaise au large de ses côtes, **Félix Tshisekedi** s'agace de la lenteur des négociations avec son homologue, **João Lourenço**. En déplacement à Washington (1<sup>er</sup>-3 mars), le président congolais a profité de son intervention à la Chambre de commerce des États-Unis, le 2 mars, pour échanger en coulisses avec **James R. Dunlap**, le conseiller Afrique d'ExxonMobil, l'une des sociétés qui exploitent les blocs angolais. Kinshasa souhaite impliquer ces compagnies dans les négociations

bilatérales portant sur le manque à gagner de la RD Congo.

Par ailleurs, le 5 janvier, lors d'une rencontre à Benguela, en Angola, les deux chefs d'État étaient convenus de créer une commission chargée de définir les modalités de fonctionnement de la Zone d'intérêt commun, instaurée en 2009 pour partager l'exploitation. Côté congolais, **José Sele Yalaghuli**, le ministre des Finances, **Rubens Mikindo Muhima**, ministre des Hydrocarbures, et **Nicolas Kazadi**, ambassadeur itinérant de Tshisekedi, se sont vu confier ce dossier. **IA**

## ENQUÊTE À L'UNION AFRICAINE

## Étranges virements

Selon nos informations, une enquête est en cours au sein de la direction financière de l'UA. Dans un courrier daté du 17 janvier, le Nigérian **Biodun Adeyemo**, directeur de la Programmation, de la Budgétisation, des Finances et de la Comptabilité (PBFA), avait mis en garde le Malawite **Madalitso Lowole**, chef de la direction financière, au sujet de plusieurs virements de l'UA vers de « mauvais comptes bancaires ».

« Vous et votre équipe n'avez tiré aucune leçon », dénonçait Adeyemo dans sa missive, rappelant un épisode précédent au cours duquel 1,6 million de dollars avaient été transférés depuis le compte du Fonds pour la paix à un mauvais bénéficiaire. Cela avait, ajoutait Adeyemo, « causé de l'embarras non seulement à la direction, mais aussi à la Commission », que préside le Tchadien **Moussa Faki Mahamat**. Le directeur du département PBFA a diligenté une enquête afin d'« identifier les responsables et les superviseurs » qui auraient échoué à détecter ces anomalies. **IA**



## La garde rapprochée de...

### CENTRAFRIQUE

# Trafic de passeports

L'affaire du passeport diplomatique de l'Iranien **Shahram Dantism** a mis le feu aux poudres à Bangui. Sur ce document, délivré le 28 novembre 2019 et signé par **Sylvie Baïpo Temon**, la ministre centrafricaine des Affaires étrangères, le diplomate, qui travaille pour le Réseau des chambres des experts européens, département Afrique de l'Ouest, est qualifié d'« ambassadeur ». Problème : la justice soupçonne un faux. Une information judiciaire a été ouverte, et la Direction de la surveillance du territoire a interpellé **Bikouo Motchouli Omer**, directeur de cabinet de **Chancel Sekode Ndeugbayi**, le ministre délégué aux Affaires étrangères. Proche de l'opposant **Martin Ziguélé** – lequel dénonce une « cabale politique » –, Sekode Ndeugbayi est lui-même soupçonné d'avoir autorisé l'émission du document litigieux.

Le scandale pourrait être plus vaste. Selon nos informations, Shahram Dantism affirme avoir été en contact avec des responsables centrafricains depuis 2017, parmi lesquels **Jean-Serge Bokassa**, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bikouo Motchouli Omer, et des envoyés de la présidence. L'Iranien assure avoir transmis des documents à Bokassa, lequel, contacté par JA, nie le connaître. Dantism ajoute que des intermédiaires lui ont demandé de payer 9 millions de F CFA (13700 euros) pour obtenir son passeport.

Ce système n'est pas nouveau à Bangui. Un homme d'affaires italo-suisse en a également été victime. Celui-ci avait souhaité obtenir deux passeports diplomatiques pour des contacts turcs. Un réseau les lui avait proposés en échange de 40000 euros. **Charles Armel Doubane**, alors ministre des Affaires étrangères (2016-2018), avait découvert la fraude. Contacté par JA, Doubane affirme avoir alerté **Faustin-Archange Touadéra**, le président, et **Flavien Mbata**, le ministre de la Justice. Sans succès : les auteurs des faits avaient remboursé l'homme d'affaires, mais n'avaient pas été sanctionnés. **JA**

FINANCIAL AFRIK; STEPHANE LACOUTTE/CHALLENGES-REA; DR; AHMED DUOBA/AFP

## MOHAMED OULD BOUAMATOU

*L'influent homme d'affaires, ennemi juré de l'ex-président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz, est rentré le 10 mars à Nouakchott après dix ans d'exil. Fondateur du groupe Bouamatou SA (BSA), il s'est, durant son absence, appuyé sur un carré de fidèles pour défendre ses intérêts et continuer à gérer ses entreprises.*



### MOUSTAPHA CHAFI

Ex-éminence grise de Blaise Compaoré. Opposant à « Aziz », il s'est rapproché de Bouamatou quand il vivait comme lui en exil au Maroc. Les mandats d'arrêt internationaux dont tous deux faisaient l'objet ont été annulés le 19 février. Ont, entre autres, leurs entrées chez Macky Sall.



### MOHAMED OULD DEBAGH

Vice-président de BSA. Très discret, il gère toutes les sociétés de ce groupe en Mauritanie. Bras droit de Bouamatou, qui lui fait une confiance absolue. Lui aussi visé par un mandat d'arrêt international, annulé le 19 février. Devrait rentrer prochainement au pays.



### WILLIAM BOURDON

L'un de ses avocats. Le conseille, veille sur ses intérêts et lui a ouvert son réseau dans les sphères médiatiques parisiennes. Ils se sont connus en 2012 et sont devenus amis. Fondateur de Sherpa, une association de lutte contre la corruption, que soutient Bouamatou.



### LEÏLA BOUAMATOU

Sa fille. Restée en Mauritanie, a veillé sur ses affaires. Directrice générale de la Générale de banque de Mauritanie (groupe BSA) depuis 2018, où elle occupait les fonctions de directrice du trésor depuis 2009. Diplômée de la Business School Lausanne.

## LE VISITEUR DU SOIR

### RD CONGO « FATSHI » ET KABILA : DIALOGUE DIRECT

Le 12 mars, **Joseph Kabila** s'est rendu chez **Félix Tshisekedi**, à N'Sele. L'ex-président est arrivé seul, tandis que son successeur était entouré de **Vital Kamerhe**, son directeur de cabinet, et de **François Beya**, son conseiller spécial en matière de sécurité. Selon nos sources, au cours de cet entretien qui a

duré quatre heures, Tshisekedi et Kabila ont décidé de supprimer le comité de suivi de l'accord FCC-Cach. Objectif : se concerter directement, désigner à cette fin de nouveaux émissaires, et tenir à l'écart des décisions **Jean-Marc Kabunda-Kabund** et **Augustin Kabuya** (Cach), et **Emmanuel Ramazani Shadari** (FCC). Par

ailleurs, les deux hommes sont convenus d'un remaniement gouvernemental d'ici au 30 juin. Le nombre de ministres devrait passer de 67 à 50, voire 35. Enfin, Tshisekedi a déploré que le FCC tente de bloquer ses initiatives politiques. Ce à quoi Kabila a répondu qu'il s'agit d'actes d'« autodéfense ».

## ILS ONT DIT

« La présence de négationnistes au Sénat, le temple des lois françaises, est inacceptable. C'est une agression violente contre le peuple rwandais, contre la mémoire des victimes, contre les rescapés, qui restent dans la douleur. »

**François-Xavier Ngarambe,**  
ambassadeur du Rwanda en France



CLEMENS BILAN/EPA/MAXPPP

« J'appelle mes collègues africains à agir ensemble [contre le coronavirus]. L'Afrique ne doit pas être le nouveau foyer de la maladie. »

**Macky Sall,** président sénégalais

« Donald Trump renforce les sanctions américaines illégales contre l'Iran pour assécher les ressources nécessaires à la lutte contre le coronavirus alors que nos citoyens en meurent. Le monde ne peut plus rester silencieux alors que les États-Unis ont remplacé le terrorisme économique par le terrorisme médical. »

**Javad Zarif,**  
ministre iranien des Affaires étrangères

« Le temps des hommes qui s'autoproclament providentiels et donc irremplaçables, des hommes qui cherchent à s'incruster à vie au pouvoir, tire à sa fin. »

**Mahamadou Issoufou,** président du Niger

« Le phénomène d'accaparement des terres est très sérieux. L'Afrique est une proie facile pour les multinationales et pour certains pays, qui achètent des terres notamment afin de [produire] des agrocarburants en Europe alors que, sur le continent, des populations meurent de faim. »

**Alhousseini Diabaté,** juriste malien

## L'HOMME DE LA SEMAINE

## Fin de règne pour Lamido Sanusi

Accusé d'« insubordination » – ses détracteurs ne goûtant guère sa propension à s'immiscer dans le débat public au Nigeria –, l'émir de Kano a perdu son titre.

VINCENT DUHEM

De son palais de Kano, construit au XV<sup>e</sup> siècle, où il recevait ses convives coiffé d'un délicat calot blanc et vêtu d'un ample boubou, à un deux-pièces dans l'État voisin de Nasawara, l'un des plus pauvres du Nigeria, la chute de Lamido Sanusi II fut aussi rapide que brutale. « Détrôné » le 9 mars de son poste d'émir pour « irrespect » et « insubordination » après un vote du Parlement de l'État, l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria a été immédiatement délogé de son palais par des membres des forces de sécurité et des agents des services de renseignements, puis exfiltré hors de l'État à bord d'un hélicoptère. Quelques heures plus tard, les quelque 40 000 ouvrages qu'il avait entreposés dans sa bibliothèque étaient saisis.

## Guerre ouverte

Chef de la branche Tijaniyya de la communauté soufie du Nigeria, Sanusi était depuis juin 2014 le deuxième dirigeant musulman le plus important du pays. Son influence s'exerçait sur un vaste territoire peuplé de 10 millions de personnes. Sa destitution est l'ultime manifestation de la guerre ouverte qui l'oppose à Abdullahi Umar Ganduje, gouverneur de l'État de Kano depuis 2015, tour à

tour membre des deux principales formations politiques, le People's Democratic Party (PDP) puis le All Progressives Congress (APC), du président Buhari. Abdullahi Umar Ganduje reprochait notamment à Sanusi d'avoir soutenu en sous-main le candidat de l'opposition aux dernières élections de 2019. Il ne goûtait guère la propension de l'ex-directeur général de la First Bank of Nigeria à s'immiscer dans le débat public, à critiquer la gouvernance des acteurs politiques, quitte à outrepasser ses prérogatives, et n'avait eu de cesse de tenter de réduire son influence.

Ce n'est pas la première fois qu'un émir est détrôné au Nigeria.

Les relations entre l'influent guide spirituel et le pouvoir temporel, qu'il fut colonial, militaire ou civil, ont souvent été conflictuelles. En 1963, des milliers de personnes avaient dénoncé le renvoi de l'émir (le grand-père de Sanusi II). En 1981, le sang avait coulé lorsque le gou-

vernement avait tenté de détrôner Ado Bayero, son grand-oncle. Cette fois-ci, les quelques heurts signalés dans les heures qui ont suivi la destitution de Sanusi II ont rapidement été contenus par la police. Un signe sans doute que les temps changent et que, dans le Nigeria

Il avait, aux yeux de certains, l'image d'un souverain élitiste et coupé des populations.



À Abuja, en 2017, à l'issue d'une rencontre avec la reine Maxima des Pays-Bas.

PATRICK VAN KATWIJK/GETTY IMAGES

d'aujourd'hui, les élus du peuple ont pris le dessus sur les souverains traditionnels.

Tout porte également à croire que Sanusi a été lâché par l'élite et les chefs religieux du Nord, qui lui reprochaient ses positions contre la polygamie et ses critiques contre l'influence de l'Arabie saoudite au Nigeria. Particulièrement apprécié des chancelleries occidentales, prisé des conférenciers européens, Sanusi n'avait pas forcément la même aura dans son pays. « Il avait, aux yeux de certains, l'image d'un souverain élitiste et coupé des masses, explique le chercheur Marc-Antoine Pérouse de Montclos. L'opulence de son style de vie a radicalisé ses opposants, et on lui reprochait de ne pas suffisamment redistribuer sa richesse. »

Véritable caméléon, Sanusi est aussi à l'aise pour dissenter de l'islam que pour analyser les marchés financiers. Il a étudié l'arabe et la théologie sunnite, a obtenu un diplôme en loi islamique (charia) à l'Université africaine de Khartoum. Mais il fut aussi banquier à New York, à Londres et à Lagos. Il cumulait d'ailleurs ses fonctions d'émir avec celle de président du conseil d'administration de Black Rhino, lancé par le fonds d'investissement américain Blackstone.

### Exil forcé

Après quatre jours d'« exil forcé » dans l'État de Nasawara, celui qui était jusque-là l'une des plus grandes figures du pouvoir traditionnel a finalement pu rejoindre sa famille, évacuée dans la précipitation à Lagos. Dans une vidéo publiée au lendemain de son éviction, il a pris acte de cette décision « divine » et appelé les habitants de Kano à accepter la nomination de son successeur, Aminu Ado Bayero. Son avenir immédiat devrait s'inscrire du côté de l'État du Kaduna (Centre) – il a été nommé à la tête de son université par le gouverneur Nasir Ahmad El-Rufai.

À ceux qui l'avaient interrogé ces dernières années sur son avenir, Lamido Sanusi avait toujours affirmé que son seul rêve était depuis toujours de devenir émir. À 58 ans, décidera-t-il de se lancer en politique ? De passage à Paris à la fin de 2017, « son altesse », comme l'appelaient ses collaborateurs, avait reçu *Jeune Afrique* au Plaza Athénée, palace de l'avenue Montaigne, à Paris, où il avait ses habitudes. « Le problème de notre pays, c'est le pétrole. Quand les dirigeants de ce pays ont compris qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner, l'attention et les investissements se sont détournés de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie ou de l'éducation. Il n'y a plus de partage équilibré du pouvoir et des richesses », nous avait-il déclaré. Tout un programme. **UA**

## BAROMÈTRE

DR



### STÉPHANIE TURCO WILLIAMS

L'Américaine est nommée représentante spéciale de l'ONU en Libye. Elle assure l'intérim après la démission, le 2 mars, de Ghassan Salamé, dont elle était l'adjointe depuis 2018.

DR



### URUJENI FEZA BAKURAMUTSA

Cette Rwandaise, qui travaillait au ministère des Affaires étrangères, remplace Ines Mpambara au poste de directrice de cabinet du président Paul Kagame.

ABDOULAYE BARRY POUR JA



### DELPHINE DJIRAÏBÉ

Cette avocate tchadienne remporte le prix franco-allemand des droits de l'homme. C'est elle qui, en 1999, avait convaincu Human Rights Watch d'aider les victimes à poursuivre Hissène Habré.

VIANNEY LE CAER/AP/SIPA



### ROKIA TRAORÉ

La chanteuse malienne a été arrêtée, le 10 mars, à sa descente d'avion à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, en région parisienne. À l'origine de son interpellation, un conflit autour de la garde de sa fille.

A. SIMON/DYDPPA/REX/SIPA



### JUAN CARLOS

L'ancien roi d'Espagne fait l'objet d'une enquête en Suisse pour avoir reçu des autorités saoudiennes 100 millions de dollars en 2008. Riyad affirme qu'il ne s'agissait que d'un cadeau du roi Abdallah.

ONS ABID



### NABIL KAROUI

Dix députés élus sous l'étiquette Qalb Tounes – le parti qu'il a fondé – viennent de claquer la porte du groupe parlementaire. Parmi eux : le porte-parole de cet ancien candidat à la présidentielle.

# 10 choses à savoir sur...

## Leïla Slimani

Lauréate du Goncourt 2016 pour son roman *Chanson douce*, la romancière franco-marocaine publie *Le Pays des autres*, premier volet d'une trilogie historique sur le Maroc.

### 1 PÉTITIONNAIRE

En 2019, elle corédige une pétition, « Nous sommes hors-la-loi », pour dénoncer les articles du Code pénal marocain, dont le célèbre article 490, qui rendent les relations sexuelles hors mariage et l'avortement passibles d'une peine de prison.

### 2 DEBOUT

Ce 29 février, elle a manifesté sa solidarité avec l'actrice française Adèle Haenel en quittant elle aussi la cérémonie des César, où Roman Polanski, visé par des accusations de viol, venait de recevoir le prix du meilleur réalisateur.

### 3 RIF

« Ah non [...] par contre, le Rif, je ne connais pas... ». Cette petite phrase, lâchée au micro de la radio française RTL en plein *hirak* dans le nord du Maroc, n'a pas été du goût de tous. Certains regrettent que ses critiques portent davantage sur le manque de liberté en matière de « mœurs » que sur la rigidité des institutions.

### 4 MACRON

En 2017, elle a accompagné le chef de l'État français lors de sa première visite officielle au Maroc, puis est devenue sa



JEAN-MARC HAEDRICH/SIPA

représentante personnelle pour la francophonie. Elle a même décliné le poste de ministre de la Culture. En 2018 toutefois, après avoir de nouveau voyagé avec lui en Tunisie, elle a signé une tribune critique dans

*Le Monde* : « Emmanuel Macron aurait pu défendre les immigrés avec plus de vigueur. »

### 5 PIRATÉE

En 2018, la police marocaine saisit des livres piratés en provenance d'Égypte. Parmi eux, un certain nombre d'exemplaires de *Chanson douce*, vendus près de 10 dirhams (1 euro) sous une couverture imitant celle de l'éditeur français Gallimard.

### 6 JOURNALISTE

Ancienne collaboratrice de *Jeune Afrique*, elle a mis sa plume au service de plusieurs rédactions, comme *Le 1*, en France, ou *Le 360*, au Maroc. Une activité qu'elle n'a pas complètement abandonnée : sa bande dessinée *Paroles d'honneur* et son livre *Sexe et mensonges* (2017) sont des enquêtes journalistiques sur la sexualité, notamment féminine, au Maroc.

### 7 HUMILITÉ

L'auteure a brisé le mythe de l'écrivain démiurge en expliquant avec humilité tout ce qu'elle devait aux ateliers d'écriture. Depuis, ces dispositifs suscitent un engouement croissant.

### 8 AUTOBIOGRAPHIQUE

La vie de l'héroïne du *Pays des autres* est inspirée de celle de la grand-mère de l'écrivaine : française, elle avait épousé un Marocain, officier spahi de l'armée française. Au Maroc, elle se heurta au mépris des colons et à la difficulté de s'intégrer à un univers étranger.

### 9 PÈRE

Son père, Othman Slimani, a été secrétaire d'État chargé des Affaires économiques sous Hassan II. Il a été incarcéré en 2002 pour malversations, alors qu'il était PDG du Crédit immobilier et hôtelier. Décédé en 2004, il a été acquitté à titre posthume en 2010.

### 10 JUPE ET VOILE

Consciente qu'elle représente un symbole en pleine vague islamophobe en France, elle dit refuser « de servir d'alibi » aux discriminations et met un point d'honneur à défendre le libre port de la jupe comme celui du voile.

JULES CRÉTOIS

Jeune Afrique  
**Business+**



DISPONIBLE  
ÉGALEMENT  
EN ANGLAIS

## *Prenez un temps d'avance sur les marchés*

- Fusions-acquisitions,
- Levées de fonds,
- Passations de marchés,
- Nominations,
- Contentieux...

[jeuneafriquebusinessplus.com](http://jeuneafriquebusinessplus.com)

**Restez le premier  
informé sur les  
évolutions de votre  
marché, et prenez  
les bonnes décisions  
d'investissement.**

Testez  
gratuitement  
pendant  
1 mois

Par email :  
abonnements@  
[jeuneafriquebusinessplus.com](mailto:jeuneafriquebusinessplus.com)  
Par téléphone :  
+33 1 44 30 19 03

## COMME LE TEMPS PASSE...

Ils étaient sur le devant de la scène. Que sont-ils devenus ?

**AMEENAH GURIB-FAKIM**

Les États-Unis ont Bill Clinton, le Royaume-Uni, Tony Blair. Maurice a Ameenah Gurib-Fakim. Comme ces anciens dirigeants, l'ex-présidente de Maurice est devenue, à 60 ans, « une conférencière professionnelle », ironise un proche du Premier ministre, Pravind Jugnauth. Biologiste de renommée internationale avant d'être nommée, en juin 2015, au poste – purement honorifique – de chef de l'État, Ameenah Gurib-Fakim parcourt le monde pour participer à des colloques scientifiques ou politiques. Ses sujets de prédilection : la représentation féminine dans les instances dirigeantes et la bonne gouvernance.

Un paradoxe pour celle qui, en mars 2018, avait été contrainte de démissionner après avoir été accusée d'utiliser de l'argent public à des fins personnelles.

Très présente sur la scène internationale, elle fait profil bas sur son île. Au moins le temps que la commission chargée d'enquêter sur ses agissements, nommée à la fin de 2018 et composée de trois juges de la Cour suprême, ne rende ses conclusions, ce qu'elle doit faire dans les prochains mois.

**LÉONARD SHE OKITUNDU**

Léonard She Okitundu a beau ne plus être ministre des Affaires étrangères de la RD Congo, il continue d'entretenir ses réseaux. Ainsi, le 18 février, le consulat de Bosnie-Herzégovine lui a demandé d'organiser une rencontre entre une délégation d'entrepreneurs bosniaques et Willy Bakonga, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. Objet des discussions : le projet d'identification biométrique des élèves congolais, pour lequel la Bosnie propose ses services. She Okitundu a également rencontré récemment les ambassadeurs français, belge, suisse et canadien, avec qui il a évoqué un projet de construction d'une nouvelle bibliothèque nationale à Kinshasa.

Visage de la diplomatie congolaise lors des dernières années de mandat de Joseph Kabila (2016-2018), il avait cédé son poste en mars 2019, quelques semaines après l'élection de Félix Tshisekedi à la présidence.

Le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, avait assuré l'intérim jusqu'à la nomination d'un gouvernement, en septembre. Entre-temps, She Okitundu a été élu sénateur du Sankuru à l'issue de sénatoriales controversées.

NOEMI BRUZAK/AP/SIPA

VINCENT FOURNIER/JA

**LE DESSIN DE LA SEMAINE**

G&amp;E

Après trente ans de dictature d'Omar el-Béchir, la transition soudanaise n'est pas un long fleuve tranquille. Ce 9 mars, Abdallah Hamdok, le Premier ministre, a échappé à un attentat à Khartoum, au moment où son convoi ralentissait pour s'engager sur un pont.

Une explosion et des tirs d'armes automatiques ont fait un blessé léger.

Sans attendre de revendication, le pouvoir a dénoncé un acte « terroriste » visant à compromettre le processus politique en cours.







**Paul Atanga Nji**

*Ministre de l'Administration territoriale*



**Séverin Tchounkeu**

*Patron d'Equinoxe Télévision*

**CAMEROUN**

**LE MATCH**

**VS**

**GEORGES DOUGUELI**

**C**'est un point de presse, le 9 mars à Yaoundé, qui a mis le feu aux poudres. Ce jour-là, Paul Atanga Nji, le ministre de l'Administration territoriale, accuse plusieurs médias, dont Equinoxe Télévision, l'une des plus importantes chaînes privées du pays, sise à Douala, de relayer l'activité d'ONG elles-mêmes qualifiées de « fabriques de faux rapports ». Particulièrement en verve, Atanga Nji fait allusion à un rapport de Human Rights Watch, publié le 25 février, selon lequel l'armée camerounaise est responsable de la mort de 21 personnes à Ngarbuh, dans le Nord-Ouest anglophone. Le ministre menace de fermer lesdits médias au motif qu'ils « n'ont pas vocation à jeter de l'huile sur le feu » et que « le Cameroun n'a pas besoin de "radios des Mille Collines" ».

Piqué au vif, Séverin Tchounkeu, le PDG d'Equinoxe Télévision, lui répond le soir même sur le plateau de son journal de 20 heures. Il défend le professionnalisme de ses journalistes, explique qu'ils ne se sont pas contentés de relayer paresseusement le rapport. « Nous sommes la seule télévision du pays à avoir dépêché des équipes [sur place], plaide énergiquement le patron de presse. J'ajoute qu'en toute responsabilité nous avons décidé de ne pas diffuser une bonne partie des éléments récoltés sur le terrain. » Il précise enfin qu'il a été « heurté » qu'il ait été fait référence à la Radio Mille Collines de sinistre mémoire, qui joua un rôle dans le déclenchement du génocide des Tutsis au Rwanda.

Alors que les combats opposant l'armée aux séparatistes se poursuivent en zone anglophone, une guerre de communication s'engage à Yaoundé. Inspirateur de la méthode forte, que privilégie aujourd'hui le pouvoir, Atanga Nji est, de fait, l'un des hommes clé du gouvernement. Pour ce

sécurocrate zélé, qui a su imposer sa ligne au détriment de celle – plus modérée – de Joseph Dion Ngute, le Premier ministre, il n'y a pas – et il n'y aura jamais – de « problème anglophone ». Pour lui, les séparatistes sont des « terroristes », voire des « bandits ». Plein d'autorité, il n'hésite pas à marcher sur les plates-bandes de René Sadi, son collègue chargé de la Communication, notamment quand il juge nécessaire de tancer les médias. Sa légitimité, il la tient de Paul Biya, qui a su trouver en cet ex-promoteur d'établissement d'épargne et de crédit failli des talents de Monsieur sécurité.

lègue chargé de la Communication, notamment quand il juge nécessaire de tancer les médias. Sa légitimité, il la tient de Paul Biya, qui a su trouver en cet ex-promoteur d'établissement d'épargne et de crédit failli des talents de Monsieur sécurité.

### **Écorché vif**

Séverin Tchounkeu, au contraire, a l'échine souple, ce qui l'a préservé de toutes les tempêtes. Diplômé en science politique de la Sorbonne (Paris), il est rentré au pays à l'âge de 28 ans pour fonder le journal *La Nouvelle Expression* dans le bruit et la fureur des années 1990, avant de se diversi-

fier dans la radio et la télévision. Discret, peu démonstratif, manœuvrier, cet homme de réseaux est à la fois proche de l'opposition et familier des coulisses du pouvoir. Il a su se rapprocher de la classe politique pour mieux l'observer, d'un œil à la fois cynique et connivent. Cet écorché vif peut parfois se montrer assassin : « Je comprends bien que des conflits internes au gouvernement font que certains nous en veulent d'avoir accompagné le Premier ministre dans la tenue du Grand dialogue national », a-t-il ainsi taclé.

Tchounkeu se range donc du côté des adversaires d'Atanga Nji. La communauté internationale faisant pression en faveur d'une solution politique, ces derniers ont le vent en poupe. Et, comme le pays est dans l'attente d'un remaniement post-législatives, la tête d'Atanga Nji pourrait tomber avant qu'il ne s'en prenne à Equinoxe. 

**D'un côté, un partisan de la manière forte ; de l'autre, un homme de médias discret et manœuvrier.**

# Du bon usage de la fiscalité pour protéger les forêts

**Alain Karsenty**



Chercheur, Unité Green, département Environnements et sociétés du Cirad

**L**a fiscalité écologique a pour objectif exclusif de changer les comportements en incitant producteurs et consommateurs à adopter des pratiques favorables à l'environnement. L'exemple emblématique est la taxation des émissions de gaz à effet de serre. Puisque le but est de les réduire, la fiscalité écologique va rapporter beaucoup d'argent au début, puis son rendement va décliner au fur et à mesure que les émissions vont diminuer. Une taxe écologique « parfaite » est une taxe dont les recettes s'éteignent progressivement.

Mais les producteurs et les consommateurs ne seront en mesure de modifier leurs pratiques que s'il existe des alternatives à leur portée (par exemple, des transports en commun efficaces). Les revenus issus de la fiscalité écologique doivent précisément servir à épauler l'investissement public et privé pour construire ces solutions. Plus les alternatives seront disponibles, plus les taxes pourront s'accroître pour accélérer les changements.

Cette problématique est bien connue dans les domaines de l'énergie et des transports. Mais la fiscalité écologique n'a pas encore été mise au service de la protection des forêts, soumises à des pressions croissantes du fait de l'agriculture et de l'exploitation anarchique du bois. Pourtant, les enjeux en matière de perte de biodiversité, d'émissions de carbone et de ressources pour les communautés qui dépendent des forêts sont immenses. Et les écosystèmes forestiers constituent des atouts inestimables pour l'adaptation aux changements

climatiques, du fait notamment de leur rôle dans le cycle de l'eau.

Des propositions originales pour mobiliser la fiscalité en appui à la lutte contre la déforestation peuvent être avancées. L'une concerne l'exploitation du bois dans les grandes forêts équatoriales, une autre vise à favoriser l'agriculture « zéro déforestation ». La troisième suggère de moduler les droits de douane à l'importation des produits agricoles sur le marché européen. Ces trois mesures s'appuient sur l'existence de certifications indépendantes apportant des garanties jugées suffisantes sur les pratiques de production. Les certifications ne sont pas une panacée, mais elles évoluent avec les nouvelles exigences des consommateurs. Et elles s'appuient sur des vérifications par des tierces parties.

## Bois certifié

En Afrique centrale, la certification de « bonne gestion forestière » ne progresse plus. Le commerce du bois s'est tourné vers l'Asie, et les marchés intérieurs grossissent avec l'étalement urbain. Le bois certifié n'étant pas vendu plus cher sur ces marchés, pourquoi, dès lors, investir pour obtenir un label ? Une solution serait de réduire les taxes pour les entreprises forestières certifiées afin que l'incitation à une gestion responsable ne dépende plus de marchés écologiquement peu exigeants mais soit suscitée par les politiques publiques. Les États accepteront-ils de sacrifier

de précieuses ressources fiscales ? Notre hypothèse est que des bailleurs de fonds internationaux pourraient s'engager à compenser le manque à gagner qui résulterait de cette mesure incitative.

En Afrique de l'Ouest, la culture du cacao a été le principal moteur de la déforestation en Côte d'Ivoire et au Ghana. Mais les exportations pourraient souffrir de la volonté des pays européens de lutter contre la « déforestation importée » en étant plus sélectifs sur leurs importations agricoles. Pour pallier ce problème, les pays producteurs pourraient adopter un système de bonus-malus fiscal pour favoriser le « cacao durable », tracé et certifié « zéro déforestation ».

La baisse des taxes des uns (les producteurs de cacao durable) sera alors financée par la hausse des taxes des autres, le mécanisme étant ainsi budgétairement neutre. Le but est de réduire la part du cacao à l'origine indéterminée (dont une partie est illicite car issue d'aires protégées) et d'inciter les opérateurs économiques à s'appro-

visionner auprès de producteurs certifiés pour bénéficier d'une baisse des taxes à l'exportation. Leur intérêt sera de mieux rémunérer ces derniers pour disposer d'un maximum de cacao durable et bénéficier du bonus fiscal correspondant.

Enfin, l'Union européenne (UE) devrait mettre sa politique commerciale au service de ses ambitions

**Pourquoi ne pas mettre en place un système de bonus-malus qui favoriserait les produits « zéro déforestation » ?**

# Elle s'appelait Marielle Franco...

**Leonard Cortana**



Doctorant en cinéma à la New York University et chercheur au Berkman Klein Center de Harvard

écologiques. Aujourd'hui, de nombreux produits sont exemptés de droits de douane à l'entrée dans l'UE (soja, cacao...) ou faiblement taxés (huile de palme). Bruxelles devrait augmenter le niveau de ces droits pour les productions « à risque » qui ne seraient pas labellisées « zéro déforestation ».

## Soutien aux producteurs

Comme, dans un premier temps, il y aura moins de produits importés certifiés que de produits conventionnels, il y aura plus de recettes fiscales. Il serait alors judicieux, tant pour des raisons d'équité que de diplomatie, d'affecter ces recettes au financement de projets de soutien aux petits producteurs dans les pays en développement, pour les aider à faire évoluer leurs pratiques et à accéder à la certification. On retrouve là le principe de la construction d'alternatives associé à une fiscalité écologique qui ne soit pas « punitive ».

S'appuyer sur des certifications indépendantes est-il synonyme d'un abandon par les États de leurs prérogatives? Nous ne le croyons pas. Un gouvernement n'a pas à choisir une certification en particulier, mais à établir une liste des critères que les labels doivent contenir pour bénéficier de l'incitation fiscale. À travers des spécifications bien pensées, les États peuvent « gouverner » les certifications tout en respectant leur indépendance, fondement de leur crédibilité aux yeux des acheteurs. [JA](#)

**D**eux ans après l'assassinat de l'élue et activiste brésilienne Marielle Franco à Rio de Janeiro, les hommages en provenance du monde entier sont toujours aussi nombreux. Cette ferveur ne tient pas seulement au crime lui-même, toujours non élucidé, et aux lenteurs de l'enquête judiciaire, qui semble confirmer des liens troublants entre les meurtriers et des proches de la famille du président Jair Bolsonaro. Née dans les favelas, Marielle Franco était devenue le symbole du combat contre le racisme et les violences policières, de la défense des droits des communautés noires, des femmes et de la communauté LGBT, mais aussi de l'ascension sociale – elle avait été élue à la ville de Rio de Janeiro en 2017.

Pendant le tournage de mon documentaire *Marielle's Legacy Will not Die (Justice pour Marielle)*, sur le mouvement afro-brésilien qui relaie son héritage politique, l'activiste Monica Cunha m'a expliqué que le mandat de Marielle Franco représentait le futur de la politique: elle qui était à l'intersection de plusieurs identités minorisées – une femme noire féministe des favelas, mère célibataire à 19 ans, lesbienne – incarnait non seulement le renouveau de la classe politique mais luttait pour une meilleure intégration des communautés auxquelles elle s'identifiait

dans un projet de société plus juste et égalitaire. Marielle Franco voulait notamment mettre en valeur les racines africaines du Brésil, l'« ancestralité », dans un pays qui compte plus de 60 % d'Africains-Brésiliens mais où les écarts de richesse avec les élites blanches restent considérables. Elle luttait notamment pour rendre plus visible la production intellectuelle des Noirs dans l'histoire du Brésil, noyée dans le mythe de l'harmonie raciale.

## Résistance

En réalisant mon documentaire, j'ai pris conscience du rôle que

nous devrions jouer pour faire vivre la mémoire de ces figures de résistance afro-diasporiques. Face à la montée des conservatismes et aux nombreuses attaques racistes qui pullulent sur la Toile, nous avons tendance à adopter en permanence une position de contre-attaque qui nous prive d'un temps précieux pour raconter l'Histoire que nous souhaitons transmettre aux futures générations. Aujourd'hui, je rêve de manuels scolaires qui auraient pour couverture des figures de la résistance comme la sienne. L'Institut Marielle-Franco, fondé par sa famille, y travaille activement. En cette triste date anniversaire, joignons donc notre voix à celles de ceux qui la défendent au quotidien de l'autre côté de l'Atlantique: Marielle est avec nous, aujourd'hui et pour toujours. [JA](#)

**Cette élue de Rio défendait les racines africaines du Brésil.**

Le bilan de ses deux mandats, la réforme du franc CFA, ses relations avec Bédié, Soro et Gbagbo... Dans sa première interview depuis qu'il a annoncé qu'il ne briguerait pas sa propre succession, le chef de l'État revient sur sa carrière politique et désigne officiellement son dauphin.

**EXCLUSIF****CÔTE D'IVOIRE**

# Allassane Ouattara

*« Pourquoi  
j'ai choisi Amadou  
Gon Coulibaly »*





Propos recueillis à Abidjan par **MARWANE BEN YAHMED**

**E**n annonçant, le 5 mars, sa décision de ne point briguer de troisième mandat, Alassane Ouattara a surpris tout le monde, à part quelques initiés triés sur le volet. Un acte fort, historique, disent certains, car, pour la première fois en Côte d'Ivoire, un président élu démocratiquement organisera une passation de pouvoirs avec un autre président élu démocratiquement. C'est également une pierre dans le jardin des autres chefs d'État africains qui seraient tentés de jouer les prolongations.

Ce choix, en réalité, le président ivoirien l'avait fait il y a longtemps, dès la promulgation de la III<sup>e</sup> République, avec la Constitution de 2016. →

Le 9 mars, à Abidjan.

C.IBOU./PRÉSIDENCE

→ Si ses certitudes ont vacillé lors des mutineries de janvier et mai 2017, il ne l'a jamais remis en cause depuis que la situation sécuritaire est revenue à la normale. Ensuite, il n'a été question que de stratégie. Annoncer trop tôt sa décision comportait de nombreux risques, dont celui de voir son autorité sapée ou d'assister à une guerre d'ambitions néfaste pour l'unité de son camp. Trop tard, et le candidat appelé à représenter le RHDP lors de la présidentielle d'octobre prochain aurait été mis en difficulté, empêché d'asseoir sa légitimité et d'effectuer une campagne digne de ce nom.

Ce candidat, ce sera son Premier ministre et plus proche collaborateur depuis trente ans, Amadou Gon Coulibaly. Dans l'entretien qui suit, le premier accordé depuis son annonce et sans doute le dernier en tant que président, Alassane Ouattara explique pourquoi il a choisi de respecter son engagement et fait de Gon Coulibaly son dauphin. Il revient également sur ses deux mandats, aborde ses relations avec Henri Konan Bédié et Guillaume Soro, évoque le cas Laurent Gbagbo, revient sur la réforme du franc CFA, se retourne sur son passé et sa carrière politique, mais envisage aussi l'avenir, celui de son pays comme le sien. Il nous a reçus dans son bureau de la présidence le 9 mars pour un entretien de plus d'une heure. Souriant, décontracté et volubile. Presque libéré...

**Jeune Afrique : Vous avez annoncé le 5 mars votre décision de ne pas briguer un troisième mandat. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?**

**Alassane Ouattara :** C'est une décision prise de longue date, notamment depuis l'adoption de la Constitution de 2016, et j'ai eu l'occasion de l'annoncer à plusieurs reprises. Dix ans au pouvoir, cela suffit largement. Et j'ai pour habitude de respecter mes engagements.

**Votre position a-t-elle évolué au fil des mois ou des circonstances ? En d'autres mots, avez-vous hésité ?**

C'est vrai que j'ai eu quelques appréhensions en 2017, avec les mutineries qui ont ébranlé tout le monde, y compris moi-même. Je me suis dit : « Si nous n'arrivons pas à rétablir la sécurité, est-ce que ce serait dans l'intérêt de mon pays de partir ? » Mais, depuis 2018, nous avons remis les choses en place, le niveau de sécurité est maintenant satisfaisant, les forces de défense et de sécurité sont vraiment professionnelles et républicaines. Par conséquent, il n'y a plus de raison de douter de l'avenir et de la stabilité du pays.

**Vous avez un temps lié votre candidature à celles d'Henri Konan Bédié et de Laurent Gbagbo. C'était une menace ?**

Disons que c'était une stratégie...

**Vous avez déclaré vouloir transmettre le témoin aux générations suivantes. Pensez-vous que cela soit le cas des autres acteurs politiques, que ce soit dans les rangs de votre propre formation comme dans ceux de l'opposition ?**

Avec Amadou Gon Coulibaly (à g.), le jour de sa nomination à la primature, le 10 janvier 2017.



**J'AURAI PU MANIPULER LES TEXTES, COMME BEAUCOUP LE FONT, MAIS CE N'EST PAS MA MANIÈRE DE FAIRE DE LA POLITIQUE.**

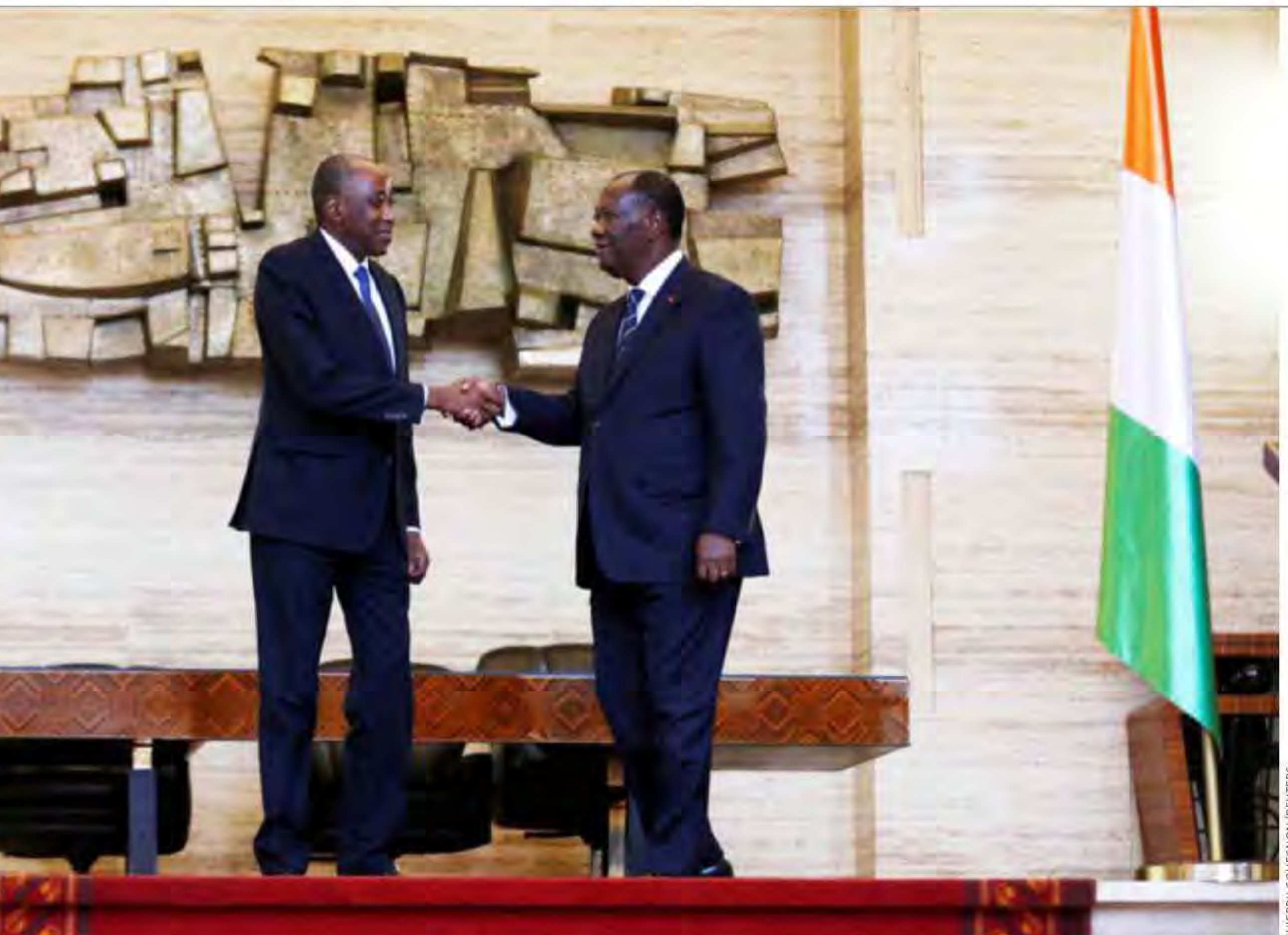
Je l'espère en tout cas. J'estime qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, quand de nombreux chefs d'État de par le monde ont entre 40 et 50 ans, il n'est pas normal que la Côte d'Ivoire continue avec un président âgé.

**Votre décision a-t-elle vocation à faire jurisprudence ? On pense au cas d'Alpha Condé en Guinée, à ceux qui ont joué les prolongations avant, à ceux qui y réfléchissent pour demain...**

Non, ma décision est vraiment liée à la situation de mon pays. Je n'ai pas du tout pensé à un autre pays ou à un autre chef d'État, ce n'est pas mon rôle. Chaque nation a ses spécificités. La Côte d'Ivoire a sa Constitution, et je suis le président de la République. C'est vrai que j'aurais pu manipuler les textes, comme beaucoup le font ou souhaitent le faire, mais ce n'est pas ma manière de voir et de faire de la politique.

**Puisque vous ne serez pas candidat, qui sera celui du RHDP ?**

C'est évident ! Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est, à mon sens, la personne la plus indiquée. Il a toutes les qualités et les compétences requises, c'est un grand travailleur qui fait par ailleurs preuve de beaucoup d'humilité. Cela fait trente ans qu'il travaille à mes côtés. Il a occupé toutes les hautes fonctions : après avoir été cadre aux Grands Travaux, il a été mon conseiller technique



THIERRY COUEGNON/REUTERS

quand j'étais président du Comité interministériel en 1990 et quand j'étais Premier ministre, jusqu'en 1993. Enfin, il a été secrétaire général de la présidence, et est à la primature depuis plus de trois ans, avec un excellent bilan. Il a été le numéro 2 du RDR [Rassemblement des républicains] sous l'autorité d'Henriette Dagri Diabaté, et il est désormais le président du directoire qui supervise la direction exécutive du RHDP [Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix]. Il a également effectué plusieurs mandats de maire et de député. Je le répète : humainement, professionnellement et politiquement, en matière de compétences comme d'expérience, il réunit toutes les qualités nécessaires pour être le candidat naturel de notre formation. Je suis sûr qu'il réussira.

**Comment faire en sorte que le RHDP demeure soudé derrière lui ?**

Le RHDP l'est déjà, comme en attestent les conclusions de la réunion du conseil politique du 12 mars. Je n'ai aucun doute là-dessus. Il est le chef d'équipe aujourd'hui, une équipe unie et compétente, comprenant de nombreux talents.

**D'autres cadres du parti, comme Albert Toikeusse Mabri ou Marcel Amon Tanoh, ont fait état de leurs ambitions présidentielles...**

J'ai eu des consultations avec de nombreux cadres du

RHDP, mais aucun ne m'a informé d'une telle éventualité.

**Que va changer la révision constitutionnelle que vous préparez ?**

C'est une réforme importante, dont le seul souci est d'améliorer notre Constitution, de pérenniser un modèle de fonctionnement de l'exécutif qui a fait ses preuves et de procéder à des aménagements techniques relatifs à nos institutions. Il y a d'abord le statut du vice-président. Je suis pragmatique : le titulaire actuel du poste a été choisi par le président de la République, en accord avec l'Assemblée nationale, puisqu'il n'y avait alors pas de Sénat, et cela a bien fonctionné. Je considère qu'il est préférable de continuer avec cette formule, plutôt que d'opter pour un ticket à l'américaine, proposé avant l'élection. Ensuite, nous avons constaté que la Constitution actuelle est très rigide en ce qui concerne certaines dates et les délais. Par exemple, les mandats des députés et des sénateurs viennent à expiration en décembre 2020, alors qu'il est évident que, même s'il n'y a pas de deuxième tour – ce qui sera le cas, selon moi –, il sera très difficile d'organiser des élections législatives et sénatoriales avant le 31 décembre de cette année. Il s'agit donc de repousser le mandat des parlementaires jusqu'à la prochaine rentrée, en avril 2021. Les élections des députés et des sénateurs se dérouleront donc sans doute au début de 2021. Enfin, autre point d'importance : la réforme du système judiciaire. Elle vise

à consacrer la Cour de cassation et le Conseil d'État comme des institutions de la République, au même titre que la Cour des comptes. Les autres réformes envisagées, suite aux observations du président du Comité d'experts chargé de la rédaction de l'avant-projet de Constitution, consistent en l'aménagement, au redressement d'omissions ou à la reformulation de certaines dispositions.

**N'est-il pas délicat de faire de telles modifications à quelques mois de la présidentielle ?**

Non, car ce type de révision relève d'une procédure prévue et encadrée par la Constitution elle-même. Il est vrai que, parfois, cela suscite méfiance et suspicion. L'histoire récente démontre, ici comme ailleurs, que ces révisions ont pu servir de prétexte pour pérenniser un pouvoir ou exclure des adversaires du jeu électoral. Le projet qui est soumis – et tout le monde peut le constater facilement – ne s'inscrit nullement dans cette optique.

**Il existe aujourd'hui de nombreux points de friction entre le gouvernement et l'opposition concernant le processus électoral. N'est-ce pas inquiétant ?**

Je ne sais pas ce que vous appelez « points de friction ». Nous avons organisé deux dialogues politiques. Le premier, qui a duré plus de six mois, était relatif à la CEI [Commission électorale indépendante]. Les discussions se sont bien déroulées jusqu'au moment où un parti important de l'opposition [le PDCI] a décidé de ne plus continuer pour des considérations de politique politicienne. La CEI a été mise en place après ce dialogue, avec la société civile et tous les autres partis qui y ont participé. Le second dialogue, lui, a porté sur le code électoral, avec des propositions sur le parrainage, la caution et le seuil à partir duquel le candidat obtient son remboursement, ainsi que sur la transhumance des électeurs. Autant d'évolutions qui sont conformes à ce que l'opposition demandait. Après l'adoption de la Constitution, nous allons soumettre le projet de loi modifiant le code électoral au Parlement. Je précise qu'à l'occasion des discussions nous avons pris en compte les propositions de certains groupes, notamment celui de Pascal Affi Nguessan, au FPI, pour avoir plus d'inclusivité dans la CEI. Il a insisté sur le fait que le PDCI, premier parti d'opposition au Parlement, ne pouvait être absent de la Commission, même si cela était de leur fait. Nous avons accédé à cette demande en attribuant, par ordonnance, un siège au PDCI.

**Parlons justement du PDCI. Quel est l'état de vos relations avec Henri Konan Bédié ?**

Elles sont fraternelles.

**Vous vous parlez encore ?**

De temps en temps.

**Vous avez récemment semblé être favorable à une réconciliation avec lui. Quels en seraient les termes ?**



SIA KAMBOU/AFP

Henri Konan Bédié lors d'un meeting du PDCI, le 19 octobre 2019, à Yamoussoukro.

Je ne vois pas les choses ainsi puisque je n'ai aucun problème avec lui.

**Lui semble en avoir avec vous...**

J'insiste : je n'ai aucun problème avec mon aîné. Il est président d'un parti de l'opposition, il joue son rôle d'opposant, et cela ne saurait en aucune manière affecter nos relations.

**Son parti devait faire partie du RHDP, mais il a choisi la rupture, ce n'est pas anodin...**

Certes, mais c'est son choix. Je ne souhaite pas remettre en cause le choix de mon aîné.

**Vous a-t-il dit s'il souhaitait être candidat en 2020 ?**

Je pense que c'est ce qui motivait sa décision de rompre notre alliance.

**Tidjane Thiam a récemment quitté le Crédit Suisse. Pourriez-vous faire appel à lui ?**

Je connais Tidjane Thiam, mais il lui appartient de dire ce qu'il souhaite faire pour l'avenir.

**Pourquoi l'État ivoirien s'oppose-t-il au retour au pays de Laurent Gbagbo dans l'attente de la fin de son procès ?**

Parce que, justement, son procès n'est pas terminé.



### **Pensez-vous que cela puisse déstabiliser le pays ?**

Attendons de voir la fin de son procès.

### **Pourquoi avoir attendu l'annonce du retour de Guillaume Soro en Côte d'Ivoire, en décembre 2019, pour lancer un mandat d'arrêt international contre lui alors que vous étiez déjà informé des faits qui lui sont reprochés, ceux-ci datant de 2017 ?**

C'est une contre-vérité. Il pouvait rentrer. C'est lui qui a fait détourner son avion quand il a su qu'il allait être interpellé, comme tout citoyen sur qui pèsent des soupçons d'infraction. Je peux vous dire que les faits qui lui sont reprochés sont très graves.

### **Où en est l'enquête ?**

Elle suit son cours, le plus normalement du monde.

### **Vos opposants et lui-même prétendent qu'il s'agit là d'une manœuvre pour l'empêcher d'être candidat à la présidentielle. Que leur répondez-vous ?**

Rien, puisque les candidatures ne sont pas encore officiellement ouvertes. Je ne suis pas intéressé par sa candidature ou par sa non-candidature. Ce qui m'intéresse, c'est la recherche de la vérité pour que la justice puisse faire son travail en toute indépendance. D'autant que nous parlons de faits d'une extrême gravité, je le répète.

### **Avez-vous tenté un rapprochement avec lui ces dernières semaines ?**

La dernière fois que je l'ai vu, c'était en février 2019, avant qu'il démissionne de la présidence de l'Assemblée nationale. Depuis, il ne m'a plus téléphoné. Donc je n'ai aucun contact avec lui, de son fait.

### **Où en est la réforme du franc CFA, annoncée le 21 décembre à Abidjan ?**

Il était important de clarifier la relation que nous avons avec la France par rapport au franc CFA, même si beaucoup de choses inexactes ont été dites. Ayant été gouverneur de la BCEAO, j'estimais qu'il était temps de faire un certain nombre de réformes. Nous en avons parlé avec le président Macron et les chefs d'État de l'Uemoa. Ceux-ci m'ont demandé de mener ces négociations avec les autorités françaises. Le résultat est qu'aujourd'hui il n'y a plus de Français au conseil d'administration de la BCEAO, ni au Comité de politique monétaire, ni à la Commission bancaire. La deuxième réforme concerne nos avoirs placés au compte d'opérations auprès du Trésor français. Ils seront restitués à la BCEAO, qui pourra les gérer en fonction de son programme de trésorerie. Le compte d'opérations sera donc fermé. Enfin, le nom de la nouvelle monnaie : l'eco remplacera le franc CFA dans le cadre de la Cedeao. Cette évolution se fera par étapes, en fonction des pays qui

auront respecté les critères de convergence. Nous avons, à l'unanimité, préféré maintenir à ce stade la parité fixe vis-à-vis de l'euro, ce qui est une bonne décision car notre commerce se fait en grande partie avec l'Europe.

### **Nous avons assisté à de petites tensions avec certains pays anglophones, notamment le Nigeria, qui a exprimé ses réticences...**

Il faut distinguer deux choses : la réforme du franc CFA d'une part, et la mise en place de l'eco par la Cedeao d'autre part. Le Nigeria n'a rien à voir avec la réforme du franc CFA, qui ne concerne que les huit États membres de l'Uemoa. Dans le cadre de la Cedeao, en revanche, nous avons arrêté des décisions pour les quinze États membres. La réforme doit se faire de manière graduelle, avec les pays qui respecteront les critères de convergence. Nous devons également nous accorder sur le statut de la Banque centrale fédérale, le régime de change et d'autres éléments techniques. Je peux affirmer qu'il n'y a pas de difficultés avec les autres pays de la Cedeao, y compris le Nigeria.

### **Lorsque la réforme du CFA a été annoncée, le 21 décembre, cela s'est fait en présence d'Emmanuel Macron. Est-ce que vous comprenez que cela puisse choquer ?**

Que certains critiquent ou fassent des commentaires, c'est leur droit. Nous parlons ici de souveraineté monétaire. C'est une question qui relève des chefs d'État, et mes pairs de l'Uemoa m'ont donné mandat pour mener cette réforme et faire signer les textes issus des négociations avec la France, qui est directement concernée par cette réforme. La déclaration faite avec le président Macron à l'occasion de sa visite en Côte d'Ivoire en décembre est conforme à cette réalité. J'ai du mal à comprendre cette polémique...

### **Y a-t-il des infiltrations de groupes jihadistes dans le nord de la Côte d'Ivoire ? Plus généralement, craignez-vous d'être affecté par la situation sécuritaire de vos voisins, comme le Burkina ?**

Nous sommes préoccupés par la situation au Burkina comme au Mali. Nous avons pris des dispositions à nos frontières. Nous sommes solidaires de nos voisins et nous apporterons notre appui chaque fois que cela sera nécessaire.

### **Continuez-vous à voir l'ancien président burkinabè Blaise Compaoré ?**

Oui, je le vois régulièrement. C'est mon ami.

### **Son retour au Burkina vous paraît-il souhaitable ?**

C'est une décision qu'il lui appartient de prendre, avec les autorités de son pays.



**JE N'AI AUCUN PROBLÈME AVEC BÉDIÉ. IL JOUE SON RÔLE D'OPPOSANT ET CELA N'AFFECTE PAS NOS RELATIONS.**

**Quel bilan tirez-vous de vos deux mandats à la tête du pays ?**

J'en suis fier. Je précise tout de même que mon premier mandat a été amputé de cinq mois, quand j'étais reclus à l'Hôtel du Golf, et qu'il me reste encore près de huit mois avant la fin du second. Mais ce que nous avons accompli en neuf ans est impressionnant ! Je l'ai détaillé dans mon discours, et je le dois à l'équipe qui m'a accompagné ainsi qu'aux Ivoiriens, qui ont soutenu la mise en œuvre de réformes importantes. Les résultats sont là, sur le plan économique et social, dans les domaines de la justice, de la sécurité, de la paix, de la cohésion sociale, de la réconciliation et de la diplomatie. Avec un taux de croissance de 8 % par an pendant neuf ans, nous avons doublé le PIB de la Côte d'Ivoire sur cette période, c'est exceptionnel ! Le taux de pauvreté, qui était de 51 % en 2011, sera de 35 % à la fin de 2020. Le taux de chômage, au sens le plus large, qui atteignait 40 % en 2011, est aujourd'hui de 20 %. L'école est devenue obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans. Nous avons amélioré les perspectives des jeunes en créant pour eux des programmes d'emploi, ainsi que celles des femmes, grâce à un fonds d'appui. Je ne veux pas jouer les faux modestes : je suis vraiment fier de notre bilan. C'est pour cela que je suis confiant, je crois à notre victoire à l'élection présidentielle d'octobre 2020.

**Un chantier préoccupe de nombreux Ivoiriens : la lutte contre la corruption. Qu'est-ce qui a été mis en place par le gouvernement pour combattre ce fléau ?**

Nous avons beaucoup fait. Chaque fois que des cas m'ont été signalés, y compris dans la magistrature, j'ai mis fin



ISSAM ZEJY POUR JA

Lors de l'entretien, à la présidence, le 9 mars.

aux fonctions des personnes impliquées. Néanmoins, nous sommes dans un État de droit, il faut des preuves pour prendre des sanctions. Nous avons donc mis en place la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, qui reçoit les dossiers de chaque fonctionnaire et fait un travail de suivi dans ce domaine.

**Que voulez-vous que l'on retienne de vous dans dix, vingt ou trente ans ?**

Que j'ai mis tout en œuvre pour reconstruire mon pays, pour ramener la paix, pour rassembler les Ivoiriens et pour

## Promesses tenues

C'est un beau bilan dont peut se targuer Alassane Ouattara. Durant son discours prononcé à Yamoussoukro le 5 mars, le président ivoirien a égrené ses engagements tenus. « J'avais promis... », a-t-il répété avant de lister ses réalisations : 80 % de la population a accès à l'eau potable, contre 55 % en 2011 ; le taux d'accès à l'électricité, qui était de 33 % en 2011, s'établira à 80 % cette année ; le taux d'accès aux services de santé est passé de 44 % en 2012 à 69 % en 2019.

Il avait affirmé qu'il réhabiliterait 30 000 km de routes : en fait, 40 000 km l'ont été en huit ans tandis que 22 ponts et 115 km d'autoroutes ont été construits et que 545 km de routes interurbaines

ont été bitumées. Il avait promis l'école gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans : elle l'est désormais de 6 à 16 ans. Il avait promis une Couverture maladie universelle (CMU) : depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019, 3 millions de personnes y ont été assujetties. Le salaire minimum a quant à lui pratiquement doublé.

Sur le plan macroéconomique, le palmarès n'est pas moins fourni. Le taux de croissance, qui devrait tourner autour de 6 % à 7 % dans les prochaines années, selon le FMI, place la Côte d'Ivoire dans le peloton des pays les plus dynamiques d'Afrique et même du monde, avec l'Éthiopie et le Rwanda. L'inflation est largement sous les 3 % requis par l'Uemoa. La dette, bien qu'en croissance,

n'est pas alarmante. Dans son classement des pays africains où il fait bon investir, la sud-africaine Rand Merchant Bank classe le pays 7<sup>e</sup> sur 54. L'agence de notation Moody's juge que la Côte d'Ivoire fait partie, avec le Rwanda et le Cameroun, des trois pays africains qui résisteraient le mieux à une crise. Ce tableau flatteur est dû, bien sûr, au retour de la stabilité politique, mais aussi à une bonne gouvernance saluée aussi bien par la Fondation Mo Ibrahim que par le FMI.

### Grogne sociale

Seule ombre au tableau, l'investissement public massif dans les infrastructures n'a pas été complété par une politique aussi vigoureuse

travailler à améliorer leur quotidien, avec pour ambition de faire de la Côte d'Ivoire un grand pays moderne.

### Rétrospectivement, quel a été le plus beau moment de votre carrière ?

Le soir du second tour de l'élection présidentielle, le 28 novembre 2010, quand, à partir de notre système informatique, à l'Hôtel du Golf, j'ai vu que j'atteignais 53 % des suffrages alors que 98 % des bulletins avaient été dépouillés. J'étais sûr d'avoir été élu. C'était un grand moment parce que cela nous avait coûté beaucoup d'efforts et de sacrifices. Nombreux sont ceux qui ont perdu la vie dans ce combat. Enfin, nous allions pouvoir faire pour notre pays ce dont nous avions toujours rêvé.

### Et quel a été le plus difficile ?

Quand j'étais à l'ambassade d'Allemagne, le 18 septembre 2002 au soir, et que j'ai dû annoncer à mon épouse, Dominique, à mes amis et collaborateurs – nous étions 17 – que les militaires qui avaient été envoyés par le régime avaient assassiné le général Gueï et que mon tour était arrivé. J'avais alors décidé de me livrer, de me laisser assassiner pour sauver la vie des autres. C'est un moment que je n'oublierai jamais. Certains compagnons, dont je tais les noms, ont voulu m'accompagner pour subir le même sort que moi. Mon épouse était au bord de l'évanouissement. Heureusement, quelques minutes plus tard,

j'ai reçu un appel de feu l'ambassadeur Renaud Vignal, qui m'a dit : « Monsieur le Premier ministre, je viens de recevoir un appel du président Chirac, qui m'a demandé de venir vous chercher pour vous amener à la Résidence de France. »



**JE NE VEUX PAS  
JOUER LES FAUX  
MODESTES : JE SUIS  
FIER DE NOTRE  
BILAN. ET JE CROIS  
À NOTRE VICTOIRE  
EN OCTOBRE.**

### Comment envisagez-vous votre vie après le pouvoir ?

J'ai envie de mettre à la disposition de mon pays, de l'Afrique et même du monde, mon expérience – une expérience nationale, mais aussi régionale et mondiale, puisque j'ai été directeur général adjoint du FMI. Je vais bientôt finaliser les statuts de mon institut pour conseiller en matière d'économie, de gouvernance et d'environnement ceux qui en exprimeront le besoin.

### Et sur un plan plus personnel ?

J'aurai enfin le temps de m'occuper de ma famille, de mes enfants et, surtout, de mes petits-enfants. Ce que je n'ai pas pu faire depuis pratiquement un quart de siècle, en raison du combat politique que j'ai mené.

### Si vous deviez donner un conseil, et un seul, à votre successeur, quel serait-il ?

De rester lui-même : disponible, travailleur et humble.

### Vous parlez d'Amadou Gon Coulibaly ?

Bien sûr, puisqu'il sera élu président ! [Rires.]

dans le domaine du développement humain. La pauvreté n'a donc reculé que lentement. Ce qui explique que la forte croissance se soit paradoxalement accompagnée d'une importante grogne sociale. Comme on le dit souvent à Abidjan, « le gou-dron – ou le barrage – ne se mange pas ». Il a fallu attendre 2019 et le Programme social du gouvernement (PSGouv) pour que soient mieux prises en compte les urgences, par exemple dans le domaine de l'éducation (10 300 enseignants recrutés à la rentrée 2019) ou en faveur des plus défavorisés (30 000 F CFA, soit 45 euros, ont été versés chaque trimestre à 50 000 ménages nécessiteux).

ALAIN FAUJAS



Avec son épouse, Dominique Ouattara, le 5 mars, à Yamoussoukro.

ARISTIDE BODECLA/SP

# Chronique d'une guerre oubliée

L'attention des autorités et de la communauté internationale s'est déplacée vers les zones anglophones. Pourtant, dans l'Extrême-Nord, les attaques attribuées à Boko Haram ont repris de plus belle.

**FRANCK FOUTE**, envoyé spécial  
dans l'Extrême-Nord

**D**ès le lever du jour, Akhada se met à la tâche. Recroquevillé sur une petite chaise, il trie depuis deux semaines les grains de mil du sac placé tout près de lui. Un à un, il élimine ceux qui sont calcinés. C'est tout ce qu'il a pu sauver de sa dernière récolte depuis qu'un incendie a ravagé sa maison, le 13 février. Ce jour-là, des membres du groupe jihadiste Boko Haram ont fait irruption dans son village de Kilda, une bourgade située non loin de Koza, dans la région de l'Extrême-Nord. Maisons, récoltes et cheptel ont subi la furie des flammes. Des villageois ont été assassinés. « Ils ont tué mon cousin sous mes yeux, raconte-t-il. Il n'était que de passage au village pour rendre visite à la famille. » Avec ses deux femmes et ses deux enfants, il a trouvé refuge à Ldamtsai, dans la périphérie de Mokolo, le chef-lieu du département du Mayo-Tsanaga. Ils y occupent une pièce de 9 m<sup>2</sup>.

Ces derniers mois, des centaines de familles vivant dans les villages situés non loin de la frontière avec le Nigeria ont dû fuir leurs maisons en raison de la recrudescence des violences imputées à Boko Haram. Hidoua, Gochi, Mandaka, Tourou, Kolofata... La liste des localités attaquées depuis décembre 2019 ne cesse de s'allonger. Chaque fois ou presque, des incendies, des pillages, des kidnappings et des assassinats ont été signalés. Ainsi, le 15 février, Ouzal, dans le Mayo-Moskoto, a été complètement rasé. « Les Boko Haram sont arrivés ce jour-là vers 22 heures. Ils sont restés quatre heures. Ils

**LA QUESTION DE LA LUTTE CONTRE LE GROUPE JIHADISTE A COMPLÈTEMENT ÉTÉ ÉLUDÉE LORS DES DÉBATS QUI ONT PRÉCÉDÉ LES LÉGISLATIVES.**



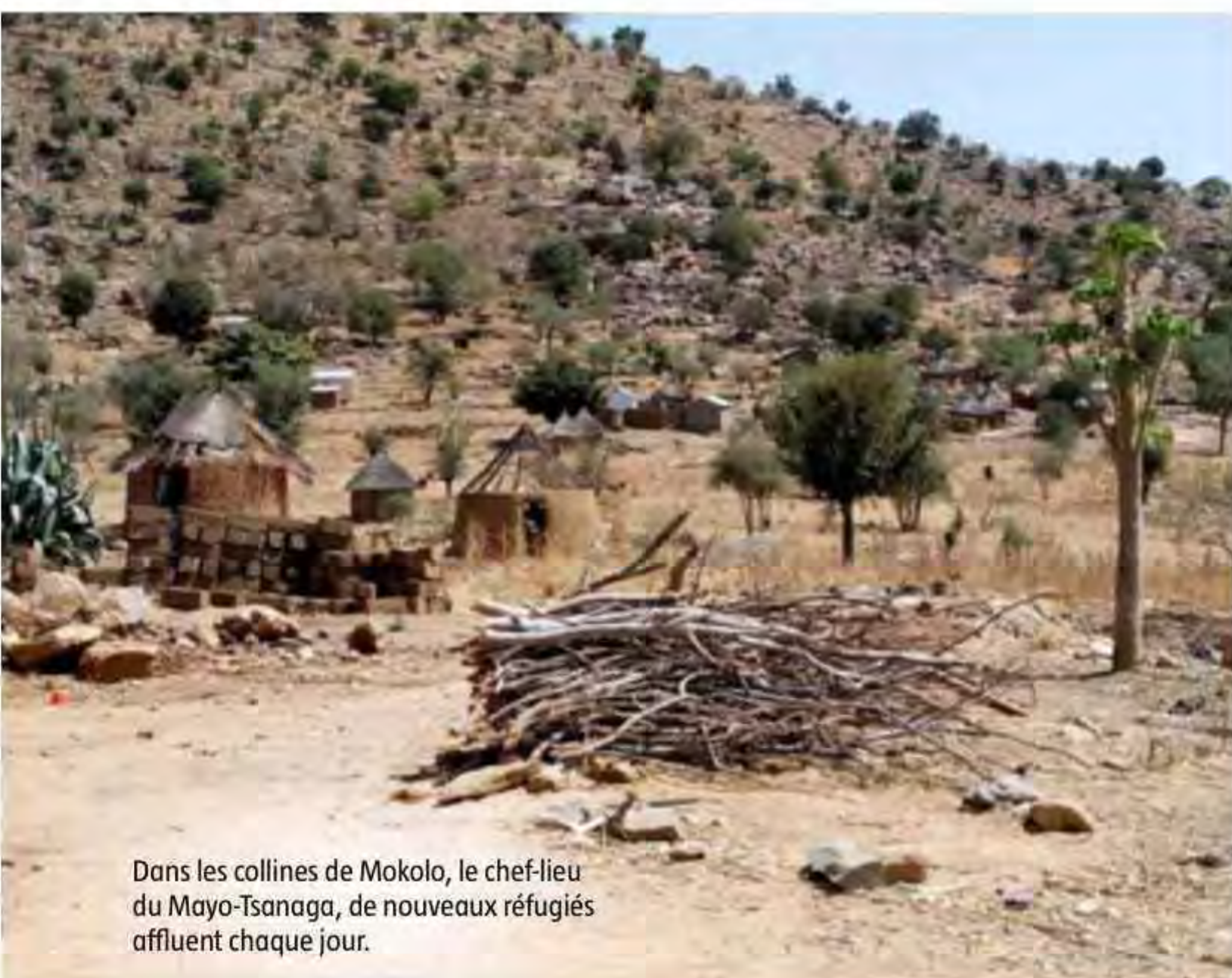
La maison d'Akhada (au centre) et de sa famille a été incendiée lors d'un assaut contre leur village le 13 février.

FRANCK FOUTE POUR JA

ont tout brûlé sur leur passage, et lorsque les forces de défense sont arrivées, il n'y avait plus rien à sauver », rapporte un proche du gouverneur de la région. Selon un bilan officiel, trois personnes sont mortes dans l'attaque.

Dans les camps de déplacés de Mokolo, les arrivées sont quotidiennes, mais beaucoup préfèrent s'installer provisoirement dans les montagnes qui ceignent la ville. « Certains veulent seulement qu'on mette leurs vivres à l'abri des intempéries en les gardant dans nos greniers, puis repartent. Dans les camps, la vie est encore plus dure », explique Marguerite, la propriétaire du local qu'occupent Akhada et sa famille.

Il est loin le temps où la lutte contre Boko Haram était érigée en cause nationale et faisait l'objet d'une attention particulière de la part de la communauté internationale. Depuis la fin de 2016, c'est la crise anglophone qui concentre tous les



Dans les collines de Mokolo, le chef-lieu du Mayo-Tsanaga, de nouveaux réfugiés affluent chaque jour.

FRANCK FOUTE POUR JA

regards. Dans les rues de Maroua, la capitale de l'Extrême-Nord, la vie a repris son cours. Les souvenirs du couvre-feu et des patrouilles de blindés se racontent dans les bars du quartier de Domayo, où bières et musiques locales se consomment à satiété.

## Régions reculées

Les médias sont, eux aussi, moins enclins à porter les nouvelles de ce « front » et préfèrent faire le récit des violences qui endeuillent, semaine après semaine, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest – seul le journal *L'Œil du Sahel* paraît faire exception. L'enjeu, bien sûr, n'est pas le même. Il n'y a rien de commun entre Boko Haram, qui mène des attaques certes régulières mais contenues à certaines régions reculées, et la revendication séparatiste des « Ambazoniens ». Le journaliste Saliou Aminou explique aussi que l'éloignement n'aide pas : « L'Extrême-Nord est loin du centre décisionnel, dit-il. Et ses élites ne portent pas toujours la voix des populations jusqu'à Yaoundé. » « C'est clair que ce n'est plus la grande effervescence, comme entre 2013 et 2015, confirme Yannick Assongmo, du quotidien *Le Jour*. À l'époque, il ne se passait pas une journée sans qu'un quotidien ne titre sur les attaques de Boko Haram. Mais, depuis, l'actualité s'est diversifiée. Il y a eu le conflit en zone anglophone, mais aussi la crise postélectorale qui a focalisé l'attention. »

De fait, la question de la lutte contre Boko Haram a été complètement éludée lors des débats organisés en amont des élections législatives et municipales de février dernier. Aucune formation politique en lice ne l'a portée à son agenda ni n'a fait de proposition de sortie de crise. L'opposant Maurice Kamto, l'un des rares à avoir publiquement mentionné la résurgence des attaques et dénoncé le silence qui l'entoure, a finalement choisi de ne pas participer au scrutin. Pour justifier son boycott, il avait notamment dit regretter que le président Paul Biya « [n'ait] pas estimé que la résolution du drame humanitaire suscité par la guerre contre Boko Haram [était] aussi importante que la tenue des scrutins ».

Du côté des victimes, on insiste sur la « passivité des forces de défense » – ce serait, à les en croire, l'une des raisons →



REINIER KAZE/AFP

Patrouille du Bataillon d'intervention rapide dans la périphérie de Mosogo, en mars.

**275**  
personnes au moins  
ont été tuées dans  
des opérations de  
Boko Haram entre  
janvier et  
novembre 2019,  
selon Amnesty  
International.

→ du retour en force de Boko Haram. Nico Seni, l'un des rescapés de l'attaque de Kolofata, affirme avoir vainement appelé au secours durant l'assaut : « Les militaires nous ont dit qu'ils n'avaient pas reçu d'autorisation d'intervenir ! » « L'année passée, quand Kilda a été attaquée, l'armée était restée veiller avec nous, renchérit Akhada. Les Boko Haram avaient pris peur et n'étaient pas revenus. Mais cette fois les militaires ne sont pas passés [dans le village]. Les assaillants peuvent revenir à tout moment, c'est pour cela que nous sommes partis. »

### Démobilisation

« Lorsque des hors-la-loi rentrent dans une localité, si la réponse des forces de l'ordre n'est pas immédiate, les populations auront tendance à quitter la zone », admet Roger Saffo, le secrétaire général des services du gouverneur de la région. Pourtant, l'intensité de la riposte déployée au plus fort de la crise par les forces de défense camerounaises et par leurs alliés de la sous-région a connu une réelle décrue. Édouard Épiphané Yogo, spécialiste des questions de sécurité, évoque la suppression « de certains postes militaires » dans les villages ainsi que « la démobilisation » des soldats sur le terrain. L'Extrême-Nord ressent également les effets du retrait des forces militaires tchadiennes qui étaient déployées au Nigeria voisin – 1200 soldats, qui sont finalement rentrés chez eux au

début de janvier. Les jihadistes sont désormais davantage libres d'opérer de part et d'autre de la frontière.

En l'absence de véritable soutien des autorités, le nombre de comités de vigilance, qui faisaient office de rempart contre Boko Haram, a également diminué, et ceux qui sont encore opérationnels ont perdu en efficacité. Ainsi, dans la commune de Mogode, le groupe d'autodéfense local ne compte plus qu'une dizaine de membres, contre plus de 250 au pic du conflit. Pour ne rien arranger, le manque d'entretien, les pluies et la boue ont comblé des portions entières de la grande tranchée construite en 2017 par l'armée pour bloquer l'avancée des jihadistes. Désormais, racontent les habitants des villages alentour, elle sert surtout de voie de passage aux assaillants !

Les autorités camerounaises refusent pourtant « de tomber dans l'alarmisme ». « Nos forces de défense abattent un travail de titans, et la tâche n'est pas aisée, insiste Roger Saffo. La preuve : nous sommes engagés dans ce combat depuis 2014 et nous n'avons pas perdu 1 cm<sup>2</sup> de notre territoire. » Comme beaucoup de personnes déplacées, Akhada, lui, espère un sursaut national et une mobilisation d'ampleur, comme ce fut le cas en 2014. « Nous n'avons pas les moyens de nous défendre, martèle-t-il. Si rien n'est fait, ils vont tous nous massacrer ! » **JA**

## Aide internationale, la grande illusion

**D**ans les régions du Nigeria en proie à l'insurrection de Boko Haram, une ONG américaine, Neri (North East Regional Initiative), a pris le parti de participer à l'effort de guerre. Elle creuse des tranchées défensives autour des villes, reconstruit des postes de police et soutient les veuves des soldats tombés au combat. Inspirée des précédents en Afghanistan et en Irak, son action pourrait bien préfigurer la fonction que la France veut désormais assigner à l'aide au Sahel, afin de stabiliser la région et de gagner les cœurs et les esprits de la population.

Bien que certains officiels continuent de s'en défendre, le message est assez explicite. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme jihadiste, l'objectif de l'aide au Sahel est, tout à la fois, d'acheter la paix sociale, d'accompagner le déploiement de la force militaire... et d'endiguer les flux migratoires vers l'Europe. En témoigne, par exemple, le Programme d'appui au renforcement de la sécurité (Parsec) que l'agence Expertise France met en œuvre depuis 2016 au Mali dans les zones frontalières ainsi que dans les régions de Mopti et de Gao.

**C**ertes, Paris n'est pas seul à la manœuvre. Les engagements de l'Agence française de développement (AFD) représentaient à peine 8 % des 3,3 milliards d'euros promis par la communauté internationale à la conférence des donateurs qui s'est réunie à Bruxelles en mai 2013 pour aider le Mali. Mais ces efforts ont une évidente dimension stratégique à l'heure où la réponse militaire de l'opération Barkhane montre toutes ses limites. L'aide fait désormais figure de panacée pour prévenir l'extension des conflits.

La désillusion n'en sera que plus grande au vu des précédents. Autrefois, le Rwanda comptait parmi les pays les plus aidés au monde. Cela n'a nullement empêché le génocide de 1994. Parmi les États du G5 Sahel, le Mali et le Burkina Faso ont été les plus soutenus entre 2006 et 2016. À eux seuls, ils ont reçu 56 % des 34 milliards de dollars versés dans la zone sur cette période. Pourtant, leur situation sécuritaire a

continué à se dégrader, et ils sont aujourd'hui les pays les plus fragilisés de la région.

À cet égard, le Mali est un cas d'école : l'aide internationale a pu représenter jusqu'à 15 % de son PIB, soit deux fois plus que les envois d'argent de sa diaspora, et le pays continue de vivre sous la perfusion de la communauté internationale. Le Nord, en particulier, fait l'objet d'une attention soutenue depuis très longtemps. Il a reçu près de 3 milliards d'euros depuis la signature du Pacte national, en 1992, jusqu'à la crise de 2012, en passant par les accords de paix d'Alger, en 2006.

En 2016, un rapport du Sénat français n'en a pas moins pointé un « échec global ». Dans le nord du Mali, beaucoup de programmes n'ont jamais démarré, d'autres sont restés inachevés, et quasiment aucun ne pouvait subsister sans apport extérieur. En cause : les difficultés d'accès au terrain, les détournements de fonds, un manque criant de coordination des interventions... sans parler du fait que l'argent promis n'a pas toujours été décaissé.



**Marc-Antoine  
Pérouse  
de Montclos**

Directeur de  
recherche à l'Institut  
de recherche pour le  
développement (IRD)

**U**n pareil bilan invite à tirer des leçons. L'aide internationale, on le sait bien, constitue un enjeu politique et militaire susceptible d'exacerber les conflits pour l'accès aux ressources. À sa manière, elle présente des dilemmes qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'économie illégale : elle fournit des emplois et permet parfois d'acheter la paix

sociale tout en suscitant des compétitions parfois sanglantes pour prendre le contrôle qui de la rente humanitaire, qui des trafics de contrebande.

Au Mali, en particulier, l'aide a joué un rôle dans la crise en entretenant la corruption et le clientélisme par le biais de la sélection des projets ou des partenaires. Les auteurs du rapport de 2016 signalaient qu'elle risquait de provoquer d'énormes frustrations, à la hauteur des attentes, « si des résultats meilleurs que par le passé n'étaient pas rapidement obtenus ». Le problème est qu'on serait bien en peine, en l'absence de toute évaluation indépendante, de conclure que l'aide au Sahel enregistre aujourd'hui de meilleurs résultats. **DA**

# Tshisekedi peut-il reprendre l'armée en main ?

Sous la pression de Washington, le chef de l'État pourrait décider d'écarter les généraux et hauts gradés visés par des sanctions internationales. En attendant une réforme plus profonde de la grande muette.

ROMAIN GRAS, et STANIS BUJAKERA TSHIAMALA à Kinshasa

**U**ne certaine paranoïa serait-elle en train de gagner les hautes sphères de l'armée ? Convoqué à la fin du mois de février à Kinshasa et auditionné une première fois par le Conseil national de sécurité (CNS), le général Muhindo Akili Mundos, commandant de la 33<sup>e</sup> région militaire (Sud-Kivu et Maniema), est toujours dans l'attente d'une potentielle sanction. Nul doute que depuis son poste de Bukavu, sur les rives du lac Kivu, ce haut gradé sous sanctions européennes, accusé par le Groupe d'experts de l'ONU d'avoir participé au recrutement de miliciens ADF, observe avec attention les turbulences au sein des Forces armées congolaises (FARDC).

Voilà plusieurs semaines que les ennuis s'accumulent pour certains cadres de l'appareil militaire jugés proches de l'ancien président Joseph Kabila – Mundos n'est qu'un exemple parmi d'autres. Au début de mars, c'est le général Fall Sikabwe qui est passé en conseil de discipline. En 2015, sa nomination dans le Sud-Kivu avait provoqué l'arrêt temporaire de la coopération avec la Monusco. Mais c'est une autre affaire qui lui vaut aujourd'hui des ennuis : mis en cause dans le détournement présumé de primes, il a été suspendu.

L'exemple le plus emblématique – et à ce jour le plus énigmatique – des secousses qui traversent l'armée congolaise reste celui de Delphin Kahimbi, retrouvé mort le 28 février. Incontournable chef des renseignements militaires, proche de Kabila depuis leur passage dans le maquis avec l'AFDL, il était un des piliers du dispositif sécuritaire. Interpellé le 20 février par la Direction générale de migration (DGM) alors qu'il devait se rendre en Afrique du Sud, le général Kahimbi avait

été auditionné par le CNS et suspendu de ses fonctions pour tentative de déstabilisation du pouvoir. Il lui était reproché d'avoir mis sur écoute certains membres de la présidence, ce qu'il avait nié lors de ses auditions. Depuis son décès dans des circonstances troubles, le cas Kahimbi alimente des rumeurs aussi inévitables qu'invérifiables. Est-il mort d'une crise cardiaque, comme sa femme nous l'avait initialement confié ? S'est-il pendu, comme le suggèrent les premiers éléments communiqués par le président Tshisekedi et les traces de strangulation retrouvées sur son corps ? A-t-il été assassiné ? À ce jour, le mystère reste entier. Une enquête menée par la justice militaire est en cours, même si le Conseil des ministres du 6 mars a initialement fait état d'une procédure indépendante diligentée par la Monusco. Une cacophonie révélatrice : « Chacun cherche à se rassurer sur la fiabilité de l'enquête », explique une source onusienne.

## Pas de « chasse aux sorcières »

En attendant ses conclusions, une question se pose : les récentes convocations sont-elles le signe que l'heure de la reprise en main de l'armée a sonné ? « Il est possible qu'il y ait un coup de balai prochainement », glisse un sécuocrate proche du chef de l'État. Un diplomate en poste à Kinshasa précise : « La plupart des généraux sous sanctions pourraient prochainement être remplacés, au même titre que d'autres hauts gradés qui posent moins de problèmes, pour que cela ne se résume pas à une chasse aux sorcières. »

Comme Mundos et Kahimbi, l'écrasante majorité des généraux sous sanctions a été jusque-là maintenue en poste par Félix Tshisekedi. Plusieurs raisons l'expliquent : le président congolais est en

Le président et les hauts cadres militaires, le 1<sup>er</sup> janvier, au ministère de la Défense.



JOHN N'KENGO



quête d'équilibre avec son partenaire de coalition, Joseph Kabila, et plusieurs des hauts gradés concernés sont très proches de ce dernier. Leur influence reste par ailleurs significative, et une reprise en main trop brutale des services militaires aurait été périlleuse dans ce pays où des généraux ont déjà été accusés d'alimenter en sous-main des rébellions.

Depuis plus d'un an, Tshisekedi marche donc sur des œufs, retenant par prudence à faire usage de son pouvoir constitutionnel de nomination. Son entourage ne cesse de rappeler que le « chef de l'État reste le commandant suprême de l'armée », mais les ajustements se sont jusqu'à présent faits à dose homéopathique, et les quelques nouveaux visages qu'il a nommés restent, pour la plupart, d'anciens collaborateurs de Joseph Kabila. « Le plus important, c'est la signature du chef de l'État, martèle un de ses collaborateurs. Même s'il nomme quelqu'un qui a travaillé avec son prédécesseur, cette personne sait qu'elle doit sa reconduction au président Tshisekedi. »

Si certains parlent déjà d'un grand chambardement dans l'armée, il convient de s'interroger sur son timing. Tshisekedi sait que, dans le mariage de raison qu'il a noué

avec Joseph Kabila, il ne peut procéder à de tels changements qu'en manœuvrant avec précaution. Or, sur cette question, il peut compter sur le soutien explicite des partenaires internationaux de la RD Congo, Belgique et États-Unis en tête. Alors qu'un nouveau plan de financement du FMI est en discussion, Washington a multiplié les appels du pied pour que Félix Tshisekedi prenne ses distances avec son prédécesseur en poussant des réformes de fond. Selon nos informations, un représentant du Trésor américain était attendu à Kinshasa au début de mars, mais sa visite a été reportée en raison de l'épidémie de Covid-19.

Une chose est sûre : le président est sous pression, et, treize mois après son élection, les promesses de changement semblent ne plus suffire. Alors qu'il avait annoncé que Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain, se rendrait à Kinshasa en février, c'est finalement Peter Pham, alors envoyé spécial pour les Grands Lacs, qui a fait le déplacement. Un changement qui n'est pas anodin, selon une source diplomatique occidentale : « En privilégiant finalement l'Angola [Pompeo s'y est rendu à la mi-février], où Washington souligne les progrès en matière de lutte contre la →

---

**LE PRÉSIDENT  
SAIT QUE, DANS  
LE MARIAGE  
DE RAISON QU'IL  
A NOUÉ AVEC  
KABILA, IL DOIT  
MANŒVRER  
AVEC PRÉCAUTION.**



→ corruption, les États-Unis ont voulu envoyer un message: ils attendent de vrais changements. »

C'est ce discours que Peter Pham a martelé lors de sa visite en RD Congo, posant même sur la table une demande concrète, la mise à l'écart de ces généraux sous sanctions. « Nous sommes limités sur le plan militaire parce qu'ils sont encore dans les rangs de l'armée », a-t-il expliqué. Face au président, il serait même allé jusqu'à citer certains noms: outre Delphin Kahimbi, les cas de Gabriel Amisi, alias Tango Four, chef d'état-major adjoint des FARDC, et de John Numbi, inspecteur général des FARDC, ont été évoqués. Dans un dernier SMS envoyé quelques heures avant son décès, Delphin Kahimbi avait, au sujet de sa suspension, dénoncé « une affaire politique téléguidée depuis les capitales gérées par les impérialistes ». Il visait ainsi – sans les nommer – les diplomates américains qui, quelques heures après sa mise à pied, avaient salué les progrès dans la lutte contre la corruption.

## Entourage divisé

Pour Félix Tshisekedi, l'enjeu est de taille. S'il se décidait à faire le ménage, cela le renforcerait alors qu'il n'est majoritaire ni au Parlement ni au gouvernement. « Pour




Félix Tshisekedi recevant Peter Pham, alors envoyé spécial des États-Unis pour les Grands Lacs, en février.

PRESSE PRÉSIDENTIELLE

l'instant, c'est une tentative de reprise en main, estime Jean-Jacques Wondo, spécialiste de l'armée congolaise. Et Joseph Kabila n'est pas non plus en capacité de défendre la totalité des généraux. » Selon nos informations, le président et son prédécesseur devaient se voir le 1<sup>er</sup> mars, jour du départ de Félix Tshisekedi aux États-Unis. Ils se sont finalement vus le 12 mars, à la résidence N'Sele (quelques heures plus tôt, c'est John Numbi qui avait été reçu à la Cité de l'Union africaine).

Le soutien de Washington et la promesse d'une meilleure collaboration militaire avec les Belges peuvent-ils suffire pour que le chef de l'État franchisse le pas? À Kinshasa, Peter Pham a également rencontré Joseph Kabila. A-t-il tenté de le convaincre de laisser plus de marge de manœuvre à son partenaire alors que les États-Unis réfléchissent à un élargissement de la liste des personnes sous sanctions? Cela n'est pas exclu. Mais reste à voir quelles seraient les conséquences sur la coalition au pouvoir de potentiels bouleversements dans l'appareil sécuritaire, sachant que ceux-ci ne suffiraient pas à résoudre l'ensemble des problèmes de l'armée et à mener la très attendue réforme du secteur de la sécurité.

Dans l'entourage du chef de l'État, en tout cas, la question divise. Si l'option d'une mise à l'écart des généraux est largement privilégiée, la méthode fait débat. Le problème, c'est que le temps presse. Félix Tshisekedi a besoin du soutien financier des bailleurs de fonds pour mener à bien ses réformes clés, et Washington le sait bien. « Avec Joseph Kabila, les États-Unis privilégiaient la méthode musclée et les sanctions, explique un diplomate. Là, ils savent qu'il y a une réelle opportunité de changement. » 

## TROIS HOMMES EN PREMIÈRE LIGNE

**Deux administrations sont en première ligne dans cette offensive menée plus ou moins frontalement contre des proches de l'ex-président: le Conseil national de sécurité (CNS) et l'Agence nationale des renseignements (ANR). À leur tête se trouvent pourtant d'ex-collaborateurs de Joseph Kabila: François Beya, le conseiller spécial du président en matière de sécurité, et Justin Inzun Kakiak, administrateur général de l'ANR (il a**

**longtemps secondé Kalev Mutond, l'ex-patron des renseignements, soupçonné de « tentative de déstabilisation de l'État »). Également à la manœuvre: Roland Kashwantale, le patron de la Direction générale de migration (DGM). « C'est par son intermédiaire que Tshisekedi parle aux caciques du FCC [Front commun pour le Congo] », résume une source. Ce sont ses équipes qui ont**

**empêché plusieurs personnalités du FCC de voyager ou qui les ont contraintes à des contrôles lors de leurs déplacements (ainsi d'Emmanuel Ramazani Shadary, dauphin de Joseph Kabila à la dernière présidentielle, de Marcelin Cishambo, ancien gouverneur du Sud-Kivu, mais aussi de Jaynet Kabila, sœur jumelle de l'ex-président). Ce sont aussi les services de la DGM qui ont interpellé Mutond le 12 février. R.G. et S.B.T.**

# jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



## RETROUVEZ

- + D'INFORMATIONS EXCLUSIVES,
- + D'ANALYSES,
- + DE DÉBATS POUR MIEUX COMPRENDRE L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE.

OFFRE DIGITALE

**1 AN**  
**ACCÈS ILLIMITÉ**  
aux articles sur le site et l'application  
**jeuneafrique.com**  
+ **ACCÈS PREMIUM**  
à la version numérique de l'hebdo et des hors-séries  
**79,99 €**  
soit **63,53 €** d'économie par rapport  
au prix de vente unitaire en kiosque numérique

OFFRE PAPIER

**1 AN**  
**47 NUMÉROS**  
dont 3 numéros doubles  
et 1 numéro triple  
+ **2 HORS-SÉRIES**  
**139 €**  
soit **62,30 €** d'économie par rapport  
au prix de vente unitaire en kiosque

Abonnez-vous  
dès aujourd'hui !

Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 19 03

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à :  
Service Abonnements Jeune Afrique -  
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

#### Je m'abonne à l'offre **DIGITALE**

- 1 an  
Accès illimité aux articles sur le site  
et l'application jeuneafrique.com  
+ accès premium à la version numérique  
de l'hebdo et des hors-séries  
**au tarif de 79,99 €**

#### Je m'abonne à l'offre **PAPIER**

- 1 an 47 numéros + 2 hors-séries  
**au tarif de 139 €**
- 179 € Europe/Maghreb/Zone CFA
- 219 € Reste du monde

**Mes coordonnées :**  Mlle  Mme  M.

Nom\* : ..... Prénom\* : .....

Société : .....

Adresse\* : .....

Code Postal\* : ..... Ville\* : .....

Pays\* : ..... Téléphone mobile\* : .....

E-mail\* : ..... @ .....

\* Champs obligatoires.

#### Mon règlement :

Je règle par :  Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)  Carte Bancaire

N° CB : .....

Expire fin : ..... CVV : ..... 3 derniers chiffres inscrits au dos de ma carte bancaire.

Virement bancaire : CIC Paris EST Taitbout GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris - I BAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group :  OUI  NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group :  OUI  NON

Offre valable jusqu'au 31/10/2020 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 3,80 € - Numéro double : 6 € - Hors-série Finance et hors-série 500 entreprises : 7,20 € - Hors-série État de l'Afrique : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFIJA, S.C.A au capital de 15 000 000 € au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en écrivant à support-clients@jeuneafrique.com

Date et signature obligatoires:



www.jeuneafrique.com/abonnements/



+33(0)1 44 70 14 74



abonnement-ja@jeuneafrique.com



Service Abonnements Jeune Afrique  
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

CODE : JA088



Officiellement, Paris reconnaît la légitimité du gouvernement de Tripoli et soutient le processus politique. Mais, dans les faits, c'est au controversé Khalifa Haftar que vont ses faveurs. Genèse d'une relation aussi privilégiée que risquée.

## FRANCE-LIBYE

# Notre ami le maréchal



Un panneau d'affichage  
représentant l'homme fort de  
l'Est et commandant de l'ANL,  
à Benghazi.

IVOR PRICKETT/NYT-REDUX-REA

**JIHÂD GILLON**

« **Q**ui ose gagne. » Cette devise est celle du 1<sup>er</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de la marine française (1<sup>er</sup> RPIMa), qui fut longtemps le bras armé du service Action de la DGSE. « C'est aussi une devise de Macron ! » sourit Michel Scarbonchi en montrant son insigne, alors qu'il évoque la politique française en Libye. « Pour le président, les militaires sont plus importants que les diplomates, qui, eux, n'ont pas la culture du risque », assure celui qui a aussi été député européen chevènementiste jusqu'en 2004. Aujourd'hui lobbyiste, il est l'un des principaux porte-voix de Khalifa Haftar dans la capitale française. Aux côtés des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, la France – qui s'en défend mollement – est régulièrement citée parmi les États qui soutiennent le controversé maréchal dans la guerre civile libyenne. Officiellement, Paris reconnaît la légitimité du Gouvernement d'accord national (GNA), basé à Tripoli, et soutient le processus politique. Dans les faits, c'est à Haftar, qui attaque ce même gouvernement, que vont les faveurs de la France, où le chef de l'Armée nationale libyenne (ANL) a de nouveau été reçu par Emmanuel Macron, le 9 mars – pour la quatrième fois en trois ans. Des liens qui remontent à 2011, mais que Paris n'a été obligé de reconnaître qu'à l'été 2016, quand trois sous-officiers français de la DGSE en « service commandé » trouvent la mort dans le crash de leur hélicoptère dans la région de Benghazi.

C'est durant cette période que Michel Scarbonchi noue ses premiers contacts avec le clan Haftar. D'abord avec son conseiller diplomatique, Fadel el-Dib, avant de décrocher un entretien avec le maréchal lui-même. « Je n'ai été mandaté par personne, même si c'était de la diplomatie parallèle », reconnaît-il. Alors que le quinquennat de François Hollande prend fin et que va débiter celui d'Emmanuel Macron, Scarbonchi œuvre auprès de Jean-Yves Le Drian pour une coopération plus poussée avec le maréchal Haftar. Celui qui est encore ministre de la Défense, et qui sera nommé aux Affaires étrangères quelques mois plus tard, rencontre Fadel el-Dib à Paris par l'entremise de Scarbonchi. Selon ce dernier, le conseiller du maréchal n'a jamais fait mystère des ambitions de son patron. « Dès 2016, Fadel el-Dib explique aux Français le plan de Haftar : d'abord la Cyrénaïque, puis le Fezzan, et enfin Tripoli. » Les liens politiques entre Haftar et la France sont encore ténus à l'époque, à en croire l'ancien du 1<sup>er</sup> RPIMa. Ils se développeront plus tard, sous l'impulsion de Jean-Yves Le Drian.

### **Influence émiratie**

Sous François Hollande déjà, entre 2014 et 2015, et alors qu'il est à la Défense, Jean-Yves Le Drian songe à prendre en main le sujet libyen, dans lequel la France est alors marginalisée. Aux yeux de Paris, l'instabilité du pays représente deux menaces : migratoire en Méditerranée, sécuritaire dans le Sahel. Une vision qui donne aux militaires la haute main sur le dossier, au détriment des diplomates du Quai d'Orsay. Cette primauté ne se démentira plus. « Pendant cette période, Paris est obsédé par l'idée de trouver un interlocuteur libyen unique pour tous les volets de la crise – militaire, politique et économique. De fil en aiguille, Le Drian commence à marcher sur les plates-bandes de Laurent Fabius [alors ministre français des Affaires étrangères] », raconte Jalel Harchaoui, chercheur à l'Institut Clingendael et spécialiste de la Libye.

Ce besoin de revenir dans le jeu fait les affaires de Khalifa Haftar, avec qui la France a déjà coopéré militairement lors de la prise de l'un des derniers bastions kadhafistes en 2011. D'autant que l'un de ses plus fermes soutiens, le nouveau président égyptien Sissi, ouvre une ère enchantée avec la France grâce à son grand intérêt pour les Rafale, dont Jean-Yves Le Drian se fait une joie de vanter les mérites au Caire. L'opération est financée par les Émirats arabes unis (EAU), partenaire stratégique de longue date de Paris et allié clé de Haftar. « Il n'y a pas

---

**JEAN-YVES LE DRIAN  
DÉMENT PRENDRE  
PARTI POUR HAFTAR,  
MAIS SOULIGNE  
« QU'IL FAIT PARTIE  
DE LA SOLUTION ».**



MICHEL EULER/AP/SIPA

De g. à dr., Fayed el-Sarraj, Emmanuel Macron et Khalifa Haftar, à La-Celle-Saint-Cloud, en 2017.

de doutes sur l'axe qui s'établit à ce moment entre Mohammed Ben Zayed [MBZ, prince héritier des EAU] et Le Drian sur la Libye », commente un observateur. Certains décèlent, dès 2011, l'empreinte des EAU dans la politique libyenne de la France, jusqu'alors, sous la présidence Sarkozy, plutôt proche du Qatar. « Les Émiratis ont fait comprendre aux Français qu'ils s'étaient trompés de partenaire, analyse Harchaoui. Quand la France parachute des armes aux rebelles de Zintan, en juin 2011, en violation de l'embargo, ce sont les Émiratis qui lui indiquent cette ville en raison de son opposition féroce à l'islam politique. »

En 2015, les planètes sont donc alignées pour que le maréchal devienne l'homme de Paris. « C'est le début d'une rencontre à multiples facettes, commente Harchaoui. Les Français savent que Daesh est en train de s'implanter à Derna et que les islamistes contrôlent une partie de Benghazi. Dans le Fezzan, des groupes armés venus du Mali se replient et se ressourcent, ce qui est insupportable pour les militaires de l'opération Barkhane. » Des forces spéciales sont envoyées dans l'Est libyen pour soutenir l'offensive de Haftar contre les deux villes côtières, reprises entre 2017 et 2018, au prix de graves destructions et de soupçons crédibles de crimes de guerre. Selon diverses sources, les Français de la DGSE n'auraient pas pris part aux combats, bien qu'ils se soient trouvés sur le front. Estimés à quelques dizaines, ils ont fourni conseils, formations et renseignements. De sécuritaire, la relation entre Paris et Haftar devient plus politique. À l'Élysée, où Emmanuel Macron s'installe en 2017, Paul Soler, ex-13<sup>e</sup> régiment de Dragons parachutistes, est propulsé « Monsieur Libye ». Promu depuis commandant dans l'armée de terre, l'homme, qui était déjà présent sur le terrain en 2011, est apprécié à l'Élysée pour sa connaissance du contexte libyen. « Il a même été brièvement arrêté par les kadhafistes ! raconte Michel Scarbonchi. Il avait une très bonne image auprès du clan Haftar grâce à ça. Et il était déjà écouté sous Hollande. »

Le nouveau président français veut s'emparer du dossier libyen. Emmanuel Macron organise en juillet 2017, quelques mois après la rencontre entre Dib et Le Drian, une rencontre interlibyenne entre Fayed el-Sarraj, chef du gouvernement issu des accords de Skhirat, et Khalifa Haftar, nommé deux ans plus tôt « chef des armées libyennes » par la Chambre des représentants, à Benghazi. À La Celle-Saint-Cloud, le maréchal est ainsi élevé à la dignité d'un responsable politique à la stature internationale. Face aux critiques, Jean-Yves Le Drian dément


prendre parti pour Haftar, mais admet « qu'il fait partie de la solution ». Le gouvernement ne déviara plus de cette ligne et l'intègre pleinement au processus politique parrainé par Paris. Qui accueille une nouvelle rencontre en mai 2018. L'occasion pour Sarraj et Haftar d'échanger une poignée de main et de promettre d'organiser des élections au plus vite... sous le regard satisfait de Macron. « On a nié la réalité: la deuxième réunion est un échec puisqu'il n'y a pas eu de document signé. Les représentants de Misrata avaient fait parvenir une lettre assurant de leur présence, mais prévenant qu'ils ne prendraient aucun engagement, se désolé un familier du dossier. Mais Paris a maintenu la réunion... »

L'approche française centrée sur Sarraj et Haftar est interprétée comme un soutien tacite au dernier. Surtout vu l'isolement de Sarraj, chef d'un gouvernement dont les bureaux ministériels sont régulièrement occupés par les milices tripolitaines. Le plan français échoue fin 2018, mais Le Drian devient un habitué de Benghazi, où il développe une relation suivie avec le maréchal. Au cours de l'une de ses visites, en mars 2019, alors que Haftar lui reproche de ne pas être venu depuis longtemps, le chef de la diplomatie français ose un « On attendait vos victoires! » Quelques semaines plus tard, le maréchal lance son offensive contre Tripoli qui compromet durablement le processus politique. Les relations entre Paris et Tripoli deviennent exécrationnelles, Sarraj accusant ouvertement la France de soutenir l'attaque de Haftar.

### Faire échec à l'islam politique

Ce soutien prend une nouvelle dimension avec l'intervention turque en faveur du GNA, Emmanuel Macron mêlant la lutte contre l'islam politique sur son territoire à celle contre l'expansionnisme d'Ankara. « Une des facettes, souvent sous-estimée, du soutien de la France à Haftar est l'alignement idéologique sur les Émirats arabes unis concernant la place de l'islam politique, analyse Emadeddin Badi, chercheur au Carnegie Center. Il y a l'idée que l'on ne peut pas permettre à l'islam politique de conserver un rôle, que ce soit sur le plan intérieur ou dans d'autres pays où Paris veut projeter son influence. » « La France aurait pu ne voir en Haftar qu'un prestataire sécuritaire, sans accepter de le suivre dans sa volonté de contrôler Tripoli, de mettre dans le même sac modérés et jihadistes, c'est-à-dire de faire la guerre à des fins politiques », abonde Harchaoui.

Aux côtés des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite – les véritables alliés de l'ANL –, la Russie a aujourd'hui pris la place de la France dans la liste des principaux protecteurs de Haftar, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais en attendant la prise de Tripoli, l'appui français est toujours recherché par le clan de Benghazi. « La France est son soutien présentable », glisse Scarbonchi. Abdulhadi Lahouij, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement non reconnu de Benghazi (pro-Haftar), ne manque jamais une occasion de s'arrêter à Paris, parfois guidé par l'imam franco-tunisien Hassen Chalghoumi.

Scarbonchi assure que Lahouij n'a jamais rencontré « que des députés » en fait de responsables politiques français. Soucieuse de se montrer moins partisane, la France ne veut pas se couper de Tripoli, où le ministre de l'Intérieur, Fathi Bashagha, s'impose comme l'homme qui monte. Il a récemment reçu le directeur du département Afrique du Nord du Quai d'Orsay, Christophe Farnaud, qui l'a invité en retour en France. Il n'empêche: prévue le 15 mars, la visite de Bashagha à Paris aura été précédée par celle de Khalifa Haftar une semaine plus tôt... 



Le 29 décembre 2019, après une frappe aérienne à Tajoura, dans la banlieue de Tripoli.

MAHMUD TURKIA/AFP

### CRIME DE GUERRE

**S'il est peu vraisemblable que la France continue de livrer du matériel militaire à Haftar, elle pourrait se retrouver sur le banc des accusés du fait de l'intervention émiratie en Libye. Selon un rapport de l'ONU, il est « hautement probable » que les frappes aériennes contre un centre de migrants à Tajoura, en juillet 2019, qui avait fait plus de 50 morts, soient le fait d'un avion de chasse « opéré par un État membre en soutien direct aux forces armées de Haftar ». Le rapport relève qu'il est peu plausible que les appareils vieillissants de l'ANL soient capables d'une telle action – avec des tirs de précision de nuit – et semble pointer les Mirage 2000-9. Or cette version du Mirage a été développée pour les Émirats arabes unis, principal soutien international de Haftar. Selon les spécialistes, il y a donc peu de doute que ce crime de guerre ait été commis depuis un appareil émirati. Mais Abou Dhabi et Dassault Aviation ont signé un contrat de modernisation de la flotte des Mirage 2000-9 en novembre dernier, ce qui expose Paris à l'accusation de complicité de crime de guerre, en vertu du traité sur le commerce des armes dont la France est signataire et qui interdit la vente de matériel militaire à des États violant le droit de la guerre. « Le problème se pose de la même façon avec la rénovation, puisqu'elle conduit au transfert de nouvelles pièces militaires », fait valoir l'Observatoire des armements.**

J.G.



## Héritières de Schéhérazade

« Il n'est de ruse que la ruse des hommes, puisqu'elle surpasse la ruse des femmes. » Dans l'un des contes des *Mille et Une Nuits*, l'héroïne se donne pour mission de changer cette phrase inscrite au frontispice d'une habitation. Telle est la philosophie de Schéhérazade, la conteuse qui a su dompter le roi Shahryar, lequel avait décidé, pour se venger d'une humiliation, d'épouser chaque jour une jeune fille qu'il tuerait après la nuit de noces. Pour échapper à ce sort, Schéhérazade lui narre une histoire chaque soir, le temps de l'amadouer et de lui faire renoncer à son génocide d'honneur. En mille et une nuits, grâce à sa finesse d'esprit et à son courage, elle met fin à la spirale de féminicides.

Le conte, reflet fantasmé de la civilisation arabo-musulmane du IX<sup>e</sup> siècle, remet en question notre lecture du combat pour les droits des femmes. Des siècles après Schéhérazade, et vingt-cinq ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin – l'un des plans les plus progressistes pour les droits des femmes –, les concernées attendent toujours les actes. Si les textes existent, leur application reste compliquée, surtout en milieu rural. Au fil des ans, le fossé se creuse entre le législateur et la réalité.

Selon le récent rapport du McKinsey Global Institute sur l'évolution du droit des femmes sur le continent, l'Afrique du Nord se classe en queue de peloton en ce qui concerne leur inclusion économique : seules 9 % des femmes accèdent à des postes de responsabilité, quand elles sont 53 % à suivre des études supérieures. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie, eux, figurent dans le groupe des « peut mieux faire ». Mais la région rejoint la moyenne mondiale en ce qui concerne l'accès aux soins et atteint quasiment la parité dans l'accès à l'éducation.

D'un pays à l'autre, les actions en faveur de l'intégration socio-économique et culturelle des femmes divergent. En janvier 2017, après consultation du Conseil supérieur des Oulémas, le roi Mohammed VI autorise les Marocaines à exercer le métier d'*adoul* (notaire de droit musulman). En Mauritanie, la même année, le Parlement rejette le projet de loi pénalisant les violences fondées sur le genre. Bis repetita l'année suivante.

Le protocole de Maputo [protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes],

en vigueur depuis 2005, fait état de la préoccupation des États membres face au statu quo quant aux « pratiques néfastes et discriminations à l'égard des femmes », et ce en dépit de « l'engagement solennel pris par ces États d'éliminer toutes les formes de discrimination ». Le chemin est pavé de bonnes intentions, mais les attitudes et les mentalités peinent à changer.

L'islam est souvent considéré comme un frein aux libertés individuelles des femmes maghrébines. Ici ou là, les textes religieux sont instrumentalisés pour faire taire la voix des femmes, ou comme argument par les défenseurs d'un féminisme universaliste qui s'arroge l'exclusivité d'un combat mené avec un œil occidental.



**Aïssata Lam**

Présidente de la Jeune Chambre de commerce mauritanienne

Il n'y a ni formule magique ni norme. Les spécificités culturelles et religieuses font partie de l'équation. Senghor écrivait dans sa *Relecture africaine de Marx et d'Engels* : « Si nous voulons être efficaces pour avancer en bâtissant progressivement notre avenir, il nous faut penser et agir par nous-mêmes et pour nous-mêmes, en nous appuyant sur les vertus africaines. » Il faut ainsi miser sur des actions simples mais à fort impact. Des initiatives telles que les campagnes de sensibilisation favorisent les changements d'attitudes. L'inclusion des leaders traditionnels et religieux dans ces opérations est essentielle : des porte-étendards masculins auraient un impact sur les messages délivrés. Le label #HeforShe de l'ONU Femmes en est un bel exemple.

Si l'on veut voir le verre à moitié plein, notons que le vent – encore timide – du changement s'est levé le long de la côte méditerranéenne. Les femmes maghrébines sont de plus en plus sensibles à l'importance de leur rôle dans la société. La forte implication des Algériennes dans le mouvement du 22 février l'illustre. Chez le voisin tunisien, la députée et avocate Bochra Belhaj Hmida est parvenue après une quinzaine d'années de bataille à faire passer la loi contre les violences faites aux femmes. Avancée majeure pour ce pays, où les femmes ont été en première ligne dans la révolution du jasmin. La Tunisie fait d'ailleurs partie des dix pays ayant le plus progressé à ce niveau, selon la Banque mondiale.

Révolution tranquille. Un peu à l'image de Schéhérazade, une féministe de son époque dont l'acte de sororité force le respect. Nous avons toutes un peu de Schéhérazade en nous. ■

# Elyes Fakhfakh Chef du gouvernement

« *Nous sommes fragiles, mais je reste confiant* »

Covid-19, conflit libyen, crise sociale, frilosité des investisseurs... Les dossiers chauds s'empilent sur le bureau du nouveau locataire de la Kasbah. Qui se veut optimiste.

Propos recueillis à Tunis par **FRIDA DAHMANI**

**P**as de répit pour le nouveau chef du gouvernement tunisien, Elyes Fakhfakh. Aussitôt obtenu le vote de confiance à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), le voilà confronté à une première crise : le coronavirus et la menace que cela fait peser sur la saison touristique. Économiste de formation, il nous a reçu à Dar Dhiafa, où il a tenu des négociations marathon avec les partis pour composer son exécutif. Détendu et très sûr de lui, l'ingénieur de 47 ans se dit déterminé à mettre la Tunisie sur une nouvelle orbite.

## **Jeune Afrique : La Tunisie est-elle prête à affronter l'épidémie de coronavirus ?**

**Elyes Fakhfakh :** Nous sommes extrêmement vigilants, avec un système de veille et de contrôle des voyageurs, la mise en place de protocoles, une sensibilisation de la population, ainsi que celle du corps médical. À ce jour, nous n'avons enregistré que cinq cas, alors que la Tunisie est un carrefour en Méditerranée. Toutes les précautions ont été prises pour endiguer ce fléau.

## **Vous avez été successivement ministre du Tourisme, puis des Finances. Comment préserver le pays des conséquences, notamment économiques, de cette épidémie ?**

De par la nature de sa structure économique (sous-traitance, transformation), la Tunisie sera affectée par les effets de l'épidémie qui se font déjà sentir partout dans le monde, notamment sur les places boursières. Nous quantifions actuellement ces conséquences à une perte de un demi-point

de croissance, mais cela reste tributaire de la durée de l'épidémie, de son évolution et de ses répercussions internationales.

**Le contexte économique et social est tendu. Les Tunisiens n'ont plus confiance en leurs élus, pas plus que dans les institutions. Même scepticisme chez les investisseurs étrangers...**

En réunion à La Kasbah, le 2 mars, avec son directeur de cabinet, Fethi Touzri (assis).



Pour rétablir la confiance, il faut être honnête et œuvrer avec transparence. Pour ce faire, dans le processus un peu atypique que nous vivons, j'ai proposé un contrat-feuille de route sur les orientations de l'action gouvernementale. Ce document est une synthèse entre la vision du président de la République, mon projet et l'approche des partis de la coalition, ainsi que celle des personnalités et des organisations nationales que nous avons consultées. À ce stade, produire autre chose qu'une orientation stratégique aurait été un leurre. Nous présenterons bientôt à l'ARPL'ensemble des actions, de projets et de chantiers. Détaillés et chiffrés. On ne peut plus se contenter de mesurette et de réformettes.

#### À quoi est dû le ralentissement économique?

Il est lié à l'essoufflement d'un modèle : nous ne parvenons plus à créer de la



### BIO EXPRESS

**1972** Naissance à Tunis

**1995** Premier diplôme, de l'École nationale d'ingénieurs de Sfax

**1999** Intègre le groupe Total

**2011-2013** Ministre du Tourisme

**2012-2014** Ministre des Finances

**Février 2020** Chef du gouvernement

richesse, mais nous fabriquons de l'inégalité avec une redistribution qui fonctionne mal. Le supposé « dragon économique tunisien » de l'ancien régime était illusoire. La pauvreté augmentait, tandis que notre éducation et nos services publics étaient en perte de vitesse. Depuis se sont ajoutés le terrorisme, l'instabilité politique et sécuritaire... Cela a eu un impact sur l'économie, notamment sur le tourisme. Mais le plus dur est derrière nous. La sécurité a été rétablie, notre économie ne s'est pas effondrée, nous nous sommes approprié la Constitution, l'union nationale est une réalité, et, malgré les divergences, chacun respecte les institutions démocratiques. À nous de lancer désormais les bons signaux aux investisseurs, qui préfèrent, pour la plupart, miser sur une démocratie. Nous sommes fragiles, mais je reste confiant : les fondamentaux de la Tunisie sont solides.

#### Comment attirer les investisseurs étrangers quand les chefs d'entreprise tunisiens sont eux-mêmes frileux ?

Une étude de l'Université de Birmingham sur les transitions démocratiques, menée dans treize pays, démontre que la réussite d'une révolution engendre un point de croissance de plus. L'implication du capital dans la révolution est essentielle. Cela n'a pas été tout à fait le cas jusqu'ici, mais ceux qui ont investi dans les régions sont satisfaits. Sur la dernière décennie, le montant des investissements est quasi égal à celui des trente dernières années. Je reconnais que quelques freins existent ; il reste beaucoup à faire en matière d'infrastructures et de simplifications administratives. Nous comptons aussi resserrer nos liens avec notre diaspora, au potentiel incroyable. Et davantage associer notre diplomatie en inscrivant son action dans une logique économique et culturelle. Ce sont là deux axes pour restaurer l'image de la Tunisie.

#### Quelles mesures pourraient avoir un effet immédiat et donner envie aux Tunisiens de vous suivre ?

Je ne viens pas avec des recettes miracles mais du pragmatisme. Dès 2020, il faut réduire le sentiment d'insécurité au quotidien et agir sur le pouvoir d'achat. Des *task forces* œuvreront à la lutte réelle contre la

corruption pour faire appliquer la loi, sans concessions ni stigmatisation. C'est d'autant plus faisable que nous ne sommes les obligés de personne. La démocratie, c'est aussi la force de la loi. Des indicateurs mensuels relatifs à nos actions seront publiés, par souci de redevabilité. Nous ferons en sorte de communiquer, d'être au contact des citoyens pour apporter des solutions à très court terme en ce qui concerne les dossiers prioritaires et pour bâtir, à moyen terme et à long terme, la Tunisie de 2040. Je m'engage, ainsi que mon équipe, à parler vrai, avec authenticité et sincérité.

**Comptez-vous demander une trêve aux partenaires sociaux ?**

La trêve ne se décrète pas. Ma logique est celle d'un projet national, de relance, de pacte social. Nous allons travailler ensemble sur des projets de fond et non des slogans. Discuter de cette vision et de sa traduction concrète aura pour conséquence la trêve. Bien que venant du monde de l'entreprise privée, je suis très proche de l'Union générale tunisienne du travail [UGTT].

**L'une des premières étapes importantes de votre mandat est la rencontre avec le FMI, au printemps. Sollicitez-vous de nouveau son soutien ?**

D'abord, nous avons un programme en cours que nous voulons achever dans les meilleures conditions. Le gouvernement a engagé tous ses efforts pour obtenir du FMI la sixième tranche – 1,3 milliard de dinars – du crédit octroyé en 2016. Nous avons encore besoin pour nos projets de financement bilatéral ou multilatéral, et nous envisageons de négocier un nouvel accord. Mais l'un de mes objectifs est qu'en fin de mandat nous ayons clôturé les programmes et que nous puissions aller sur les marchés financiers dans de bonnes conditions avec des taux intéressants.

**Une politique ambitieuse nécessite des moyens, entre autres financiers. Les avez-vous ?**

Les chantiers de la nation, socle de notre nouveau modèle économique, portent sur une grande réforme de l'État et sur sa mise en conformité avec la Constitution en matière de décentralisation, de renforcement du pouvoir local et de redéfinition des départements au niveau central. Je

veux aussi mettre le paquet sur l'éducation et la santé. Nous envisageons d'entrer de plain-pied dans la quatrième révolution industrielle par le biais du numérique et de l'énergie. L'ensemble sera financé en partie par le budget de l'État. Nous envisageons aussi avec mon équipe un *roadshow* spécifique pour lever des financements. Un fonds ad hoc, constitué de ressources exceptionnelles, sera mis sur pied.

**Envisagez-vous des privatisations, totales ou partielles, d'entreprises publiques ?**

Je crois au service public. Il faut le sauver sans être dogmatique, et faire preuve de courage. Chaque cas est particulier, aussi chacun doit être résolu sans tabou. Certaines entreprises stratégiques – je pense notamment au transport et à l'énergie – doivent être sauvées pour ne pas affecter le citoyen. Préserver certains secteurs requiert du financement. Préserver certaines entreprises, ou créer de nouvelles entités requiert d'en céder d'autres. La logique doit être celle d'un État qui investit, crée des filières, cède et réinvestit.

**Lors de votre investiture, vous avez assuré que vous respecteriez les accords, notamment avec l'Union européenne. Certains de vos partenaires politiques s'opposent à un accord de libre-échange. Comment gérer ces antagonismes ?**

Notre feuille de route précise deux principes dans le cadre des discussions sur cet accord, l'Aleca: d'un côté, une vraie évaluation de l'accord de 1995, de l'autre, la réciprocité, qui prendrait la forme d'un codéveloppement issu d'une vision partagée. Que voulons-nous faire de ce bassin méditerranéen à l'horizon 2050? La réponse doit être commune. Les projections démographiques imposent de trouver des solutions concertées. Mes partenaires politiques sont d'accord avec cette approche.

**Quid de l'Afrique ?**

C'est une continuité, un partenaire, un marché et un futur. Nous mettons le cap sur le continent, qui comptera 1 milliard de jeunes en 2050, quatre fois plus qu'en Europe et aux États-Unis. C'est un potentiel énorme, mais aussi un défi en matière de créations d'emplois. Il est temps pour nous de mettre en place une vraie stratégie



**NOUS POUVONS METTRE NOTRE EXPÉRIENCE AU SERVICE DE L'APAISEMENT DU CONFLIT POLITIQUE LIBYEN.**



PRÉSIDENTIE TUNISIENNE

Premier Conseil des ministres, le 6 mars 2020.

africaine, car la Tunisie ne peut que participer à ce développement.

**À la frontière avec la Libye, les tensions demeurent. Quelles solutions envisagez-vous ?**

C'est une priorité. La prospérité et la sécurité de la Tunisie sont intimement liées à celles de la Libye. Qui est bien plus qu'un pays voisin. Nous pouvons mettre notre expérience, qui nous a valu le prix Nobel de la paix, au service de l'apaisement du conflit politique. Les opportunités d'affaires sont secondaires, l'important est d'abord de reconstruire et de restaurer un État unifié. Et d'apporter ensuite toute l'aide pour rebâtir l'administration. En associant l'Algérie, nous pourrions rapprocher nos législations, dans une logique de construction du Maghreb.

**Où en sont les relations avec Alger justement ?**

Très bonnes, excellentes même. Mon homologue, Abdelaziz Djerad, a été le premier à me féliciter. Nos rapports, historiquement forts, ont été consolidés par la visite officielle du président de la République, Kaïs Saïed. L'Algérie vit aussi une transformation, avec sa spécificité. À cette étape, œuvrer à une meilleure intégration économique maghrébine est essentiel et pourrait être plus tard le socle d'un projet politique.

**Comment vous présenteriez-vous à ceux qui vous connaissent peu, en Tunisie ou ailleurs ?**

**LA SÉCURITÉ A ÉTÉ RÉTABLIE, L'ACTIVITÉ NE S'EST PAS EFFONDREE, L'UNION NATIONALE EST UNE RÉALITÉ.**

Je suis issu du privé, du monde apolitique. Je me suis engagé dans la révolution, convaincu de la nécessité de participer à la transition démocratique. J'ai rejoint Ettakatol, parti de l'opposition historique social-démocrate, avant d'occuper, pendant la Constituante, les postes de ministre du Tourisme puis des Finances. Au sein du parti dont je suis devenu président du conseil national, j'ai essayé de promouvoir les jeunes générations, pour apporter du sang neuf et des concepts nouveaux. D'où ma candidature à l'élection présidentielle en 2019.

**Vous étiez en concurrence avec le président de la République lors de ce scrutin. Vous tirez votre légitimité de votre étroite collaboration avec lui ?**

De même qu'il y a un seul État, il n'y a qu'un seul exécutif et qu'un seul législatif. Avec le chef de l'État, nous partageons de nombreux points de vue, ce qui nous permet de travailler sereinement. Nous faisons équipe pour orienter et coordonner l'action gouvernementale. Un gouvernement de rupture, que j'ai pu constituer grâce à ma proximité avec toutes les familles politiques et à ma connaissance des acteurs, tirée de mon expérience passée.

**Le soutien que vous apportent des partis aux idéologies différentes ne risque-t-il pas de se traduire par une nouvelle instabilité ?**

Le risque existe toujours, mais, à titre personnel, je crois en notre réussite. Réunir ces formations était en soi un challenge. Il y a six mois, personne n'aurait imaginé que des leaders de partis centristes et conservateurs participent ensemble au gouvernement. Avec une large famille centriste et une autre conservatrice, le paysage politique tunisien de demain se met en place.

**Comment composerez-vous avec l'opposition ?**

J'ai œuvré pour qu'on en finisse avec le consensus. Il a été utile depuis la révolution, il prend aujourd'hui une autre forme avec deux familles qui vont gouverner ensemble. Mais la construction démocratique nécessite une opposition. J'espère que la nôtre jouera son rôle et sera constructive.



## Faut-il juger Abdelaziz Bouteflika ?

Deux anciens Premiers ministres appellent la justice à convoquer l'ex-raïs pour l'entendre sur des affaires de corruption où sa responsabilité serait, selon eux, pleinement engagée.



Affiches de la campagne de 2014, à Bordj Bou Arreridj

FARID ALILAT

« **G**ardez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge ! » Près d'un an après avoir été chassé du pouvoir, Abdelaziz Bouteflika doit repenser à cette citation de Voltaire. Car voilà que deux de ses proches, deux anciens Premiers ministres, ont ardemment appelé au début de mars à le tirer de sa retraite forcée et plaidé pour qu'il soit entendu par la justice... comme témoin. Pour commencer. Jugés en appel dans le cadre des affaires de montage automobile et du financement de la campagne pour un cinquième mandat, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia se sont défaussés sur l'ancien raïs. « Je ne faisais qu'appliquer le programme du président », a expliqué Ouyahia, condamné en première instance à quinze ans de prison. « Sous le règne de Bouteflika, il n'y avait ni pouvoir judiciaire ni pouvoir législatif, a expliqué Sellal à la barre, qui a lui écopé de douze ans lors du premier procès. Le seul pouvoir existant était celui du président. Il savait tout. Je ne faisais qu'appliquer ses directives. » L'un comme l'autre possèdent suffisamment d'informations pour confondre celui qu'ils ont fidèlement servi pendant vingt ans.

Si le juge du tribunal d'Alger n'a pas donné suite à la requête des anciens chefs du gouvernement, rien n'écarte, juridiquement, l'hypothèse d'une convocation d'Abdelaziz Bouteflika. L'article 177 de la Constitution prévoit que le président de la République puisse être jugé par une Haute Cour de l'État en cas de « haute trahison »... Mais cette cour n'a jamais été créée. Si d'aventure les magistrats devaient retenir d'autres chefs d'inculpation, alors l'ancien chef de l'État ne pourrait se prévaloir d'aucune immunité présidentielle, et pour cause : cette immunité n'est nulle part mentionnée dans la Constitution. Obstruction à la justice, dissimulation de preuves, trahison, complicité, atteinte aux intérêts du pays ou à l'économie nationale... Les affaires les plus

compromettantes pour Bouteflika et dans lesquelles sa responsabilité directe est pleinement engagée sont au nombre de trois. Au début de mars, la Cour suprême a reçu plusieurs dossiers de corruption dont l'instruction avait été longtemps étouffée, escamotée, voire abandonnée dans le but de protéger ministres et proches du cercle présidentiel. Celui de l'autoroute Est-Ouest est accablant. Amar Ghoul, ancien ministre des Travaux publics, et Mohamed Bedjaoui, ancien ministre des Affaires étrangères, sont poursuivis dans cette affaire pour « corruption, détournement et dilapidation des deniers publics, abus de fonction et conflit d'intérêts ».

### « Toufik », le témoin clé

Présentée comme le « projet du siècle », l'autoroute Est-Ouest a déjà englouti plus de 15 milliards de dollars de budget, sans que les travaux ne soient achevés. En 2006, sa construction avait été confiée à des entreprises chinoises et japonaises pour un montant officiel de 11,4 milliards de dollars (9 milliards d'euros). À l'époque

déjà, son attribution avait donné lieu à des soupçons de corruption au profit de plusieurs intervenants, dont Amar Ghoul ou les hommes d'affaires Pierre Falcone et Farid Bedjaoui, neveu de Mohamed Bedjaoui. Ce n'est qu'en 2009 que le Département du renseignement et de la sécurité (le DRS, dissous en 2015) est autorisé à déclencher une enquête. Bonne pioche.

Les dépositions et les témoignages de plusieurs prévenus font état du versement de près de 900 millions

de dollars de commissions à des intermédiaires. À lui seul, Amar Ghoul aurait touché une rémunération de 1,25 % sur le contrat de 6,2 milliards de dollars accordé aux Chinois – soit près de 77,5 millions de dollars. Intervenant pour le compte du groupement chinois, par l'entremise de son oncle Mohamed, Farid Bedjaoui est soupçonné d'avoir empoché 15,5 millions de dollars. La somme est versée sur un compte en Suisse, après avoir transité par un compte au Royaume-Uni. Lorsque

**RIEN NE S'OPPOSE  
À UNE TELLE  
HYPOTHÈSE,  
CAR L'IMMUNITÉ  
PRÉSIDENTIELLE  
N'EST NULLE  
PART MENTIONNÉE  
DANS LA  
CONSTITUTION.**

l'ex-chef du DRS, Mohamed Mediène, dit Toufik, rend compte au président Bouteflika des investigations menées par ses services, ce dernier répond : « L'enquête s'arrête à la porte du ministre. »

C'est à peine si Ghoul est interrogé par écrit par le magistrat instructeur, quand des responsables de l'Agence nationale des autoroutes et des cadres du ministère des Travaux publics sont, eux, condamnés en 2015. Le chantier, lui, se poursuit. À chaque nouveau retard, les rallonges budgétaires sont approuvées en Conseil des ministres. Aujourd'hui en prison – il y purge une peine de quinze ans pour « complot » –, le général « Toufik » est le témoin clé qui pourrait enfoncer Bouteflika. Sera-t-il appelé à témoigner ? « J'ai lancé de multiples enquêtes sur de graves dossiers de corruption et de détournement, a revendiqué l'ancien chef du renseignement, entendu dans d'autres affaires. Un développement criminel oligarchique d'une corruption liée à la politique et à l'exercice des missions des pouvoirs publics, voire au fonctionnement de l'État. »

L'affaire Sonatrach 2, également transmise à la Cour suprême, est encore plus problématique pour l'ancien chef de l'État. Elle implique directement Chakib Khelil, ministre de l'Énergie entre 1999 et 2010, et ami d'enfance de Bouteflika. Réfugié aux États-Unis depuis avril 2019, après avoir été prévenu de son arrestation imminente, Khelil est mis en examen, notamment pour « blanchiment d'argent, transfert de biens obtenus par des faits de corruption, abus de fonction volontaire ». En dépit des preuves – des documents que Toufik avait régulièrement mis sous les yeux du président –, Bouteflika avait là encore mis

son veto quant à d'éventuelles poursuites. En 2010, le ministre est limogé. La seule sanction que tolère le chef de l'État.

Mais l'affaire rebondit en Italie en février 2013 : la justice y ouvre une enquête visant sept contrats obtenus par la firme Saipem en Algérie, pour un montant global de 8 milliards d'euros. Devant le scandale, Bouteflika se dit outré et ordonne à son tour une enquête. Les résultats des investigations et des commissions rogatoires sont accablants pour Khelil et son entourage, soupçonnés d'avoir touché près de 200 millions de dollars de commissions. « Les comptes de Chakib Khelil, de sa famille et de Farid Bedjaoui ont été identifiés à Hong Kong, à Singapour, aux Émirats arabes unis, au Liban et dans des pays du Moyen-Orient, ainsi qu'en France, en Italie et en Suisse », détaille le procureur de l'époque, Belkacem Zeghmati, aujourd'hui ministre de la Justice. En août 2013, des poursuites sont engagées, et des mandats d'arrêt émis contre la famille Khelil, réfugiée outre-Atlantique.

### Les preuves ? Envolées !

Si Bouteflika appuie officiellement la procédure, il s'active en coulisses pour mettre fin aux tracas judiciaires qui visent son ami. La structure du DRS qui a mené les enquêtes sur la corruption ? Dissoute par décret présidentiel en septembre 2013. Les dossiers ? Volatilisés. Les officiers enquêteurs ? Éparpillés aux quatre coins du pays. Le ministre de la Justice de l'époque, Mohamed Charfi, est limogé. Le procureur Zeghmati est placardisé. Idem pour le juge d'instruction. En 2015, le mandat d'arrêt émis contre Chakib Khelil est annulé par Tayeb Louh, qui a succédé à Charfi à la

Le site de Krechba, dans le Sud, exploité par Sonatrach et British Petroleum.



## SAÏD ENFONCE LE CLOU

La ligne de défense choisie par Saïd Bouteflika, frère et ancien conseiller du président déchu, pourrait être préjudiciable pour son aîné. Le 10 février, au cours d'une audience militaire à Blida, Saïd affirme que l'ancien chef de l'État n'avait nullement l'intention de briguer un

cinquième mandat, soutenant que « c'est Ahmed Gaïd Salah qui a fait pression sur lui pour qu'il accepte ». Le même Saïd, désigné par le général Mohamed Mediène, dit Toufik, comme étant « incontournable » et comme le véritable « détenteur du pouvoir »,

s'est défendu de prendre les décisions en lieu et place du président. Lequel, à l'en croire, « donnait son avis sur toutes les questions stratégiques ». Lui n'était qu'un « simple conseiller et homme de confiance » de son frère. Aussi, à en croire Saïd, l'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika lui

permettait, jusque il y a peu tout du moins, d'exercer pleinement l'ensemble des prérogatives que lui conférait la présidence de la République. Auquel cas, son état de santé ne saurait le dispenser de rendre des comptes à la justice.

F.A.





ZOHRA BENSEMRA/REUTERS

Justice. L'ancien ministre de l'Énergie revient au pays par la grande porte, avant d'être blanchi et réhabilité. « Le dossier de Chakib Khelil a été traité par la justice algérienne, plaide Ahmed Ouyahia en 2017. Il n'y a rien. La justice a prononcé un non-lieu. » Rien ? Un familier du dossier parle de « preuves irréfragables ». À la fin de février, le parquet général près la cour d'Alger déterre l'affaire et relance les poursuites pour « corruption ».

C'est la troisième affaire qui menace le plus Abdelaziz Bouteflika. Le dossier est là encore entre les mains des magistrats de la Cour suprême. L'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), qui a géré un budget de plus de 12 milliards de dollars durant le passage d'Abdelmalek Sellal au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement (de 2009 à 2012), a octroyé à des entreprises privées – algériennes et étrangères –, dont le canadien SNC Lavalin, plusieurs projets sur lesquels pèsent de graves soupçons de corruption, de malversations et de détournements. Côté canadien, la justice s'intéresse à un versement douteux de 7,5 millions de dollars à destination de l'Algérie, déposés sur le compte de Salomé Associates Corp, une société écran sise au Panama. Là encore, le nom de Farid Bedjaoui est évoqué. Devant le juge, Abdelmalek Sellal soutient qu'Abdelaziz Bouteflika ne pouvait ignorer les soupçons qui pesaient sur son entourage tant les services secrets lui faisaient remonter enquêtes, notes et dossiers. Nombre de ces documents ont aujourd'hui disparu. 



RYAD KRANDI/AFP

À Alger, le 13 mars 2019, une bannière anti-Bouteflika.

# Économie

Têtes d'affiche / Stratégie / Affaires déclassées / Débats

**AGROALIMENTAIRE**

## Pour Danone, l'Afrique a perdu de son lustre

Filiale ouest-africaine du français, Fan Milk présente des résultats financiers modestes et en dents de scie. Ici, au Togo.



Alors que le géant français y a massivement investi dans les années 2010, le continent n'est plus sa priorité et doit désormais prouver qu'il contribue à la réussite du groupe.

#### ESTELLE MAUSSION

**S**ur le continent, la vie de Danone, qui y est présent depuis 1953, est loin d'être un long fleuve tranquille. Dernier exemple en date, au début de mars, en Algérie: la wilaya de Blida a ordonné la fermeture de son usine de production de yaourts pour « utilisation de matière première périmée » après la découverte de plus de 600 kg d'arômes avariés. Une mesure et des accusations fermement démenties par Danone Djurdjura Algérie.

Cette mauvaise nouvelle intervient alors que le géant de l'agroalimentaire (25,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019, + 2,6 % sur un an) se remet tout juste de la grave crise traversée au Maroc en 2018 après un boycott très suivi de ses produits. Vécu comme un traumatisme en interne, ce coup dur a fait tanguer la filiale marocaine, navire amiral du groupe sur le continent représentant 45 % de ses ventes africaines. En 2019, les activités marocaines et donc africaines ont repris, souligne le groupe, qui veut maintenir le cap en 2020.

Avec 9 000 personnes sur le continent (8 % des effectifs), Danone est présent dans plus de 40 pays comme producteur ou simple distributeur. Le chiffre d'affaires africain (non communiqué) représente environ 7 % du revenu mondial, selon le cabinet AlphaValue. Dans les années 2010, le groupe français expliquait vouloir bâtir une partie de son avenir en Afrique et, entre 2012 et 2016, il y a investi plus de 1 milliard d'euros pour consolider ses positions (au Maroc et en Afrique du Sud) ou en acquérir de prometteuses (au Kenya et en Afrique de l'Ouest). Ce déploiement a notamment été porté par Pierre-André

Térisse, directeur financier (2008-2014) devenu DG Afrique (2015-2017). À cette époque, le continent était réuni dans une division avec l'Inde, autre marché en développement.

Mais un changement de braquet intervient en 2017 quand Danone, comme les autres géants de l'agroalimentaire, est confronté au tassement de la croissance globale de ses ventes. En octobre, Emmanuel Faber, qui endosse la fonction de président de Danone en plus de celle de DG, chamboule la composition du comité exécutif. Le poste de DG continental disparaît au profit de celui de DG Eaux et Afrique, réunissant un secteur et une zone qui doivent améliorer les résultats du groupe. Quittant celui-ci à la fin de 2017, Pierre-André Térisse est remplacé à la tête de la direction Afrique par Marina Menu, saluée pour ses performances au Mexique, dans la filiale qu'elle y dirigeait depuis 2011. Son arrivée témoigne de la volonté de voir le continent contribuer davantage à la réalisation des objectifs globaux du groupe: hausse des ventes entre 2 % et 4 % avec une marge opérationnelle supérieure à 15 % pour 2020. Un vrai challenge au regard des résultats de Danone en Afrique.

#### Centrale Danone au Maroc, une Rolls Royce qui sous-performe

Au royaume, son implantation historique sur le continent, Danone n'a pas ménagé ses efforts pour récupérer du coup d'arrêt provoqué par le boycott de ses produits en 2018. Supérieur à 600 millions d'euros en 2016 et en 2017, le chiffre d'affaires annuel de Centrale Danone a chuté à quelque 400 millions d'euros en 2018, →

#### DÉJÀ FORTEMENT IMPACTÉ PAR LE COVID-19

Lors de la présentation de ses résultats annuels, le 26 février, Danone a indiqué prévoir une perte de 100 millions d'euros pour le premier trimestre de 2020 en raison des conséquences du Covid-19 en Chine, son deuxième marché (10 % du CA en 2019). Malgré tout, il a aussi annoncé un plan d'investissement de 2 milliards d'euros sur trois ans (2020-2022) ciblant trois axes: l'agriculture, les emballages et la digitalisation. Le groupe veut multiplier les innovations dans ces trois domaines tout en poursuivant son objectif principal, « apporter la santé par l'alimentation au plus grand nombre ». Dans ce cadre, il doit bientôt présenter un livre blanc sur la nutrition infantile en Afrique.

E.M.



SYLVAIN CHERAOUI POUR JA

## **PARI RÉUSSI AVEC LA LAITERIE DU BERGER**

**Soutenue depuis 2009 par Danone Communities, l'un des trois fonds d'investissement social du groupe, l'entreprise familiale sénégalaise La Laiterie du berger poursuit son développement. Son chiffre d'affaires est passé de 250 millions de F CFA (365 000 euros) en 2007 à 5,5 milliards de F CFA en 2018. Installée à Richard-Toll, dans le nord du pays, la société emploie 380 personnes et collecte du lait auprès de 800 éleveurs. « Depuis le départ, nous sommes sur un rythme de croissance annuelle des ventes de 15 % à 20 % », souligne le patron, vétérinaire de formation, Bagoré Bathily. Lui et sa famille, actionnaires à hauteur de 30 %, ont bénéficié du savoir-faire de Danone (actionnaire à 40 %) sur la partie aval (commercialisation des produits laitiers) et de celui de Crédit agricole (actionnaire à 15 %) sur la partie amont (structuration de la filière). « Depuis 2017, l'entreprise est rentable. Il a fallu dix ans pour y parvenir », souligne Bagoré Bathily, qui salue la décision prise par le gouvernement en 2018 d'exonérer de TVA le lait pasteurisé produit au Sénégal. Pour tenir l'équation financière, La laiterie du berger propose, aux côtés de marques 100 % locales, comme Kossam, des produits confectionnés à partir d'un mélange de lait frais et de poudre de lait. « Notre modèle est à la fois rentable et bénéfique pour les éleveurs, insiste le patron. Tous les yaourts produits au Sénégal devraient incorporer une part, même faible, de lait local afin de contribuer à la structuration des filières agricoles. »**

**E.M.**

→ contraction qui a coûté 0,7 point de croissance à la maison mère. Outre le « travail de reconnexion » avec les consommateurs et les acteurs de la filière, la filiale Centrale Danone a renouvelé près de 90 % de son catalogue de produits et de marques. Elle occupe tous les segments de marché, du produit très accessible au plus onéreux en passant par des classiques comme la Danette ou les articles de la marque Gervais. Elle a aussi innové : un yaourt de 200 grammes (X-Tra) aux parfums locaux (datte et figue), un produit ultra-protéiné (Milk Shake YoPro), du lait demi-écrémé frais vendu en emballage en carton. Ce renouvellement doit lui permettre de s'imposer face à une concurrence qui s'est démultipliée depuis le boycott : si celui-ci a un temps profité à la coopérative Copag et à sa filiale Jaouda, challenger de Centrale Danone, il semble avoir aussi renforcé les petits artisans laitiers du secteur informel. « L'année 2019 a été celle du redressement qui a permis à Danone de retrouver une place de leader sur le marché », souligne le géant français. Centrale Danone a ainsi récupéré une place de premier plan (30 % de part de marché) sur le segment yaourts et lait caillé (marque Lben Centrale) et sa position dominante sur la crème dessert et le fromage frais (67 % de part de marché), selon Euromonitor International. Cette évolution ne se traduit toutefois pas encore sur le plan financier. Pour 2019, les derniers documents financiers disponibles (au 30 juin) montrent que, si le chiffre d'affaires est reparti à la hausse au deuxième trimestre, les résultats du deuxième semestre demeurent fragiles, avec un chiffre d'affaires de 210 millions d'euros, en repli de 14 % sur un an. Surtout, même avant le choc de 2018, Centrale Danone (qui fait vivre plus de 120 000 éleveurs) était loin de répondre aux exigences de performance de la maison mère. Sur une période de cinq ans (2014-2018), l'entreprise cotée à la Bourse de Casablanca a connu trois années blanches sans versement de dividendes (2014, 2017 et 2018), ce qui



WALDO SWIEGERS/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

n'était jamais arrivé depuis 2002. Même sous-performance concernant le bénéfice net par action (BPA) : à 6,26 dirhams (0,57 euro) en 2016 et 12,21 dirhams (1,12 euro) en 2017 contre respectivement 3,51 et 3,60 euros pour le groupe. Enfin, l'endettement de Centrale Danone, quasiment divisé par trois entre 2015 et 2017, est reparti à la hausse au premier semestre de 2018, revenant quasi au niveau de 2015, une tendance allant à l'encontre de l'objectif du groupe de réduire sa dette. Des résultats finalement décevants au regard de l'investissement réalisé : le groupe avait déboursé plus de 800 millions d'euros entre 2013 et 2014 pour faire passer ses parts dans Centrale Danone de 29 % à 99,7 %.

### **Brookside Dairy, poste d'observation frustrant**

Avec ses 40 % de participation au capital de Brookside Dairy, contrôlé par la famille du président Uhuru Kenyatta, Danone a rejoint un champion laitier régional. Dominant au Kenya avec 40 % de part de marché, Brookside est aussi présent dans une dizaine de pays, dont l'Ouganda, la Tanzanie et l'Éthiopie, travaillant avec un réseau de 200 000 fermiers. Son chiffre d'affaires, estimé à 130 millions d'euros en 2013, avoisinerait désormais les 200 millions. Si elle rapporte au groupe français, cette collaboration lui a aussi permis de faire la preuve de son expertise marketing. Entre 2016 et 2018, son



En Afrique du Sud, Danone est le troisième acteur de l'industrie laitière avec 10 % de part de marché.

cadre Oliver Mary, aujourd'hui au Maroc, a réorganisé le portefeuille de Brookside, relançant notamment sa marque historique Delamere. Mais ces points positifs ne doivent pas faire oublier la réalité : la présence au sein du leader kényan demeure principalement un poste d'observation. Quand le groupe tricolore a acquis pour un montant non divulgué les 40 % de participation en juillet 2014, il n'imaginait pas rester minoritaire six ans plus tard. C'est pourtant le cas. « C'est une situation peu confortable pour le groupe. Il n'est pas aux manettes », commente depuis Nairobi Julien Garcier, DG du cabinet Sagaci Research. D'où, même s'il s'en défend, une certaine frustration

À l'opposé de la situation kenyane, Danone a la main sur Fan Milk, spécialiste ghanéen des crèmes glacées (qui propose aussi des yaourts et des jus), qui a développé des filiales au Nigeria, au Togo, au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Un contrôle obtenu de haute lutte. Danone a d'abord dû se battre contre la concurrence, notamment Nestlé, pour racheter 49 % des parts de Fan Milk au capital-investisseur émirati Abraaj en 2013, déboursant une somme coquette comprise entre 150 millions et 200 millions d'euros. Puis, il a exercé une option d'achat sur 2 % supplémentaires du capital en 2016, devenant actionnaire majoritaire. Mais, avec la faillite d'Abraaj en 2018, le groupe français a perdu son partenaire stratégique, enclenchant alors le rachat de la

totalité de Fan Milk International, la maison mère, un processus finalisé en juillet 2019. Au terme de ce marathon, Danone hérite d'une plateforme pour se développer en Afrique de l'Ouest, qui plus est sur des produits auxquels il n'est pas habitué. Danone voudrait aussi faire du Ghana un modèle en matière de lutte contre le plastique en développant une filière de collecte et de recyclage capable de traiter 30 % du volume des emballages produits dans le pays.

### Fan Milk, pépite ouest-africaine aux résultats volatils

Mais, pour l'heure, la pépite Fan Milk présente des résultats financiers modestes et en dents de scie. Si son chiffre d'affaires au Ghana, locomotive du groupe, a presque triplé depuis 2012, il ne représente que 67,6 millions d'euros en 2019 pour 5 millions d'euros de bénéfices. Par ailleurs, la progression des ventes a été très erratique en raison de plusieurs facteurs, dont la variation du prix du lait au niveau mondial et la forte volatilité du cédés sur la période. Quant au chiffre d'affaires de la filiale du Nigeria, autre pays phare de la marque, il n'était que de 28 millions d'euros en 2017 (en hausse de 7 % sur un an). Soulignant que les ventes ont crû dans ces deux pays en 2019, Danone explique avoir mis à niveau ses sites pour améliorer la qualité des produits et la productivité. Le groupe a aussi fermé en novembre 2019 l'usine de production de Lomé, au Togo, le pays étant, comme le Bénin et le Burkina Faso, désormais approvisionné depuis le Ghana. « Cette décision vise à adapter

---

**OUTRE LA RECONNEXION AVEC LES CONSOMMATEURS ET LA FILIÈRE, CENTRALE DANONE A RENOUVÉLÉ 90 % DE SON CATALOGUE DE PRODUITS ET DE MARQUES.**

Danone à son environnement local pour assurer un avenir durable à notre activité », explique le groupe. Selon nos informations, la croissance annuelle des ventes au Togo se situait entre 3 % et 7 %, loin de l'objectif visé à deux chiffres.

« En Afrique du Sud, Danone a atteint en décembre sa part de marché la plus élevée par rapport aux trois dernières années », met en avant le géant français. « Nous sommes numéro un sur le marché des yaourts, des yaourts à boire et sur les crèmes desserts », une dernière catégorie qui affiche « une croissance à deux chiffres ». Nutriday, décliné dans de nombreux formats, avec de multiples parfums et une version crémeuse allégée, domine le segment du yaourt. La marque Ultra Mel s'est imposée dans les crèmes desserts, Yogi Sip dans les yaourts à boire et Inkomazi Maas dans le lait caillé. Le groupe a obtenu ces résultats malgré un contexte économique difficile, une forte concurrence et un tassement de la demande de produits laitiers entre 2012 et 2016. Il a aussi su rebondir après la fin de son accord avec le producteur local de lait Clover, qui distribuait ses produits avant de devenir son concurrent. Pour réduire ses coûts, il a centralisé la production de sa marque Mayo (yaourt à boire) sur son site principal de Boksburg et amélioré sa chaîne d'approvisionnement et de distribution. Reste que ce succès doit être mis en perspective. Si Danone est leader, il l'est sur des segments de niche. Malgré ses performances, le groupe français n'est que le troisième acteur de l'industrie laitière sud-africaine avec une part de 10 % d'un marché qui représente 73 milliards de rands (4,5 milliards d'euros), selon Euromonitor International.

Après ce tour d'horizon, un constat s'impose : Danone a su construire une présence stratégique sur le continent, du nord au sud et d'est en ouest, se positionnant sur des marchés clés. Cependant cette empreinte, qui a coûté cher à développer, tarde à produire des résultats financiers, et c'est la mission qui a été confiée aux nouvelles équipes (*lire encadré*). →

## UN ÉTAT-MAJOR LARGEMENT RECOMPOSÉ



LINKEDIN

### HENRI BRUXELLES

*DG Eaux et Afrique*

Entré chez Danone en 1987, il a occupé plusieurs fonctions marketing avant de diriger les activités lait du groupe au Portugal et en Argentine. À la tête de la branche eaux pour l'Amérique latine et l'Europe pendant deux ans, il est entré au comité exécutif avec ses nouvelles fonctions en octobre 2017.



DOC DAILYMOTION

### MARINA MENU

*DG Afrique*

Son parcours est marqué par ses sept années (2011-2017) passées à la tête de la filiale mexicaine, qui pèse autant que la filiale espagnole. Durant cette période, elle a augmenté les ventes (en progression de 115 millions d'euros entre 2012 et 2014) tout en développant le groupe en Amérique centrale et dans les Caraïbes.



DR

### NATHALIE ALQUIER

*PDG de Centrale Danone*

Diplômée de HEC Paris et passée par Colgate Palmolive, elle rejoint Danone en 1998 comme directrice du marketing international. Après plusieurs postes à Paris, elle prend en 2017 la direction générale de la filiale ukrainienne, dont elle accélère le rythme de croissance. Une réussite qui la conduit au Maroc à la fin de 2019.



LINKEDIN

### ZIOBEITON YEO

*DG Fan Milk Afrique de l'Ouest et Fan Milk Ghana Limited*

Entré en 2002 chez Unilever, cet Ivoirien y a passé quinze ans entre la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Afrique du Sud. Fort de cette expérience, il passe à la concurrence en rejoignant Danone au début de 2019 pour superviser l'ensemble des activités de Fan Milk en Afrique de l'Ouest.

**MISANT SUR LE BIO ET LES PRODUITS VÉGÉTAUX POUR ASSURER SA CROISSANCE FUTURE, LE GROUPE REGARDE DÉSORMAIS DAVANTAGE VERS LES ÉTATS-UNIS ET L'ASIE.**

→ Si aucune cession d'activité ne semble envisagée – Danone insiste sur sa vision de long terme – des changements pourraient intervenir pour rationaliser les activités, comme au Togo. Le groupe devra aussi à un moment décider si sa présence kényane en tant que spectateur lui est toujours profitable.

En attendant, le groupe insiste sur le fait que son action en Afrique s'inscrit pleinement dans les valeurs qu'il défend : allier performance économique et impact social. « Nous n'apportons pas de réponses toutes faites à l'échelle du continent, souligne-t-il. Nous développons des offres de produits qui s'appuient sur une connaissance des problématiques locales en matière de nutrition et de santé publique. » Officiellement, le groupe croit donc toujours à l'Afrique. Et la volatilité des activités sur le continent, qui ne se dément pas au fil des ans, ne lui fait pas peur. Pourtant, la stratégie du groupe sur les trois dernières années dit le contraire. Danone n'a pas hésité à dépenser 12,5 milliards de dollars en 2017 pour racheter l'américain WhiteWave, spécialiste des produits bio et des produits d'origine végétale.

Cette acquisition, la plus importante depuis 2007, lui a permis de doubler de taille aux États-Unis. Dans le même temps et toujours outre-Atlantique, le français s'est séparé de Stonyfield, un producteur classique de produits laitiers – ce qui est exactement le positionnement actuel de Danone en Afrique...

### « Une zone importante mais plus aussi stratégique »

Autre évolution significative, le groupe d'Emmanuel Faber a mis la main l'an passé sur Michel et Augustin, marque française de produits premium et innovants, répondant aux attentes des consommateurs au pouvoir d'achat élevé. Une réalité bien différente de celle du paysage africain. « Le continent demeure une zone importante pour le groupe, mais qui n'est plus aussi stratégique », estime Anna Zhdanova, coauteure d'une étude sur les géants de l'agroalimentaire publiée en janvier par FitchRatings. Misant sur le bio, les produits végétaux, les probiotiques et les recettes allégées en sucre pour assurer sa croissance future, Danone regarde désormais davantage vers les États-Unis et l'Asie. ■

# TÊTES D’AFFICHE

## FACE-À-FACE

**PATHÉ DIONE**  
*PDG du groupe Sunu*

**A**vec Rawsur SA (non-vie), et Rawsur Life SA (assurance vie), présentes depuis la libéralisation effective du marché congolais, en mars 2019, le conglomérat Rawbank a une longueur d’avance sur son concurrent sénégalais. Ce dernier vient d’obtenir de l’Autorité de régulation et de contrôle des assurances (Arca) son agrément pour la branche IARD (dommages), et sa demande pour l’offre vie est en examen. En outre, le groupe fondé par la famille Rawji est présent depuis plus d’un siècle en RD Congo, où il est le premier acteur bancaire (135 millions d’euros de revenus et 1,46 milliard d’euros d’actifs en 2018). Le 9 mars, un nouveau DG, Christian Hapi, a été nommé à la tête de Rawsur pour piloter le développement de l’assureur dont le directeur général, Thierry Taeymans, entendu par le parquet dans le cadre de l’audit du programme d’urgence de Tshisekedi, le 12 mars, a été placé en détention le 13. Mais avec ses 610 millions d’euros d’actifs en 2018 et sa présence dans quinze marchés du continent,



**Concurrence assurée**

**MAZHAR RAWJI**  
*Président du conseil d’administration de Rawbank*

le groupe fondé par Pathé Dione, dont l’assurance est le cœur de métier depuis plus de vingt ans quand son concurrent est novice sur créneau, est convaincu de pouvoir se hisser rapidement dans le top 3 du secteur. Pour obtenir la validation de l’Arca – qu’ont également décrochée cinq autres sociétés – les assureurs doivent avoir leur siège social dans le pays et disposer d’une capitalisation minimale de 11 millions de francs congolais (5 660 euros). Tous ces acteurs sont de nouveaux concurrents pour la Sonas, l’opérateur public historique, dont les revenus ont atteint 51,7 millions d’euros en 2015 (derniers chiffres disponibles). Avec un taux de pénétration d’à peine 0,4 % du PIB, selon le cabinet EY, le marché congolais a un énorme potentiel de croissance. En 2016, le total de primes brutes émises était de seulement 1 million de dollars pour l’assurance vie et de 142 millions de dollars pour la branche non-vie (dont 85 % pour les assurances automobile et incendie).

**NELLY FUALDES**

## ON EN PARLE



**IDRIISS ELASRI**  
**Altran Maroc**

À 43 ans, ce Marocain devient DG de la filiale du groupe de conseil en ingénierie. Titulaire de plusieurs MBA – HEC, London School of Economics et New York University –, cet ingénieur diplômé de Centrale Supélec était auparavant membre du comité de direction de LafargeHolcim Maroc. Il a exercé chez Cap Gemini, à la SNCF ainsi qu’au BCG.



**RENÉ MÉDORI**  
**Puma Energy**

Ce Franco-Britannique, docteur en gestion et diplômé de l’université Paris-Dauphine, devient président non exécutif de la compagnie pétrolière intermédiaire et aval. Ex-directeur financier du minier Anglo American, il siège également aux conseils d’administration de Newmont, de Vinci et préside celui de Petrofac.



**FOLAKE SOETAN**  
**Ikeja Electric**

Diplômée en banque et finance, cette Nigériane prend la tête de l’une des plus importantes sociétés de distribution du pays. Après des débuts chez British Airways, elle intègre Virgin Nigeria Airways puis Sahara Group, où elle pilote la stratégie de la branche ghanéenne. Elle devient directrice commerciale d’Ikeja à son retour au Nigeria en 2015.

# Écotourisme

## Le Rwanda mise sur les ultra-riches

Kigali développe un tourisme de luxe aux marges élevées à l'intention d'une clientèle aisée, sensible aux enjeux de conservation et à l'environnement. Une recette qui a déjà fait ses preuves dans les pays voisins.

AURÉLIE M'BIDA

« **V**isit Rwanda », une invitation qui sonne comme un impératif, floqué sur les maillots des joueurs de football de l'équipe anglaise d'Arsenal ou du Paris Saint-Germain depuis quelques mois. Visiter le Pays des mille collines, pour les millions de personnes ciblées par la campagne de sponsoring offensive du Rwanda Development Board (RDB) est devenu tendance. Alors que le pays a accueilli 1,7 million de visiteurs en 2018, soit 8 % de plus que l'année précédente, le tourisme a généré 528 millions de dollars de revenus cette même année, contre 438 millions de dollars en 2017, selon les chiffres de la Banque mondiale. Et Kigali entend intensifier la promotion du secteur, puisque le pays vise 800 millions de dollars de revenus d'ici à 2024, et affûter sa stratégie pour accélérer son développement.

À côté du grand public, le pays soigne en effet sa réputation à l'attention du visiteur haut de gamme, à fort pouvoir d'achat et désireux de vivre une expérience exceptionnelle. Avec l'image d'un pays verdoyant, propre et sûr, « le Rwanda vise à devenir la première destination d'écotourisme sur le continent africain et se construit une réputation de destination de luxe, de haute qualité et à faible empreinte », selon le RDB, piloté depuis 2017 par Clare Akamanzi (*lire encadré*). C'est ainsi que Paul Kagame, en personne,

a inauguré à la fin de février, aux côtés de Mohammed Al Shaibani, DG d'Investment Corporation of Dubai et président de Kerzner International, One&Only Gorilla's Nest. Un ensemble cinq étoiles composé de deux lodges et de cinq grandes suites (jusqu'à 400 m<sup>2</sup>), niché dans les contreforts de la chaîne des volcans des Virunga, entre le lac Édouard et le lac Kivu, au cœur d'une forêt d'eucalyptus.

### Des nuitées comprises entre 3 500 et 10 500 dollars

Le groupe du magnat sud-africain Sol Kerzner, aujourd'hui propriété des dubaïotes ICD, poursuit l'aventure au Pays des mille collines, moins de deux ans après l'ouverture du One&Only Nyungwe House, en bordure de la forêt tropicale Nyungwe, dans le sud du Rwanda. « L'objectif du One&Only Gorilla's Nest est d'offrir un séjour ultra-luxueux aux clients qui souhaitent découvrir les montagnes aux gorilles », explique Ashley McBain, vice-présidente communication du groupe hôtelier. Et, moyennant 3 500 dollars à 10 500 dollars environ par nuitée, les hôtes de ce complexe sont traités avec les meilleurs égards. Un hélicoptère est même prévu pour transporter les clients directement depuis l'aéroport de Kigali-Kanombe, situé à vingt-cinq minutes de vol.

Pour le groupe Kerzner, qui a bâti sa réputation dans l'hôtellerie de luxe en dehors des frontières continentales

(Atlantis The Palm de Dubaï ou Atlantis Paradise Island aux Bahamas), la formule lodge tourné « vers la mère nature » semble fonctionner en Afrique. Sa chaîne One&Only est d'ailleurs présente à Maurice, en Afrique du Sud, et depuis octobre 2018 au Rwanda. D'autres marques, dans le même esprit, l'ont précédé : Bisate et Magashi Lodges, du botswanais Wilderness Safaris (102 millions d'euros de CA en Afrique en 2017-2018), et Kwitonda Lodge, inauguré en août dernier après un investissement de 25 millions de dollars par le sud-africain Singita – soutenu par le milliardaire et philanthrope américain Paul Tudor Jones et qui détient également Kataza House, au Rwanda.

Ces investisseurs, Wilderness et Singita en particulier, déclinent au Rwanda un modèle qui a fait ses preuves en Afrique australe et en Afrique orientale. Les parcs nationaux de Tanzanie et du Kenya voisins, du Mozambique et d'Afrique du Sud comptent eux aussi de nombreux hébergements haut de gamme destinés aux « UHNWI » (acronyme financier pour désigner les individus qui possèdent une fortune nette ultra-élevée). Service personnalisé, hébergement de luxe, vues fabuleuses, large offre de restauration, souvent un spa, se retrouvent également dans ces destinations.

« Ils répondent aux besoins d'une clientèle en quête d'un logement de luxe couplé à l'une des expériences



ONEANDONLYRESORTS.COM





Au One&Only Gorilla's Nest, on trouve même un hélicoptère pour effectuer les liaisons avec l'aéroport de Kigali-Kanombe, situé à vingt-cinq minutes de vol.

les plus incroyables d'Afrique », analyse Trevor Ward, directeur général du groupe nigérian W Hospitality et spécialiste du secteur, en référence à l'observation des derniers gorilles des montagnes dans leur habitat naturel au Rwanda. « De plus, la formule "lodge" correspond au cahier des charges de l'écotourisme : faible volume, faible impact », décrypte Trevor Ward.

Lors de l'inauguration du dernier cinq étoiles à la fin de février, Clare Akamanzi, CEO du Rwanda Development Board – créé en 2009 par l'État pour coordonner, stimuler

et promouvoir le développement économique national –, a indiqué que Kigali travaillait au renforcement des capacités du secteur privé pour fournir des niveaux de service de premier ordre, ainsi qu'à la préservation continue de l'écosystème pour attirer des investisseurs de cet acabit.

### Un secteur perçu comme un important générateur d'emplois

Pour ce faire, le pays déploie une série d'investissements de fond : 400 millions de dollars pour le nouvel aéroport Bugesera, au sud de Kigali, 52 millions de dollars pour attirer les marques Singita Rwanda, Nyungwe House et Gorillas Nest Lodge en 2017, amélioration des infrastructures hospitalières...

Le Rwanda est un pays enclavé, sans façade maritime, et doit donc regarder vers ses ressources intérieures pour faire croître son économie. « Les atouts naturels sont abondants, et le gouvernement a encouragé le développement du tourisme comme générateur d'emplois et pour gagner des échanges étrangers », commente encore Trevor Ward. Mentionnant le Kigali Convention Centre, il poursuit : « C'est un bon exemple d'intervention et d'encouragement de

l'État, pour que la ville puisse attirer des conférences régionales et internationales qui remplissent les hôtels et soutiennent les emplois. » Sous une immense coupole, l'infrastructure inaugurée en 2016 et gérée par Radisson offre un centre de conférences de standing international doté d'une capacité d'accueil de 2600 personnes.

Le tourisme d'affaires, cet autre volet de la politique touristique rwandaise, est lui aussi axé sur la haute rentabilité. De 2014 à 2018, le nombre de cinq étoiles à même d'accueillir une clientèle de voyageurs d'affaires est passé de un à cinq. Ce qui a conduit les revenus du marché du tourisme de conférence à croître de 33 millions de dollars en 2014 à 55 millions de dollars en 2018. « Au cours des vingt-cinq dernières années, le Rwanda est passé d'un pays tristement connu pour la tragédie que nous avons vécue à l'un des pays les plus dynamiques grâce à son énergie, sa créativité et ses innovations », avait déclaré Clare Akamanzi à l'occasion de la signature du contrat de sponsoring avec le PSG au début de décembre. En 2018, le pays a reçu le Prix du leadership mondial du Conseil mondial du voyage et du tourisme. Une première. **■**

## CLARE AKAMANZI, UNE QUADRA AUX COMMANDES



TWITTER CLARE AKAMANZI

Négociatrice pour le Rwanda à l'OMC avant de rejoindre le staff diplomatique de l'ambassade au Royaume-Uni, Clare Akamanzi est devenue en 2006 directrice générale adjointe du Rwanda Investment and Export Promotion Agency, renommé depuis Rwanda Development Board (RDB). Cette agence gouvernementale réunit les organismes publics dévolus à l'enregistrement des entreprises, à la promotion des investissements, aux autorisations

environnementales, et à la privatisation ainsi que les agences spécialisées qui soutiennent les secteurs prioritaires, tels le tourisme ou les PME. Depuis février 2017, Akamanzi est DG du RDB. À ce titre, cette avocate de formation âgée de 41 ans est notamment chargée de superviser la politique de croissance du secteur touristique du pays. Elle est épaulée sur ce point par sa directrice du Tourisme, Belise Kariza, ancienne de Heineken. **A.M.**

# Conseil

**McKinsey** Acha Leke, DG Afrique

## « Les entreprises citoyennes sont celles qui réussissent le mieux »

Potentialités du marché africain, conjoncture internationale, objectifs du cabinet... Le dirigeant camerounais porte un regard confiant sur l'avenir. Entretien.

Propos recueillis par **JOËL TÉ-LÉSSIA ASSO KO** et **ESTELLE MAUSSION**

**À** 47 ans, Acha Leke préside depuis Johannesburg les activités africaines du géant mondial du conseil. Formé aux États-Unis, le consultant camerounais ponctue ses phrases d'un « *you know* » californien, relique de son passage à l'université de Stanford, où il a décroché un doctorat en ingénierie de l'électricité. Recruté en 1999 par McKinsey, ce promoteur acharné du potentiel des économies africaines est familier des tycoons comme des gouvernants, et a contribué à changer le regard des investisseurs internationaux sur le continent. Le quadragénaire a aussi vu l'industrie du conseil remise en cause pour ses coûts ou l'efficacité de sa contribution par Christine Lagarde, alors patronne du FMI. McKinsey a été très critiqué pour ses activités en Afrique du Sud, pour avoir eu recours à des partenaires liés aux frères Gupta, ou en Angola, pour ses conseils à des entreprises de la galaxie d'Isabel dos Santos. De passage à Paris, il a accepté de répondre aux questions de JA.

**Jeune Afrique: Vous cosignez *L'Envol des entreprises en Afrique*, qui vient de paraître aux éditions Pearson. Quelle est la raison d'être de ce livre?**

**Acha Leke:** Cet ouvrage est assez différent des rapports que nous avons écrits depuis 2010, qui visaient à convaincre les lecteurs des opportunités et du potentiel de l'Afrique.

Aujourd'hui, il s'agit d'expliquer comment transformer ces opportunités en entreprises profitables.

**Et quelle est donc la recette à suivre?**

Le message principal, c'est d'être une entreprise citoyenne. Les groupes qui ont le mieux réussi en Afrique sont ceux qui se sont dit : « Oui, il faut un retour sur investissement mais, aussi, nous sommes là pour contribuer à la transformation du continent, qu'il s'agisse de créer des services financiers, d'apporter de

l'électricité à ceux qui n'en ont pas, de réaliser des produits de bonne qualité à un bon prix pour plus de gens... »

**Tous les grands groupes africains ont-ils vraiment, d'abord, cherché à remplir une mission « citoyenne », plutôt qu'à faire du business?**

Il n'y a pas de contradiction entre la recherche d'un retour sur investissement et la volonté de transformer le continent. La plupart de ce qui est écrit sur l'Afrique est négatif. Nous voulons montrer ce qui fonctionne,



À Paris, le 6 mars.

FRANÇOIS GRIVELET POUR JA

en reconnaissant les challenges, en se concentrant sur les opportunités. Pour cet ouvrage, nous avons étudié en détail plus de vingt groupes, interviewé quarante chefs d'entreprise ou d'institutions économiques et sondé plus de mille personnes à travers le monde sur les expériences en

Afrique. Résultat : les entreprises qui ont réussi en Afrique sont celles qui ont su se différencier dans leur posture et qui ont transformé ces challenges en opportunités. Cette idée revient chez Aliko Dangote, James Mwangi ou encore Strive Masiyiwa.

**Le thème de la classe moyenne africaine a suscité bien des analyses, notamment dans vos rapports « Lions on the Move ». Pourtant, nombre d'entreprises africaines continuent de cibler « le bas de la pyramide »...**

Avec succès d'ailleurs. Le nigérian Indomie s'adresse à ce segment du marché, avec des nouilles à 50 cents ou à 1 dollar, et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars par an. Mais, pour cela, il a développé une approche innovante pour répondre au problème de l'acheminement jusqu'aux magasins, dans un pays avec 1,2 million de points de vente. Il a tellement bien réussi qu'il a pu céder cette part de ses activités, la distribution, à Kellogg's, qui voulait entrer au Nigeria et a pris une participation pour 450 millions de dollars.

**De telles opérations sont-elles dupliquables ailleurs sur le continent ?**

Nous voyons plusieurs multinationales qui, pour s'installer sur le continent, préfèrent des fusions-acquisitions, avec des acteurs qui ont déjà compris le marché et établi leur business. De plus en plus de capital-investisseurs actifs en Afrique réalisent leurs sorties d'investissement avec des cessions à des acteurs stratégiques ou en Bourse.

## IL N'Y A PAS DE CONTRADICTION ENTRE LA RECHERCHE D'UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT ET LA VOLONTÉ DE TRANSFORMER LE CONTINENT.

**Vous avez évoqué Indomie et Kellogg's. Mais des tickets d'investissement à 450 millions de dollars sont rares. Est-ce que ces business ne deviennent pas invendables ?**

Il est plus facile de trouver des acteurs prêts à acquérir ce type d'entreprises que pour investir

3 ou 4 millions dans des start-up. Pour son investissement dans le groupe Promasidor, le japonais Ajinomoto a accepté un prix équivalent à 12 fois l'Ebitda ! La difficulté, ce ne sont pas les ressources, mais plutôt de trouver des investisseurs convaincus du potentiel de l'Afrique, de la pérennité de ce potentiel, et que le prix soit justifié.

**Justement, pensez-vous que l'épidémie du coronavirus affectera la perception de ce potentiel ?**

La situation dépendra de l'évolution du virus dans le reste du monde. Mais si le continent réagit vraiment et que la situation ne s'aggrave pas, le fait que l'Afrique soit relativement épargnée serait très positif sur beaucoup de dimensions. C'est une occasion de montrer que nous avons tiré les leçons du passé, notamment de l'Ebola, et mis en place des structures pour contenir de tels problèmes. Dans le cas contraire, cela renforcera l'idée que les Africains ne sont pas prêts à affronter de tels défis, ce qui remettrait en cause la perspective d'une croissance économique continue.

**McKinsey a eu deux années particulièrement difficiles sur le continent, où vous avez été mis en cause pour vos activités de conseil en Afrique du Sud mais aussi en Angola. Où en sont ces affaires ?**

En Angola, où nous avons un bureau d'une vingtaine de personnes (sur plus de 400 personnes dans 7 pays africains), nous avons conseillé deux sociétés dans lesquelles Isabel dos Santos a été ultérieurement →

Les exclus  
que vous avez manqués  
cette semaine

Jeune Afrique  
**Business+**

### MARCHÉS

**Malabo** choisit trois entreprises publiques pour une introduction sur la **BVMAC**

### CAPITAL-INVESTISSEMENT

**AfricInvest** ouvre un bureau à Maurice et prépare deux nouveaux véhicules d'investissement

### TRANSPORT & LOGISTIQUE

Johannesburg, première étape de la stratégie long-courrier d'**Air Côte d'Ivoire**

Aéroport d'Abidjan : **Aka Manouan** succédera en juillet à **Gilles Darriau** à la tête d'**Aeria**

### AGROBUSINESS

**Seaboard** va fournir du blé tendre à la Mauritanie pour 13,7 millions de dollars

### TÉLÉCOMS

**Orange Mali** va déployer une ferme solaire sur le modèle d'**Orange Jordan**

### CONSEIL

**Onepoint** à la conquête de l'Afrique avec **Thierry Lacroix** (ex-Deloitte)

[www.jeuneafriquebusinessplus.com](http://www.jeuneafriquebusinessplus.com)

Contactez-nous pour tester gratuitement  
Jeune Afrique Business+

info@jeuneafriquebusinessplus.com  
+ 33 (0)1 44 30 19 03



→ impliquée. À l'époque où nous avons démarré ces missions, elle n'était pas actionnaire de ces entreprises. D'ailleurs, McKinsey ne travaille pas pour des individus ni des actionnaires, mais pour le management d'institutions. À ma connaissance, rien de contestable ne nous est reproché s'agissant du contenu de nos travaux. Nous sommes préoccupés par cette situation et nous ne travaillons pas pour ces sociétés aujourd'hui. En Afrique du Sud, nous avons présenté des excuses publiques, notamment portées par notre Global Managing Partner, sur les conditions dans lesquelles nous avons accompagné Eskom, et avons choisi de rembourser la totalité de ce que nous avons perçu. Cette page est désormais derrière nous. Nous recommençons à travailler avec de plus en plus de clients en Afrique du Sud. Nous avons beaucoup réfléchi et appris de ces expériences, et instauré, au niveau mondial, des processus de sélection de nos clients beaucoup plus rigoureux. Un comité global, mis en place l'an dernier, revoit et valide tous les clients avec qui nous travaillons. Nous avons appris des banques et de leurs processus KYC [Know your Customer]. Depuis un an, notre approche se penche sur le client mais aussi sur les individus impliqués, l'organisation, le pays pour décider ou non d'entreprendre un projet et pour choisir des partenaires qui ont les mêmes valeurs que nous.

**Pour McKinsey, la question de quitter l'Afrique du Sud s'est-elle posée ?**

La réponse la plus facile aurait été de fermer le bureau sud-africain, mais je crois que cela n'aurait été la bonne réponse ni pour le pays ni pour le continent. Nous sommes fiers du rôle que nous jouons pour contribuer à l'essor de notre continent, et nous aimerions continuer à jouer ce rôle.

**Ces affaires vous découragent-elles de travailler avec des entreprises liées au secteur public ?**

Il est clair que nous sommes beaucoup plus prudents concernant les acteurs du secteur public. Nous verrons d'ici à trois ou quatre ans quelle sera l'évolution du mix de clients. Mais nous continuons de travailler avec le secteur public, les gouvernements comme les entreprises, pour les aider sur leurs enjeux de développement et de modernisation. C'est le cas en Côte d'Ivoire ou au Togo. Il faut surtout noter que la plus grosse partie de notre activité en Afrique concerne le secteur privé. Notre ambition est d'accompagner les entreprises africaines à se développer et à se globaliser.

**En Afrique, les honoraires des cabinets internationaux de conseil sont souvent pointés du doigt. Comprenez-vous ces critiques ?**

Nos clients s'adressent à nous dans une logique d'investissement. Dans notre idée, un projet ne doit être engagé qu'avec la conviction que la valeur créée grâce à notre intervention sera au moins dix fois supérieure à nos honoraires. C'est la raison pour

laquelle 85 % de nos clients ont déjà eu recours auparavant à nos services.


**Vous exhortez les entreprises à ne pas se concentrer uniquement sur les « marchés d'hier », mais à cibler aussi « ceux de demain ». Quels sont-ils ?**

Le message aux clients demeure : êtes-vous sur les marchés d'hier ou sur ceux de demain ? La consommation totale en Afrique était de 800 milliards de dollars en 2005, contre 1400 milliards en 2015, et 2100 milliards sont attendus en 2025. La part de l'Afrique du Sud est anticipée, en recul de 15 % à 12 % d'ici à 2025, tandis que l'Afrique francophone et l'Afrique de l'Est sont en croissance. Mais le Nigeria va toujours représenter au moins 20 % de toute la consommation.

**Comment expliquez-vous qu'aussi peu d'entreprises africaines se soient « globalisées » ?**

Il n'y en a pas beaucoup : SABMiller, Naspers, Anglo American... Il n'y en a aucune dans le classement *Fortune 500*, mais nous pensons qu'il y a une chance que cela change. Ce n'est pas facile. Mais ce que nous faisons dans le secteur privé, c'est d'accompagner les entreprises dans leurs efforts pour être plus efficaces, maîtriser leurs coûts, identifier les régions où elles peuvent se diversifier. Nous accompagnons plusieurs capital-investisseurs pour identifier les investissements en Afrique et des entreprises africaines dans des programmes de transformation à longue durée.

**Et en quoi ces transformations peuvent-elles consister ?**

Il est crucial, pour une entreprise, de comprendre quelle partie de la chaîne de valeur il faut intégrer. À la différence des économies matures, en Afrique, la structuration de la chaîne est encore en cours, et il faut l'étudier de manière approfondie pour comprendre quand s'appuyer sur des partenaires et quand gérer soi-même une activité, de façon à avoir un avantage compétitif. Comprendre cela fait une grosse différence pour avoir un business model innovant. 

## LES « BIG FOUR » SOUS PRESSION

Si les dernières années ont été difficiles pour McKinsey, « Big Three » avec BCG et Bain, il en est de même pour les géants du secteur, les « Big Four », PwC, EY, Deloitte et KPMG. Ce dernier a été ébranlé en Afrique du Sud, accusé d'avoir fermé les yeux sur les

fraudes de la famille Gupta. Même chose pour Deloitte, épinglé pour avoir validé les comptes douteux de Steinhoff et Tongaat Hulett. Début 2020, les « Luanda Leaks » ont à nouveau souligné le rôle trouble des cabinets, notamment avec le clan

dos Santos en Angola. Alors que l'Afrique du Sud veut mettre fin à leur domination, le régulateur au Royaume-Uni vient d'appeler à la séparation des activités d'audit et de conseil pour plus de transparence. La pression est mondiale. *E.M.*

# AFFAIRES DÉCLASSÉES

Retour sur les sujets traités dans *Jeune Afrique*

## MINES

### Des progrès au Simandou

Depuis que la Guinée et BSGR, la compagnie du milliardaire israélien controversé Beny Steinmetz, ont trouvé un terrain d'entente au sujet des blocs 1 et 2 du mont Simandou (*JA n° 3035*), rétrocédés à l'État le 21 février 2019, les perspectives se sont ouvertes pour le démarrage d'un projet minier d'envergure. Il est à noter que ce mégaprojet de fer, situé dans la zone sud-est du pays, attend d'être exploité depuis près de deux décennies. En novembre 2019, ces blocs ont été réattribués au consortium SMB-Winning, qui mène déjà le premier projet d'extraction de bauxite dans la région de Boké. Ce groupement sino-singapourien, emmené par le Franco-Guinéen Fadi Wazni, est actuellement en pleine négociation avec les autorités de Conakry pour finaliser la convention minière. Il prévoit quelque 8 milliards de dollars d'investissements – dont 5 milliards consacrés aux seules infrastructures ferroviaires et portuaires. L'entrée en exploitation n'est pas attendue avant 2025. **IA**



## AÉRIEN

### 737 Max : Boeing accablé par les enquêtes éthiopienne et américaine

Rendue publique le 9 mars, un an après le crash du Boeing 737 Max d'Ethiopian Airlines qui avait fait 157 victimes (*JA n° 3036*), l'enquête d'Addis-Abeba a jugé « inadéquate » la formation des pilotes par le constructeur. Ces derniers avaient suivi les procédures recommandées par Boeing,

mais avaient été incapables de reprendre le contrôle de l'appareil. Le rapport du Congrès américain, publié le 6 mars, est encore plus sévère au sujet de l'avion de Boeing, jugé « fondamentalement défectueux et dangereux », et pointe entre autres la dissimulation d'informations cruciales à la Federal Aviation Administration (FAA), des pressions sur les employés pour accélérer la production au détriment de la sécurité... Depuis un an, tous les 737 Max sont cloués au sol. Boeing, qui traverse la pire crise de son histoire, n'a enregistré aucune commande en janvier. **IA**



ETHIOPIAN AIRLINES

## ASSURANCES

### Une croissance plus modérée mais stable en zone Fanaf

Les primes émises dans les douze principaux pays de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (Fanaf) ont atteint 1177 milliards de F CFA (1,8 milliard d'euros) en 2018. Elles sont en hausse de 6,4 % en un an (*JA n° 3036*). C'est un rythme de progression inférieur à la moyenne annuelle de 7,58 % depuis 2009. Mais c'est la troisième année d'affilée de hausse du rythme de croissance des primes dans la zone après une demi-douzaine d'années d'évolution en dents de scie, avec des épisodes de hausse à deux chiffres suivis de cycles bas. « Par rapport à 2017, les marchés ont, dans leur quasi-totalité, perdu des parts, sauf la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina, le Bénin, le Mali et le Niger », souligne la fédération. Le secteur reste dominé par l'assurance non-vie (56,9 % des primes, contre une moyenne de 32,3 % en Afrique). **IA**

# Finance Orange veut s'imposer au Maroc avec le « mobile money »

Bien implanté au sud du Sahara, l'opérateur veut séduire les usagers du royaume avec le portefeuille virtuel fonctionnant en interopérabilité qu'il vient de lancer.

QUENTIN VELLUET

**L'**équipe de 17 personnes travaille sur le projet annoncé depuis juin 2019, date de la création de la société Orange Money Maroc. Mais c'est le 10 mars que le service a officiellement été lancé, faisant du royaume le 18<sup>e</sup> pays de l'opérateur français en Afrique et au Moyen-Orient à proposer le *mobile money*. Tout Marocain disposant d'un téléphone peut désormais créer un portefeuille virtuel Orange Money qui lui permet de transférer de l'argent, de recharger du crédit téléphonique, de retirer du liquide dans un point de vente Orange ou de payer des factures. Et cela, quel que soit son opérateur. « C'est la première fois qu'Orange Money fonctionne en interopérabilité, se réjouit Yves Gauthier, directeur général d'Orange au Maroc. Cela a nécessité des développements et des tests supplémentaires sur une plateforme qui est commune à tous les services Orange Money du continent, ce qui a retardé notre lancement », précise-t-il.

Le service, dirigé par l'ingénieure Nawal Gharmili Sefrioui, à la pointe du développement de cette offre durant plusieurs années, espère convertir la moitié de ses 13 millions de clients d'ici à trois ans. Parmi les cibles prioritaires : les populations non bancarisées ou sans carte bancaire. Les commissions fonctionnent par palier : de 3 dirhams (0,27 euro) pour une transaction de moins de 100 dirhams à 35 dirhams pour des échanges de 10 001 à 20 000 dirhams. Yves Gauthier, qui connaît bien l'Afrique du Nord pour avoir dirigé Orange en Égypte et Ooredoo en Tunisie, a toujours été prudent quant à la conversion rapide des Marocains – chez qui

le taux de bancarisation est de 78 % – au *mobile money*. Pour lui, ce type de paiement doit d'abord générer des dépôts sur les portefeuilles virtuels pour ensuite être utilisé. « Les transactions marchandes viendront après. Il faut y aller étape par étape », confie cet ingénieur en télécoms de formation. Un paradigme que ne partage pas Bank Al-Maghrib, pour qui le développement de l'achat auprès des commerces dynamisera l'usage du *mobile money*. Dans son rapport de 2018, elle en fait sa deuxième priorité devant le paiement des factures, la recharge téléphonique, la réception de prestations sociales et le paiement auprès des fournisseurs pour les entreprises.

## Le nerf de la guerre : le réseau de distribution

Autre motif de prudence, Orange Money est loin d'être le seul protagoniste. L'opérateur de télécoms Inwi l'a devancé dès septembre 2019 avec Inwi Money, et Maroc Telecom est installé sur le créneau depuis 2010

avec MobiCash. Du côté des banques, les offres se multiplient : BCP a lancé BPay, CIH a WePay, BMCE propose DabaPay en plus de Wafacash (Attijariwafa Bank), Fast Payment, Barid Cash, Cash Plus, M2T, Naps (M2M) ou encore Maymouna services financiers (Saraya). Ce qui ne les incite pas à s'allier avec Orange pour que ce dernier soit disponible sur leurs distributeurs automatiques. « Nous avons des discussions, mais aucun partenariat à ce jour », regrette le directeur d'Orange Maroc. De fait, dans le paiement mobile, le nerf de la guerre reste le réseau de distribution. « Pour réussir il faut une marque qui inspire confiance, une interface simple, de l'interopérabilité, proposer plusieurs services et, surtout, disposer d'un solide réseau de distribution », confirme un ex-dirigeant des télécoms. S'il ne dévoile pas le nombre de points de dépôt et de retrait dont il dispose, Yves Gauthier confie vouloir atteindre 4 000 à 5 000 implantations dans le pays. 



Nawal Gharmili Sefrioui et Yves Gauthier, lors du lancement d'Orange Money, le 10 mars 2020, à Casablanca.

ORANGE

## Comment le coronavirus et la guerre des prix du pétrole peuvent affecter le Nigeria

Le prix du pétrole brut Brent est tombé à environ 33 dollars le baril le lundi 9 mars, la pire chute de ce type en une journée depuis 1991. L'Arabie saoudite, et son ancien allié non-Opep (Opep+), la Russie, n'ont pas pu s'accorder le 6 mars sur des réductions de production de pétrole. Au début de cette année, le prix du baril de brut était tombé à près de 45 dollars, le plus bas niveau depuis des années. Maintenant, le coronavirus, qui a réduit la demande chinoise de pétrole jusqu'à 20 %, vient ajouter de l'huile sur le feu.

Pour le Nigeria, membre de l'Opep, la voie à suivre pour augmenter rapidement la production est limitée par des problèmes opérationnels, réglementaires et d'infrastructures. Si la croissance du PIB non pétrolier s'est améliorée ces dernières années, près de 90 % des recettes de devises du Nigeria proviennent toujours des exportations de pétrole.

Le prix de référence du brut dans le budget nigérian est de 57 dollars. Goldman Sachs table sur un baril de Brent à 30 dollars pour les deuxième et troisième trimestres de 2020, et, selon la plupart des estimations, le reste de l'année sera morose.

L'économie nigériane ne s'est jamais complètement remise de l'effondrement des prix du pétrole de 2014-2015. Le naira est toujours une pétrodevise classique, intrinsèquement liée aux prix mondiaux du pétrole. La Banque centrale du Nigeria (CBN), qui peut puiser dans ses réserves pour soutenir la monnaie nationale, a fixé un niveau plancher de 30 milliards de dollars de réserves de change avant d'envisager une dévaluation. Le Nigeria en est dangereusement proche. Environ 9 000 milliards de dollars de valorisation boursière se sont volatilisés en neuf jours, début mars, à cause du coronavirus. Une chute des réserves de change, de 38 à 30 milliards de dollars, peut se produire de manière tout aussi dramatique.

Si la stratégie de la CBN échoue et que le Nigeria arrive à manquer de réserves, le naira pourrait se déprécier, ce qui permettrait aux spéculateurs d'intervenir. Les réserves de change brutes du Nigeria se situent à un niveau similaire à celui de 2014-2015, lorsque les prix du pétrole avaient

également chuté. Par comparaison, elles étaient de 53 milliards de dollars en 2008, au plus fort de la crise financière mondiale. Or le pays avait tout de même payé un lourd tribut économique. Une dévaluation du naira entraînerait une augmentation des coûts d'importation des matières premières et des intrants pour la production, ce qui entraînerait, en fin de compte, un renchérissement du prix des biens pour les consommateurs, dont le pouvoir d'achat serait davantage érodé. Tous les indicateurs budgétaires du Nigeria pour 2020, à savoir un volume de production pétrolière de 2,18 mil-

lions de barils par jour, un prix de référence de 57 dollars, un taux de change de 305 nairas par dollar américain, un taux de croissance du PIB de 2,93 % et un taux d'inflation de 10,81 %, semblent désormais hors de portée et entraîneront très probablement une réduction des dépenses prévues en 2020.



**Rolake Akinkugbe-Filani**

Spécialiste des marchés de l'énergie

Il n'y a pas de solution miracle. Mais pour le Nigeria le moment est peut-être bien indiqué pour éliminer une partie du gaspillage observé. Le pays doit déréguler le secteur de l'énergie, notamment les subventions à l'essence (28 milliards de dollars entre 2006 et 2018), qui favorisent les rentes et ont alimenté les inefficacités dans la distribution pétrolière.

Les prochaines échéances électorales ayant lieu en 2023, il n'y a probablement pas de meilleur moment que ce contexte de bas prix du pétrole pour réexaminer cette question. Une dérégulation avant la fin de 2020 donnerait à l'administration actuelle l'occasion de démontrer les avantages à long terme d'un marché pétrolier libéralisé, sans la pression politique liée au relèvement des prix du carburant.

Il est nécessaire également de réformer la gouvernance du Compte des excédents de brut (ECA) du pays, dont le solde est passé de 20 milliards de dollars en janvier 2009 à environ 70 millions aujourd'hui. Et de donner la priorité aux investissements qui ont des avantages économiques et infrastructurels à long terme, tels que ceux effectués en faveur de l'Autorité nigériane pour les investissements souverains. [►](#)

Article paru dans *The Africa Report*

CULTURE(S) & LIFESTYLE

Tendance

# Opération sé



Lors d'une soirée de promotion à Abidjan.



# duction



HUSTLERFROMTOUNMODI/GUERLAIN

Le parfumeur français Guerlain, propriété du géant mondial du luxe LVMH, renforce depuis quelques années son implantation en Afrique subsaharienne. Une stratégie qui cible un marché en plein essor... et tente de faire oublier les propos racistes de son ancien nez.

## KATIA DANSOKO TOURÉ

**L'**Afrique subsaharienne est le nouvel eldorado du luxe. C'est donc sans surprise que, à la fin de novembre 2019, la maison Guerlain organisait à Abidjan, où ses produits sont distribués par la parfumerie Zino, une soirée destinée à présenter ses parfums et ses cosmétiques à une clientèle haut de gamme. Étaient conviés pour l'occasion, au sein de la Villa Lepic, hôtel quatre étoiles de Cocody, le groupe de musique Djarabikan, la Miss Côte d'Ivoire Tara Gueye, le designer Zak Koné et les influenceurs mode et beauté Aissata Dia, Jemima Gbato et Sarai d'Hologne.

« Nous avons près de 300 invités. L'idée était, pour nous, de nouer des partenariats et de comprendre notre clientèle ivoirienne », précise l'un des cadres dirigeants de la marque de parfumerie, de cosmétiques et de soins, qui, depuis 1994, est la propriété du géant du luxe LVMH. Si ce dernier voit d'autres de ses griffes s'intéresser de près à une clientèle africaine, comme Louis Vuitton, Dior ou Moët Hennessy, c'est dans les années 1970 que Guerlain a mis le pied en

Afrique en s'implantant sur le marché marocain avant de se lancer en Tunisie et en Algérie avec des partenaires et distributeurs locaux. Ce à quoi il faut ajouter les enseignes de parfumerie comme Sephora – appartenant également à LVMH – et les spas d'hôtels de luxe à Tunis et à Casablanca. « La proximité entre la France et le Maghreb joue, sans doute, dans le fait que nous ayons une forte activité en Afrique du Nord. Pour le moment, cette activité est encore moindre en Afrique subsaharienne », indique-t-on encore chez Guerlain.

### Vision inclusive

Mais, outre la manne financière, montrer son intérêt pour l'Afrique est aussi un moyen de faire oublier le fâcheux épisode qui a longtemps terni l'image de la maison... Le 15 octobre 2010, sur le plateau du journal télévisé de France 2, le nez Jean-Paul Guerlain, descendant du fondateur de la maison, déclarait au sujet de ses dernières créations : « Pour une fois, je me suis mis à travailler comme un nègre. Je ne sais pas si les nègres ont toujours tellement travaillé, mais enfin... » Tollé général. Le dérapage raciste met aussitôt LVMH, maison mère de Guerlain, dans l'embarras. Trois jours plus tard, Guerlain, par voie de communiqué, annonce « prendre ses distances avec les propos du parfumeur » qui « n'est plus actionnaire de la marque depuis 1996 ni salarié depuis 2002 ». Mais le mal est fait. Nombre d'associations anti-racistes appellent au boycott de la

marque, allant jusqu'à occuper les locaux de sa boutique des Champs-Élysées, à Paris. Finalement, en 2012, l'ancien nez est condamné à 6 000 euros d'amende pour injure raciale.

C'est, sans nul doute, l'une des raisons pour lesquelles, en juin 2015, la marque choisit la princesse **Esther Kamatari** du Burundi pour porter ses valeurs mais aussi représenter ses produits dans le monde. Une femme noire, dont les activités sont à cheval entre la France et l'Afrique, respectée dans le monde de la mode et du luxe comme ambassadrice... Guerlain fait mouche. En mars 2017, Esther Kamatari joue d'ailleurs, à Abidjan, et en tant qu'ambassadrice de la maison française, le rôle de marraine de la deuxième édition du N'Zassa, festival consacré à la mode et créé par le styliste ivoirien Ciss St Moïse. Les créateurs invités sont conviés à proposer leur modèle de La Petite Robe noire, l'un des parfums les plus connus de Guerlain. L'enseigne de luxe en profite pour verser dans le caritatif en offrant 100 moustiquaires et 100 paires de tongs à la maternité de Treichville. En décembre de la même année, Esther Kamatari est présente dans les locaux de la parfumerie Zino, où Guerlain présente son offre de Noël.

En mars 2019, la Franco-Rwandaise **Sonia Rolland**, ex-Miss France devenue actrice, succède à Esther Kamatari. « C'est la première fois qu'une actrice française et non blanche devient ambassadrice d'une maison de luxe française, avance-t-elle. C'est une superbe opportunité,



tant pour Guerlain que pour moi, de mettre en avant une vision inclusive du luxe et de la beauté, de faire rayonner la diversité et de défendre les valeurs de la beauté plurielle et engagée. Le luxe est un monde qui paraît inaccessible, qui appartient à une élite, ce qui laisse entendre que l'élite ne serait que blanche. Or on sait tous que c'est faux. » À propos de « l'affaire Jean-Paul Guerlain », Sonia Rolland dit avoir été indignée, mais avoir toujours mis « un point d'honneur à ne pas mettre d'affect dans une réflexion visant à faire tomber les murs ». Rappelant que la maison a elle-même condamné les propos de son ancien nez, elle soutient que Guerlain a pris acte et engagé des financements dans plusieurs domaines, comme la

### L'AFRIQUE DU LUXE

Le secteur du luxe en Afrique a généré 6,1 milliards de dollars en 2018, selon le dernier rapport du cabinet sud-africain New World Wealth, daté de septembre 2019. Ce chiffre devrait progresser de 30 % dans

les cinq années à venir. L'Afrique du Sud est le premier pays concerné par ce marché, devant le Kenya, le Nigeria, le Maroc et l'Égypte. Suivent le Ghana, l'Angola, l'Éthiopie, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. En décembre de

la même année, ce rapport fait état de 140 000 HNWI (pour High Net Worth Individuals, « ultramillionnaires » dont les actifs financiers s'élèvent à 1 million de dollars minimum), 6 900 multi-millionnaires et

23 milliardaires vivant sur le continent. Les trois premiers types de produits de luxe prisés en Afrique sont les hôtels et les lodges suivis par les voitures, le prêt-à-porter et les accessoires.

K.D.T.



Billes de couleur permettant de nuancer un fond de teint, selon un procédé inventé par Guerlain.

BENOIT DECOUT/REA

recherche dans la lutte contre la drépanocytose à l'hôpital Robert-Debré de Paris. À la Villa Lepic, en novembre 2019, le parfumeur français avait également fait appel à l'artiste peintre Obou, qui a représenté, avec la mention « Les Gos de Babi valident le nouveau Guerlain Abeille », un flacon de leur gamme de parfums Les Absolus d'Orient.

Côté produits de soin, la marque a également mis en avant Abeille royale, son sérum anti-âge développé sur l'île française d'Ouessant dans le cadre d'une démarche de développement durable que la maison voudrait mettre en place auprès d'apiculteurs au Rwanda et en Éthiopie. Cet intérêt affiché pour les questions environnementales a donné lieu, en octobre 2019, à l'organisation d'une exposition d'œuvres contemporaines – « Gaïa, que deviens-tu ? » – au sein de sa boutique parisienne des Champs-Élysées, dans le cadre du parcours privé de la Fiac. Parmi les

VINCENT FOURNIER/JA

artistes, la Nigériane Otobong Nkanga, le Ghanéen Ibrahim Mahama ou le Belgo-Béninois Fabrice Monteiro.

### Viralité du digital

À la Villa Lepic, le styliste ivoirien Elie Kuame était aussi parmi les convives. Sollicité par Guerlain pour réaliser dix pièces de luxe combinant sa vision et celle de la maison, il les a présentées lors d'un défilé. « J'ai utilisé du pagne baoulé, kita ou tissé en guise de matériaux locaux. Cette collection traduit un métissage entre le moderne et le traditionnel avec une structure aussi simple que sophistiquée », explique Elie Kuame.



WENN/NEWS PICTURES

Le parfumeur entendait ainsi valoriser sa marque à travers la création ivoirienne : « Nous avons la chance de collaborer avec une personne très connectée localement en Côte d'Ivoire. Cela nous permet d'entrer en contact avec des influenceuses, puis de mettre en avant nos produits grâce à la viralité du digital. Nous arrivons à capter des gens qui connaissent la culture du pays, car nous avons à cœur de savoir ce qu'ils attendent en matière de fragrance, de couleurs, de textures, etc. »

Nombreuses sont les influenceuses et les blogueuses ivoiriennes qui nouent des partenariats avec des marques de luxe, comme Amenan Tanoh, Beebee Brown, Fanta Koné ou Ornella Aude (désormais établie à Paris). « Je ne suis jamais entrée directement en contact avec la marque, affirme l'une d'elles à propos de Guerlain. Tout le processus passe par Voodoo Communications. » À chaque sollicitation de la maison française, l'agence ivoirienne reçoit un brief sur la campagne et le produit concernés et s'attache à établir une stratégie digitale. « Par exemple, pour la fête des Mères, en mai 2019, on a ciblé les femmes mûres pour le parfum Mon Guerlain et les femmes plus jeunes pour la gamme Acqua Allegoria », indique Voodoo. En novembre 2018, c'est à Lagos, au concept-store de luxe Alara, que l'enseigne – qui, visiblement, cherche à devenir transgénérationnelle en se tournant aussi vers les millennials ultra-connectés – menait une opération du même type que celle de la Villa Lepic à l'occasion de son 190<sup>e</sup> anniversaire. La maison française voudrait aller plus loin en consolidant ses activités au Maghreb, mais aussi en développant son implantation en Côte d'Ivoire et au Nigeria. Chiffres d'affaires sur ces zones ? Guerlain ne communique pas alors qu'il se prépare à lancer une offensive sur le marché sud-africain. OÙ, pour le moment, règnent en maître les cosmétiques d'Estée Lauder et de Lancôme. 

# Des joies et des dangers de l'humour

Mis en valeur sur le web comme sur scène, les humoristes d'origine maghrébine se sont fait une place dans l'univers du stand-up. Tous s'inspirent de leur propre histoire et tentent de naviguer entre tabous et clichés.

CAMILLE LAFRANCE

« **L**a la la lapidée... », chante Wary Nichen, muni de son gembri – instrument gnawi à cordes – sur l'air du célèbre gospel *Oh, Happy day*. Guilleret, le public de l'Institut du monde arabe (IMA) répète machinalement après lui. « T'imagines si quelqu'un entre maintenant dans l'amphithéâtre? » plaisante le comédien, provoquant une explosion de rire. Avant d'ajouter: « Je tiens à signaler que c'est une blague! » douchant d'un coup sa propre audace.

L'amphithéâtre du célèbre centre culturel parisien s'est rempli à la fin de janvier à l'occasion de l'IMA Comedy Club, festival d'humour. Une quinzaine d'artistes, dont nombre de Franco-Maghrébins, sont montés sur scène. L'occasion de décortiquer ce qui les lie ou ce qui les oppose.

« Y a-t-il des vrais Français dans la salle? » a balancé Wary Nichen, déclenchant une énième salve de rires. Cet Algéro-Franco-Américain tient à pouvoir « blaguer avec toutes les nationalités, sans méchanceté et sans tomber dans les clichés racistes ». Il ne fait pas pour autant de l'« humour communautaire » son sel. « On nous renvoie souvent à nos origines, et après on nous reproche de les intégrer dans les sketches, c'est un cercle vicieux! »

« J'avais un public hyper-communautaire au début, y'avait que des Blancs! s'amuse quant à lui Djamil le Shlag. C'était le public de Nova. » L'humoriste a fait ses gammes dans des petites salles avant d'être repéré par cette radio, qui lui offre une tribune depuis 2016. Auvergnat d'origine marocaine, il tente lui aussi d'échapper aux carcans. « Quand je parle d'Auvergne, j'ai pas l'impression de faire de l'humour communautaire », tranche-t-il. Comme d'autres, il assure simplement s'inspirer de ce qu'il connaît le mieux, son histoire, et se targue de réunir un public varié.

## Ascenseur social

Les références au Maghreb sont légion. « Sur des soirées de ce genre, qui plus est à l'IMA, chacun tente de maximiser ses chances de susciter des rires sur des thèmes qui parlent au public présent », estime Nordine Ganso. « On a assisté ces quinze dernières années à une recrudescence d'humoristes majoritairement originaires du Maghreb, constate le metteur en scène Étienne de Balasy. Jamel Debbouze leur a ouvert la porte, et l'humour est devenu un ascenseur social. » Même si nombre d'entre eux refusent d'être cantonnés à cette étiquette, complète l'auteur du *Guide (presque) complet du (presque) parfait stand-up et one man show!!!* « Ils évoluent vers des blagues sur la société en



ALICE SIDOU/IMA

Samia Orosemane est originaire de Tunisie.

général, et il faut désormais se montrer plus malin pour tenter des blagues communautaires », complète Tarik Seddak, directeur artistique et scénariste.

D'autres n'hésitent pas à mettre les pieds dans le plat. Comme Samia Orosemane, originaire de Tunisie, qui a fait ses gammes dans des réseaux communautaires parisiens, en jouant notamment pour des associations musulmanes. Sa spécialité? Imiter les accents maghrébins et africains, avec toutes les nuances requises.



L'Auvergnat Djamil le Shlag.

DR.



ALICE SIDOLI/IMA

Sur le plan personnel, elle a dû se battre avec les clichés. D'abord pour pouvoir se marier avec un Martiniquais, malgré la résistance de ses parents et les insultes sur les réseaux sociaux. Ensuite pour pouvoir porter son foulard, aujourd'hui troqué contre un turban coloré. Deux situations qui lui ont inspiré des sketches.

La religion, Djamil le Shlag ne se prive pas d'en parler, « de manière cool et détendue ». Quitte à essayer des invectives sur les réseaux sociaux : « Ce n'est pas facile au début, mais on finit par accepter, il ne faut pas trop se prendre au sérieux. » Reste que les critiques se transforment en menaces de mort lorsqu'il

L'Algéro-Franco-Américain Wary Nichen et son gembri.

s'engage dans un sketch sur les Poilus pourtant loin d'être irrévérencieux vis-à-vis des soldats de la Grande Guerre... La blague portant sur une retranscription des codes du début du XX<sup>e</sup> siècle dans le monde actuel. « C'est un métier dangereux, on peut tomber sur des fous, ironise-t-il, mais le rire est fait pour extérioriser les crispations de la société et les interdits. »

Peut-on néanmoins jongler avec ce que certains taxent hâtivement de blasphème? Nordine Ganso a douté avant de parler de « cochonne halal » pour évoquer la rencontre entre son père congolais et sa mère maroco-algérienne. « J'avais plus peur de jouer cette scène à l'IMA qu'ailleurs, je me suis dit que le public était susceptible d'être musulman, mais je crois que c'est celui qui a le mieux marché », se réjouit le jeune humoriste. Grâce à ses cultures multiples, il s'autorise aussi à tourner le racisme en dérision, surtout celui qui oppose Maghrébins et Subsahariens.

## « Ne pas blesser »

Autre sujet brûlant pour tous les humoristes : le terrorisme. « J'ai regretté de ne pas voir émerger une espèce de Coluche après les attentats, de quelque origine que ce soit, capable de nous expliquer tout cela avec ses mots et ses blagues. Jusqu'à présent, les tentatives sont très timides, car c'est gravé dans notre chair, mais c'est pour ça qu'il faut en rire », estime Étienne de Balasy. C'est en se saisissant de l'attentat de 2014 contre le Parlement canadien qu'Orosemane s'est fait connaître des médias généralistes. « Je représentais cette femme portant un voile qui en avait marre que de prétendus musulmans commettent des attaques terroristes en son nom. » Sa recette : « Beaucoup d'amour et de bienveillance ». Sa limite : « Ne pas blesser ». Mais cela n'a pas empêché les insultes et les menaces sur des pages favorables au jihad armé.

« À Alger, certaines blagues passeraient bien, mais moins



ALICE SIDOLI/IMA

dans l'intérieur du pays », estime Karim, spectateur algérois de l'IMA Comedy Club. Alors que nombre de jeunes talents n'ont jamais joué « au pays », Wary Nichen s'est engagé depuis longtemps dans son Algérie natale. Diplômé de cinéma, il tourne un court-métrage très critique envers le pouvoir lorsque Bouteflika se représente à la présidence, en 2013. Souvent, il s'inspire de l'actualité : « Quand il y a un éléphant dans la pièce, je ne peux pas l'ignorer », résume-t-il. Mais tous les humoristes ne souhaitent pas s'engager sur

Nordine Ganso, 23 ans, « étudiant le plus drôle de France 2017 ».

ces terrains. Question, parfois, de légitimité. « Je ne parle pas de politique tunisienne car je suis née et j'ai grandi en France. En plus, cela pourrait m'enfermer dans mon pays d'origine, et je n'en ai pas envie », explique Samia Orosemane. Elle revient pourtant d'une tournée à Tunis, à Sfax et à Sousse, où elle a ajouté à son show un passage en arabe pour raconter les travers des Tunisiens.

Née d'une mère juive algérienne, Laura Domenge se refuse à faire des blagues sur le judaïsme et sur le Maghreb et ne se hasarderait jamais à parler de politique marocaine. « Une fois, j'ai pointé le manque de liberté des femmes au Maroc et je me suis pris un torrent d'insultes. Ça m'a refroidie, je ne suis pas politicienne, je vois cela de l'extérieur, avec mes codes de fille qui a grandi en France dans un milieu bourgeois. »

Les inégalités sont pourtant un des créneaux de celle qui anime la chronique *Allô la vie* sur Wondher, média sur Instagram consacré à la condition des femmes. Et va jusqu'à assurer : « La loi contre les signes ostentatoires devrait s'appliquer aux connards en général, t'as le droit d'en être, mais chez toi. » [IM](#)

## DANS LE PIÈGE DE LA TOILE

Dans un monde où n'importe quel téléphone se transforme en caméra improvisée, la pression peut être grande. Certains tournent sept fois leur langue dans leur bouche avant de lâcher une blague, d'autres en réécrivent le texte au gré des réactions du public. « Avant, les petites scènes servaient de test, on pouvait se planter et ajuster le lendemain », se souvient le scénariste Tarik Seddak. Y a-t-il encore un droit à l'erreur ?

Effet loupe, uniformisation voire aseptisation, *bad buzz*... Devenu presque incontournable pour se faire connaître, sans garantie toutefois que les clics se transforment en achats de places de spectacle, le web grignote l'humour. « Les réseaux sociaux ont juste remplacé le café du commerce, les polémiques passent en quelques jours », poursuit Seddak. Le « bruit médiatique » laisse pourtant des traces.

« À partir du moment où vous vous faites mal comprendre, il est très difficile de se rattraper », complète Étienne de Balasy. Quelle que soit leur origine, les jeunes talents de l'Hexagone se frottent à une difficulté de taille. « Il y a des groupes en France qui commencent à dire qu'on ne peut pas rire de tout, et c'est la pire chose qui puisse nous arriver », prévient le metteur en scène.

C.L.

# Bonnes notes

Après avoir obtenu la médaille d'or du Conservatoire de Lille, Sofiane Pamart est devenu le pianiste préféré du rap français.

ARNAUD AUBRY

« **D**epuis tout petit, je sais que je vais tout péter quand je serai grand. » Sofiane Pamart ne s'excuse pas d'être ambitieux. Après tout, le jeune pianiste a déjà un beau tableau de chasse. À 28 ans, il a collaboré avec les plus grands du rap français : Kery James, Nekfeu, Vald... « Je suis très à l'aise avec le fait d'avoir de l'ambition. Ce n'est pas de l'arrogance, c'est de l'honnêteté », lâche celui qui s'est même surnommé le Piano King. Rien, pourtant, n'annonçait qu'il monterait un jour sur le trône.

À Hellemmes, dans la banlieue de Lille, il ne grandit pas entouré de musiciens, mais dans une famille de mineurs. Ses deux arrière-grands-pères ont creusé la terre pour nourrir les leurs. Son grand-père maternel a même traversé la Méditerranée depuis le Maroc pour donner un peu d'espoir à ses prochains. « Le sentiment du sacrifice pour la génération d'après est très fort dans notre famille, comme dans beaucoup de familles d'origine populaire », décrit avec poésie Sofiane, la langue aussi alerte que ses doigts sur un piano.

Tout petit, il bluffe ses parents en reproduisant sur un jouet la musique qu'il entend à la radio, lesquels décident de le mettre au piano, car, selon sa mère, c'est « le roi des instruments ». Très vite, il y excelle et goûte à la reconnaissance qu'il reçoit.

Son oncle l'emmène parfois dans les galeries marchandes qui disposent de pianos en libre accès : Sofiane joue, épate la galerie, et l'oncle récupère quelques numéros de téléphone de jeunes femmes... Le jeune garçon n'oubliera pas. À 7 ans, il entre au conservatoire de Lille, où ses prédispositions naturelles viennent rattraper le manque de régularité dans sa pratique... « J'aimais surtout me dépasser pour les auditions, les concerts. » Comme un champion qui se transcende pour un grand match. En 2007, c'est la consécration. Il obtient la médaille d'or du conservatoire

Le musicien est issu d'une famille de mineurs.



UNIVERSAL PUBLISHING EAZYFEURZ

de Lille pour son interprétation d'*Alborada del grazioso*, de Ravel, une pièce très technique.

## Sans filet

Malgré le prix, il se détourne du classique. Le jeune ambitieux veut jouer ses propres compositions. Il monte un groupe de rap avec des amis d'enfance, avant de se faire repérer et de commencer à collaborer avec des rappeurs aguerris : Médine sera le premier à lui faire confiance, l'entraînant avec lui des studios d'enregistrement jusqu'à la scène de l'Olympia. Depuis, Sofiane Pamart est devenu le pianiste du rap français. Avec son manteau pink panther chiné à Séoul et ses petites lunettes de soleil bleu électrique, c'est vrai qu'il a davantage le profil d'un rappeur fan de manga que d'un concertiste classique...

En novembre 2019, il a sorti son premier album solo, *Planet*. Plus besoin des rappeurs, Sofiane Pamart peut s'exprimer sans filet. On y entend aussi bien les inspirations du pianiste canadien Gonzales que celles du Japonais Joe Hisaishi, compositeur des bandes originales des films d'animation de Hayao Miyazaki. C'est à Taroudant, la ville de son grand-père, que la photo de l'album a été prise. Un premier clin d'œil avant de dédier peut-être un jour une chanson au Maroc, après avoir composé sur la Corée (le titre « Seoul »), le Japon (« Nagasaki ») ou encore la Colombie (« Medellín »)? « C'est plus facile de composer quand tu as de la distance. Avec le Maroc, je me mets trop de pression... », admet le pianiste, finalement faillible. **UA**

# Textiles d'exil

À 26 ans, la Soudanaise Mayada Adil, réfugiée politique en France, se sert de la mode pour exprimer son engagement féministe.

**KATIA DANSOKO TOURÉ**

**C'**est un parcours singulier que celui de Mayada Adil. Cette jeune femme au visage rieur a vu sa vie changer du tout au tout en novembre 2018, deux jours avant de quitter Khartoum pour Paris. À l'époque, la révolution n'a pas encore éclaté dans la capitale soudanaise, mais la colère gronde déjà. « J'étais en pleine rue, en train de parler à un ami, quand un officier de police m'a agressée parce que je ne portais pas mon hijab et que j'avais un piercing au nez. Il a attrapé ma blouse blanche et a essayé de me mettre la main au visage. J'ai, bien entendu, fini au poste, où j'ai voulu porter plainte. »

Mais là-bas, les agents du National Intelligence and Security Service (Niss) connaissent son nom. Elle est médecin dans les camps des Sud-Soudanais situés à Khartoum et dans la ville de Kosti pour le compte de l'Organisation mondiale de la santé. Elle est aussi créatrice de mode et voyage bien trop souvent, à leur goût, notamment au Kenya, où elle est parfois mannequin. « Ils avaient énormément d'informations sur moi. J'ai laissé tomber la plainte. J'ai eu peur, le jour de mon départ pour la France, qu'ils ne débarquent à l'aéroport pour m'arrêter. Peu après mon arrivée sur le sol français, la révolution a éclaté.

J'ai su que je ne pouvais plus rentrer au Soudan, je suis restée. »

Née à Khartoum, Mayada Adil a 7 ans lorsqu'elle doit rejoindre son père, agent de police qui, en 1989, s'est exilé en Arabie saoudite après le coup d'État du général Omar el-Béchr et l'instauration d'un régime militaire. « Avec ma mère, ancienne employée aéroportuaire, mon frère et ma sœur, j'ai grandi en Arabie saoudite jusqu'à l'âge de 18 ans. » Petite, elle était fascinée par les défilés de mode, partageait la passion des textiles avec sa mère et réalisait déjà ses propres croquis de créations.

## Mutilations génitales

En 2011, son pays a été coupé en deux après l'indépendance du Soudan du Sud. « Quand nous sommes rentrés, je n'ai pas reconnu Khartoum. Mes voisins originaires du Sud, avec qui j'avais joué petite, étaient tous partis. C'était franchement bizarre. » Étudiante en médecine au sein de la National Ribat University, elle se spécialise en gynécologie dans la perspective de travailler pour des organisations humanitaires. « Je me

**« J'ai suivi chaque étape de la révolution, notamment parce qu'elle était menée par des femmes, longtemps victimes d'un système oppressif. »**



ALAIN HERMAN

Défilé à l'Unesco, à Paris, en novembre 2019.

suis spécialisée sur la question des mutilations génitales dans les villages excentrés, mais aussi dans les camps de réfugiés qui ont échappé à la guerre civile au Soudan du Sud. À Khartoum, je me suis particulièrement rapprochée de trois femmes qui m'ont appris l'artisanat traditionnel en matière d'accessoires et de bijoux. Je leur parlais des collections de ma marque, Mayada, sur lesquelles je travaillais, et j'ai voulu collaborer avec elle », se souvient cette passionnée de mode et fervente féministe. « En 2019, j'étais en France, mais mon cœur était au Soudan. J'ai suivi chaque étape de la révolution. Et notamment parce qu'elle était menée par des femmes et que longtemps nous avons été les victimes d'un système oppressif. »



C'est en 2017 qu'elle crée sa première collection, Nubian Queen, dédiée aux femmes soudanaises. « J'ai dû la confectionner au Kenya. Je voulais rappeler aux Soudanaises l'héritage que les reines nubiennes, comme Amanishakhéto, leur ont laissé : énergie, force, élégance et majesté. » Les retours ne sont guère positifs : « Ce n'est pas dans nos traditions ni dans nos coutumes ; ce n'est pas comme ça que l'on s'habille », lui dit-on.

### Nouvelle collection

Dans le cadre de l'Africa Fashion Reception, initiative de l'Unesco, elle présente en novembre 2019 sa deuxième collection de vêtements et d'accessoires, Sudan and South Sudan, qui porte l'idée d'unifier les deux pays à travers une collection de sept pièces en satin, en laine, en coton ou en textiles traditionnels agrémentés d'objets du quotidien. « J'ai beaucoup travaillé sur les couleurs. À l'époque de l'occupation anglaise, les femmes portaient des tenues blanches qui étaient synonymes de résistance. Après l'indépendance, elles ont porté du bleu, qui signifiait joie et liberté. Le blanc que portaient les femmes pendant la révolution de 2019 avait le même sens. Mais le bleu était, cette fois, synonyme de tristesse pour les martyrs de cette révolution. » Aujourd'hui, la jeune femme suit une classe préparatoire aux Beaux-Arts de Paris tout en mettant sur pied ses propres projets. Elle prépare notamment une nouvelle collection avec deux autres réfugiés, somalien et tchadien, par le biais de l'association L'Atelier des artistes en exil. « La mode elle-même est politique », dit-elle. **JA**

## ET IL EST COMMENT LE DERNIER...

# Parker Bilal ?

NICOLAS MICHEL

**B**ien entendu, les inconditionnels du lymphatique et sympathique Makana, détective privé soudanais exilé en Égypte, retrouveront avec *La Cité des chacals* tout ce qui fait le sel de la série policière de Parker Bilal – pseudonyme du romancier anglo-soudanais Jamal Mahjoub. C'est-à-dire une intrigue habilement ficelée, une galerie de personnages aussi attachants que bien campés, un style vif relevé d'un humour pince-sans-rire, un regard désabusé mais pas exempt de tendresse sur la société contemporaine... et des scènes d'action où notre héros, incurable fumeur de Cleopatra, n'apparaît jamais comme un superjusticier mais toujours comme un empêcheur d'assassiner impunément.

### Corruption

*Les Écailles d'or, Meurtres rituels à Imbaba, Les Ombres du désert, Le Caire, toile de fond* et, aujourd'hui,

*La Cité des chacals* : à force de suivre les enquêtes de Makana, il devient impossible d'ignorer que Parker Bilal construit là une œuvre forte et ambitieuse dont l'objectif est de dépeindre le monde arabo-musulman au tournant du siècle. Un tournant qui commence un peu avant les attentats du 11 septembre 2001 et se poursuit avec les printemps arabes, une

dizaine d'années plus tard. Victime de l'islamisme radical dans son pays, le Soudan, Makana est un observateur privilégié de l'évolution du monde depuis la mégapole fiévreuse qu'est Le Caire, où se concentrent les contradictions d'une époque, où un individualisme triomphant prend le pas sur les idéaux de partage, où la corruption règne en maître, où les laissés-pour-compte et les assoiffés sont contraints de ramper aux pieds d'ultra-riches barbotant dans leurs jacuzzis. Avec Parker Bilal, la politique n'est jamais loin, et son regard est acéré. Jugez vous-

mêmes : « Quand les résultats des élections étaient tombés et que le président avait gagné comme prévu – quoique par un score de seulement quatre-vingt-dix-huit pour cent –, tout le monde l'avait applaudi, y compris les Américains, confirmant ce que chacun savait déjà dans la région, c'est-à-dire que les leaders occidentaux étaient une bande de flagorneurs hypocrites qui ne demandait pas



**La Cité des chacals**, de Parker Bilal, traduit par Gérard de Chergé, Gallimard, 464 pages, 21 euros

mieux que de regarder souffrir le peuple sous une dictature répressive tout en louant les bienfaits de la démocratie », écrit-il à propos de Hosni Mubarak et de ses soutiens... Quand aux romantiques, ils trouveront dans cet épisode l'ébauche d'une histoire d'amour, annonçant peut-être des jours plus heureux pour l'ancien flic qui perdit femme et enfant en fuyant son pays. **JA**

# Colères noires

Jeune talent extrêmement prometteur, Jamel Brinkley explore au fil de ses nouvelles les rêves et les désillusions de neuf Africains-Américains.

JULIE GONNET

« **J**'ai une âme tourmentée. Comme la plupart d'entre nous, j'imagine. Pas à cause d'une théorie du complot ou d'un truc du genre. Juste parce qu'on est noir et en vie », s'épanche Cuffy, l'un des personnages de *Lucky Man*. Dans ce recueil de nouvelles signé Jamel Brinkley, tous sont aux prises avec une réalité, un défi : être un homme – ou tenter de le devenir – dans l'Amérique contemporaine quand on est noir et issu d'un milieu défavorisé.

Au cœur de Brooklyn et du Bronx, où il a lui-même grandi, l'auteur nous fait entrer dans la vie de ces hommes comme par effraction, saisissant leurs états d'âme sur le vif. Le temps d'une sortie dans les beaux quartiers, un petit garçon touche du doigt la notion de privilège. Réunis pour un stage de capoeira, deux frères brisent le silence qui enveloppe leur enfance. Après douze années à l'ombre, un homme suit les traces de la femme de son ami disparu. « Les personnages m'intéressent quand ils sont



SHEEHAN/OPALE VIA LEEIMAGE

L'auteur saisit les états d'âme sur le vif.

vraiment eux-mêmes, explique l'écrivain, diplômé du prestigieux programme d'écriture créative de l'Université de l'Iowa. Je ne veux pas qu'ils soient éclipsés par des événements dramatiques. Les gens peuvent être fascinants dans leur vie quotidienne. »

## Horizon prison

Si les questions de race ou de classe ne sont jamais traitées directement, elles sont indissociables de la trajectoire de ces hommes. Dans « La Parade de J'ouvert, 1996 », un adolescent souffrant de l'absence de son père, détenu, peine à s'imaginer un autre horizon que celui de la prison. « C'est

peut-être ce qui pourrait m'arriver de mieux. Si c'est écrit, comme on dit. Si tout le monde s'y retrouve », lâche-t-il, entre provocation et résignation. La scène se déroule après l'adoption de la loi Clinton sur le contrôle des crimes violents, aujourd'hui perçue comme désastreuse, en grande partie responsable du taux d'incarcération record des Noirs aux États-Unis (près de six fois supérieur à celui des Blancs, selon l'ONG The Sentencing Project). « On considère souvent que les hommes noirs sont naturellement enclins aux crimes et à la violence. Mettre en lumière l'une des causes structurelles de leur haut taux d'emprisonnement est pour moi une manière de combattre ces préjugés », affirme Jamel Brinkley.

## Goût d'inachevé

Finaliste du National Book Award, il posait en 2018 pour le *New York Times* aux côtés de trente et un auteurs noirs « produisant, selon le quotidien américain, une littérature essentielle pour comprendre notre pays et sa place dans le monde aujourd'hui ». « Je ne veux pas imposer à mes lecteurs une morale, un message, nuance-t-il. Je préfère laisser l'histoire entre leurs mains. » D'où, peut-être, ce goût d'inachevé qui ponctue certaines des neuf nouvelles de ce tout premier recueil... L'auteur en peaufine actuellement d'autres, très attaché à un genre dont il dit être littéralement « tombé amoureux ». Mais il avoue céder, peu à peu, à la tentation du roman. ■



**Lucky Man**, de Jamel Brinkley, traduit par France Camus-Pichon, Albin Michel, 336 pages, 23,49 euros



MIAMI HERALD/TNS/ABACA

Après le passage de l'ouragan Dorian, sur l'île de Great Abaco, aux Bahamas, en septembre 2019.

# Pollution coloniale

Dans un essai particulièrement dense, le philosophe Malcom Ferdinand développe une réflexion originale autour de l'« écologie décoloniale ».

## JULES CRÉTOIS

**M**alcom Ferdinand commence son livre *Une écologie décoloniale* sur un constat : dans les universités, les questions environnementales et coloniales, deux sujets en vogue, ne dialoguent pas. « Penser l'écologie depuis le monde caribéen », sous-titre de l'ouvrage de ce docteur en philosophie, entend démontrer que la crise écologique a pourtant beaucoup à voir avec les systèmes de domination du Nord sur le Sud.

Ainsi la Caraïbe est, selon lui, « l'œil de la tempête » : « Si elle contribue peu au réchauffement climatique, celui-ci a pour conséquence d'accroître l'intensité des cyclones qui

frappent la région. » L'exploitation du territoire y aggrave la situation : « L'érosion causée par la déforestation [...] accroît le volume des inondations et les dégâts causés par chaque cyclone. » Tout du long, l'auteur file une métaphore : celle du navire négrier pris dans la tempête comme image du monde face à la crise écologique. Si tous les humains sont à bord du même bateau, certains sont dans les cales, voire jetés par-dessus bord par ceux qui s'arrogent les moyens de la survie.

Si l'ouvrage est dense, il ouvre la réflexion sur un fait rarement traité : la colonisation a été caractérisée par des « échanges écologiques inégaux ». Les nations impériales ont externalisé les charges environnementales



**Une écologie décoloniale,**  
Malcom Ferdinand,  
Seuil,  
464 pages,  
24,50 euros

de leur enrichissement. Ainsi, dès les premières plantations, ces nations ont exploité les nutriments des sols caribéens, amoindrissant leur fertilité. L'histoire résonne avec l'actualité, et l'auteur revient sur une affaire qui occupe encore les tribunaux : l'utilisation d'un pesticide cancérigène, le chlordécone, dans les bananeraies antillaises jusque dans les années 1990.

## Penseurs africains

Ferdinand propose de redécouvrir certaines pratiques écologiques : « Dans les Antilles françaises, la communauté de destin des forêts et des marrons fut telle qu'il est possible de suivre le développement du marronnage selon l'évolution de la couverture forestière des îles. [...] L'écologie des marrons se remarque à leur attitude défensive à l'encontre des autorités qui souhaitaient défricher... » Cette invitation à repenser la séparation entre les mondes humain et non humain résonne avec les propos de penseurs africains, tel Achille Mbembe, qui se souviennent de traditions précoloniales où l'homme entretenait avec les autres espèces des rapports très différents de ceux imposés par la modernité capitaliste. L'auteur revendique cette proximité avec le monde intellectuel africain. Comme la Caraïbe, l'Afrique a été intégrée dans un écosystème dicté par le Nord. L'industrie nucléaire française s'est ainsi bâtie sur l'exploitation des mines au Gabon, à Madagascar et au Niger, et sur les essais effectués en Algérie. Thomas Sankara le disait ainsi : « L'impérialisme est le pyromane de nos forêts et de nos savanes. » **JA**

EN KIOSQUE LA REVUE N° 88

# La Chine (et le monde) dans la tourmente



La Revue n° 88, mars-avril 2020, 164 pages, 9,90 euros, 4 000 F CFA

OLIVIER MARBOT

**À LA UNE**  
**PÉKIN FACE AU CORONAVIRUS**

Alors que l'épidémie de Covid-19, née dans la province chinoise du Hubei, prend des proportions mondiales, *La Revue* consacre un dossier exceptionnel à la Chine, avec en particulier une longue interview de l'ambassadeur en poste à Paris, Lu Shaye. Le diplomate passe en revue les nombreux défis que doit encore relever la deuxième puissance économique du monde. Les questions de l'impact économique, politique, diplomatique et psychologique de la crise du coronavirus sont également au menu.



développement (153 milliards) ou les investissements directs étrangers des entreprises (344 milliards). Alain Faujas décrypte ce phénomène que les Anglo-Saxons ont baptisé *remittances*.

**DÉMOGRAPHIE**  
**UN MONDE SANS ENFANTS**

La population mondiale continue, certes, à augmenter, en particulier en Afrique, où on table sur 2 milliards d'habitants à l'horizon 2050. Mais cette évolution est très inégale selon les continents, souligne Dominique Mataillet, qui analyse la dynamique démographique de l'Europe et celle des États-Unis.

**ALGÉRIE**  
**BOUTEFLIKA INCONNU**

Alors que vient de paraître en librairie l'ouvrage *Bouteflika. L'histoire secrète*, de notre confrère Farid Alilat, Renaud de Rochebrune livre une analyse de cette biographie de l'ancien président algérien et évoque les révélations qu'elle contient. À la lecture, explique-t-il, on découvre une personnalité bien plus complexe que ce que l'on pouvait supposer.



**MAHAMAT-SALEH HAROUN**  
**LE CINÉMA PEUT-IL CHANGER LE MONDE ?**

Ancien ministre, cinéaste célèbre et romancier apprécié, le Tchadien Mahamat-Saleh Haroun espère être présent à Cannes avec son nouveau long-métrage. Il s'est confié à *La Revue* dans une longue interview.



**ARGENT DES DIASPORAS**  
**PREMIÈRE SOURCE DE FINANCEMENT DES PAYS PAUVRES**

En 2019, les transferts d'argent des travailleurs immigrés vers leur pays d'origine, africains en particulier, ont représenté 550 milliards de dollars. Une manne pour les pays pauvres, loin devant l'aide publique au



**SECRET D'HISTOIRE**  
**VALENTINE DE SAINT-POINT, L'AMAZONE DE L'ISLAM**

Coqueluche du Tout-Paris de la Belle Époque, née à Lyon en 1875 et morte au Caire en 1953, Valentine de Saint-Point a quitté la France pour l'Égypte, où elle s'est convertie à l'islam, menant une vie d'aventures et multipliant les scandales. Un parcours hors du commun que raconte Fawzia Zouari.



## Annnonce pour Avis d'Appel d'Offres International

La Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIMAU) est mandatée par l'Etat béninois pour la conduite de certains projets du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

Dans ce cadre elle sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les deux projets ci-après:

### I- Projet de Construction du Pôle Agroalimentaire de l'Agglomération du Grand Nokoué à Abomey-Calavi.

Les travaux sont répartis en quatre (4) lots comme suit :

- LOT 1 : Construction des Voiries et Réseaux Divers (VRD) y compris les voies de circulation intérieures ;
- LOT 2 : Construction des Entrepôts/Marché de Gros et d'un poste de péage (structures métalliques) ;
- LOT 3 : Construction des bâtiments administratifs, restaurant, maquis et locaux annexes ;
- LOT 4 : Construction d'un abattoir.

### II- Projet de Construction d'une Cité ministérielle à Cotonou.

Les travaux en lot unique comprennent :

- Dix (10) bâtiments ministériels R+5 dont un bâtiment avec data center ;
- Un (01) bâtiment R+3 pour Parking et Restaurant ;
- Des ouvrages connexes et aménagements divers (locaux techniques, guerites, galerie couverte, parking, voirie et réseaux divers).

Les candidats qui le souhaitent peuvent proposer une offre de financement et indiquer les conditions (optionnel).

Les candidats intéressés par cette annonce sont invités à consulter les deux avis d'appel d'offres complets sur le site : [www.simaubenin.com](http://www.simaubenin.com) dans la rubrique « APPEL D'OFFRES ».

## Retrouvez

## toutes

## nos

## annonces

## sur le site :

[www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

APPEL D'OFFRES

ROYAUME DU MAROC - OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)  
Branche Eau - DIRECTION APPROVISIONNEMENTS ET MARCHÉS

**Renforcement de l'AEP de la région Souss Massa (Grand Agadir, axe Biougra, axe Massa), à partir de la future station de dessalement, prévue dans la zone de Tifnit, et l'extension de la station de traitement de TAMRI- Lot: ligne électrique.**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL LIMITÉ AUX PAYS MEMBRES  
N° 14/DAM/ET/2020 - Séance publique**

**Le présent avis d'appel d'offres suit l'avis général de passation des marchés du projet paru dans le magazine  
JEUNE AFRIQUE N° 2777 du 30 mars au 5 Avril 2014**

La Direction Approvisionnement et Marchés de l'ONEE - Branche Eau, sise à Rabat lance le présent appel d'offres qui concerne le **renforcement de l'AEP de la région Souss Massa (Grand Agadir, axe Biougra, axe Massa), à partir de la future station de dessalement, prévue dans la zone de Tifnit, et l'extension de la station de traitement de TAMRI - Lot : ligne électrique.**

Le financement du projet sera assuré par La Banque Islamique pour le Développement (BID).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à **8.612.000,00 DH TTC.**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **172.240,00 DH** ou son équivalent en devise librement convertible.

Une visite des lieux facultative est prévue le jeudi 16 Avril 2020 à 10:00 à partir de la direction régionale de sud (DR1).

Le dossier d'appel d'offres est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

**Bureau des marchés de la Direction Approvisionnements et Marchés - Branche Eau : Bâtiment G, Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - code postal : 10220 - Rabat,  
Tél. : (+ 212) 0537 66 72 56 - Fax : (+212) 0537 66 72 22**

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.

En cas d'envoi du dossier d'appel d'offres par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE - Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau des marchés de la Direction Approvisionnements et Marchés - Branche Eau : à l'adresse citée ci-dessous, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau des marchés de la Direction Approvisionnements et Marchés - Branche Eau : à l'adresse citée ci-dessous, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le mercredi 20 Mai 2020 à 10:00 à la Direction Approvisionnements et Marchés - Branche Eau (Bâtiment G) à l'adresse : Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - code postal : 10220 - Rabat.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, prière de contacter la division Achats projets Eau potable de la Direction Approvisionnements et Marchés de l'ONEE - Branche Eau - Adresse : Bâtiment C, Station de traitement, Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - code postal : 10220 - Rabat - Fax : (+212) 0537 66 72 22

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
UNION – DISCIPLINE - TRAVAIL

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

AGENCE DE GESTION DES ROUTES



**PROJET DE RENFORCEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE KANAWOLO - KORHOGO**

**547/2020**

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
POUR LA SÉLECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DU CONTRÔLE ET SURVEILLANCE  
DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE KANAWOLO - KORHOGO**

1. Le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a obtenu de la BOAD des fonds afin de financer partiellement les travaux de renforcement de la route Kanawolo - Korhogo, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services (prestations intellectuelles) objet du présent avis à manifestation d'intérêt.
2. Les services comprennent le contrôle et surveillance du projet à savoir :
  - i) La validation des études techniques, ii) le suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation de l'impact du projet sur l'environnement et iii) le contrôle et la surveillance des travaux (la supervision générale de l'exécution des travaux et l'exécution du marché de travaux de l'entreprise, le contrôle technique et la surveillance des travaux, le suivi financier de l'exécution des travaux, la rédaction des rapports périodiques, l'assistance à la réception provisoire et définitive des travaux).

La durée de la prestation est de trente (30) mois y compris douze (12) de période de garantie.

Le projet a pour objet, le renforcement de la route Kanawolo – Korhogo sur 99 Km dont l'aménagement de 9 Km de traversée urbaine en 2x2 voies, la construction de deux (02) échangeurs (Kanawolo et Torgokaha), d'une passerelle, d'un parking gros porteur et l'aménagement de trois carrefours à Korhogo. Il est également prévu des infrastructures sociales et le bitumage de 9 Km dans les sous-préfectures de Tioronrandougou (3 Km), de Napié (3 Km) et de Torgokaha (3 Km).

La structure de chaussée retenue pour le renforcement est la suivante : i) le recyclage de la route existante sur une épaisseur de 25 cm avec une amélioration au ciment de 3% ; ii) la mise en œuvre d'une monocouche en double gravillonnage ; et iii) la mise en œuvre d'un revêtement en béton bitumineux sur une épaisseur de 6 cm sur la chaussée et 3 cm sur les accotements. Pour l'élargissement et l'aménagement, il est retenu la structure suivante : i) une couche de forme de 20 cm en graveleux latéritique naturel ; ii) une couche de fondation de 20 cm en graveleux latéritique naturel iii) une couche de base de 20 cm de graveleux latéritique amélioré au ciment à 4% ; et iv) un revêtement en béton bitumineux sur une épaisseur de 6 cm sur la chaussée et 3 cm sur les accotements. Les trottoirs seront traités en pavés autobloquants de 8 cm d'épaisseur.

3. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience, les qualifications du candidat dans le domaine des prestations et notamment les références concernant l'exécution de marchés analogues, l'organisation technique et managériale du cabinet, les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels, le chiffre d'affaires moyen annuel sur les trois dernières années ou sur la période d'existence du cabinet, la période la plus courte étant retenue.). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 15 pages environ. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

**Les soumissionnaires seront évalués sur la base de la grille de notation en annexe du présent avis. La note minimale requise pour figurer sur la liste restreinte est de 50 points sur 100.**

**NB : Un candidat qui présente plus d'une offre, seul et/ou en groupement, sera disqualifié.**

4. Une liste des candidats qui ne saurait être supérieur à six (6)<sup>1</sup>, présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières sur la base du Dossier de demande de Propositions qui leur sera remis pour la réalisation des services requis ; un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection basé de la qualité technique et du montant de la proposition (sélection qualité coût).
5. La procédure de la présente manifestation d'intérêt sera conduite en application des Directives pour la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement.
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes.

**M. P. DIMBA, Directeur Général de l'AGEROUTE ou M. MEITE Mamadou, Directeur des Marchés et Contrats de l'AGEROUTE**

**Sise Avenue Terrasson de Fougères - 08 BP 2604 ABIDJAN 08**

**TÉL.: (225) 20 25 10 00 / 20 25 10 02 / 20 25 14 82 - Fax : (225) 20 25 10 23**

**Site web : [www.ageroute.ci](http://www.ageroute.ci) - Email : [ageroute@ageroute.ci](mailto:ageroute@ageroute.ci) et copie à [mameite@ageroute.ci](mailto:mameite@ageroute.ci)**

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures (heures GMT) du lundi au vendredi.

**NB : Une version numérique en Word (sur CD ROM gravé) de l'offre, devra être jointe obligatoirement. Toutefois, la version papier fait foi.**

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-après :

**AGEROUTE**

**Secrétariat de la Direction des Marchés et Contrats**

**Sise Avenue Terrasson de Fougères - 08 BP 2604 ABIDJAN 08**

**TÉL. : (225) 20 25 10 00/20 25 10 02 / 20 25 14 82 - Fax : (225) 20 25 10 23**

**Site web : [www.ageroute.ci](http://www.ageroute.ci) - Email : [ageroute@ageroute.ci](mailto:ageroute@ageroute.ci) et copie à [mameite@ageroute.ci](mailto:mameite@ageroute.ci)**

<sup>1</sup> Conformément au paragraphe 2.5 de la directive relative à la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement.

**Au plus tard le :**

**Date : 26 mars 2020 - Heure : 10 h 00 GMT**

**P. DIMBA DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGEROUTE**

**Annexe : Grille de notation**

| <b>Critère</b>   | <b>Note pour le critère</b>   |
|--|---|
| <b>1. Nature des activités du candidat et relation avec le domaine des prestations</b>   | 15 points   |
| <b>2. Nombre d'années d'expérience</b><br>< 5 ans<br>Entre 5 et 10 ans<br>> 10 ans   | 10 points<br>0 point<br>5 points<br>10 points                             |
| <b>3. Qualifications du candidat dans le domaine des prestations</b> Durant les dix dernières années (joindre les attestations ou les pages de garde et de signature des contrats) :<br>• Etudes (ou revues) d'APD de projets de construction de routes neuves revêtues ou renforcement de chaussées, en enrobés chauds dont 2,5 points par mission ;<br>• Mission de contrôle et surveillance des travaux de construction de routes neuves revêtues ou renforcement de chaussées, en enrobés chauds dont 3 points par mission.<br>• Mission de contrôle et surveillance de travaux de construction d'ouvrage d'art (échangeur), dont 5 points par mission | 30 points<br>5 points<br>15 points<br>10 points                           |
| <b>4. Organisation technique et managériale du cabinet</b><br>a. Très bien<br>b. Assez bien<br>c. Passable<br>d. Médiocre  | 10 points<br>8-10<br>6-7<br>4-5<br>1-3                                    |
| <b>5. Qualifications générales et nombre de personnels professionnels</b><br>• Nombre d'ingénieurs routiers génie civil<br>a. Un ingénieur :<br>b. Deux Ingénieur :<br>c. Cinq ingénieurs :<br>d. Dix ingénieurs :<br>e. Plus de dix ingénieurs :  | 35 points<br>5 points<br>10 points<br>20 points<br>30 points<br>35 points |
| <b>Total</b>   | <b>100 points</b>   |

**Programme des Nations Unies pour le développement**

**AVIS DE VACANCE DE POSTE**



*Au service des peuples et des nations*

**1. Informations sur le poste**

- **Titre du Poste :** Économiste National(e)
- **Modalité contractuelle :** FTA (Fixed Term Appointment)
- **Grade :** NOD
- **Durée du contrat :** 1 an renouvelable
- **Lieu d'affectation :** Nouakchott - Mauritanie
- **Date limite de soumission :** 31 mars 2020

**2. Contexte :** Guidé et supervisé directement par l'Économiste Principal, et sous l'autorité du Représentant Résident, l'Économiste National(e) appuie de manière efficace le PNUD et l'Équipe Pays des Nations Unies dans la préparation et la mise en œuvre des processus et produits du programme du pays, y compris le Document de Programme du Pays (CPD), Bilan Commun de Pays (CCA), et le Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD), tout en assurant leur adéquation avec les plans et priorités de développement national (voir les TDR pour plus de détails).

**3. Résumé des fonctions essentielles :**

- Appui efficace au PNUD et UNCT pour la préparation et la mise en œuvre de programme, processus et produits du pays, y compris CPD, CCA et CPDD.
- Conseils aux partenaires du Gouvernement et facilitation en vue de l'acquisition et de la gestion de la connaissance.
- Développement de partenariats stratégiques et soutien à la mobilisation de ressources.
- Plaidoyer et promotion de la sensibilisation au mandat et à la mission des Nations Unies et du PNUD.

**4. Impact des résultats :** Les résultats essentiels du poste renforcent les contributions du PNUD au dialogue sur les politiques nationales et accroît l'impact des politiques des programmes et projets du PNUD et des Nations Unies en Mauritanie ont un impact sur

l'élaboration des programmes et la création de partenariats stratégiques, l'atteinte des objectifs de mobilisation de ressources et la visibilité du PNUD dans la discussion et l'analyse des politiques économiques.

**5. Qualifications :**

- **Éducation :**  
- Avoir un Master ou diplôme équivalent en Économie, Économétrie, Statistique ou autres discipline connexe
- **Expérience :**  
- Au moins Sept (7) années d'expérience pertinente au niveau national,  
- Expérience approfondie dans la recherche et l'analyse au niveau politique.  
- Expérience avérée dans la conception, le suivi et l'évaluation de projets de développement.  
- Expérience dans l'utilisation de l'outil informatique et de logiciels de bureau, l'utilisation de systèmes de gestion basés sur le web et de programmes avancés d'analyse de données statistiques.  
- Une expérience avec le Système des Nations Unies est un atout.
- **Langue :**  
- Maîtrise du Français.  
- La connaissance de l'Anglais est souhaitable.

**6. Soumission en ligne des dossiers de candidatures :** Les dossiers de candidatures seront uniquement soumis électroniquement au plus tard le **31 mars 2020** via le lien ci-après : [https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=28034&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&hrs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=28034&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2)

**Veuillez attacher votre CV détaillé.**

**LES CANDIDATURES FÉMININES SONT FORTEMENT ENCOURAGÉES**

**République du Bénin**

**SOCIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DU BÉNIN (SIRB SA)**

**Recrutement d'un(e) Directeur(riche) Général(e)**

**1. Contexte**

Créée par décret n° 2018 - 133 du 18 avril 2018, la Société des Infrastructures Routières du Bénin (SIRB SA) est une Société Anonyme administrée par un Conseil d'Administration. Aux termes de ses statuts, elle a pour missions :

- de gérer, développer et entretenir, l'ensemble des infrastructures routières exceptées les pistes rurales, les routes sans péage et toutes autres infrastructures routières expressément exclues de sa gestion ;
- d'effectuer ou de participer à la mobilisation de financements appropriés pour la réalisation des infrastructures routières entrant dans le champ de son objet social ;
- d'exploiter ou de faire exploiter les péages et services annexes et d'organiser la sécurisation des ressources issues de l'exploitation du réseau routier ;
- la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ;
- et plus généralement toutes opérations économiques entrant dans l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement.

La SIRB S.A a démarré ses activités en janvier 2019 et assure la gestion des postes de péage/pesage du Bénin depuis le 1<sup>er</sup> Juin 2019.

Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par le Gouvernement de la République du Bénin, le Conseil d'Administration de la SIRB SA recherche un(e) Directeur(riche) Général(e) pour la société.

**2. Missions et responsabilités du poste**

Sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration, le(a) Directeur(riche) Général(e) a pour mission la gestion technique, financière et administrative de la SIRB SA et la représente dans ses rapports avec les tiers. A ce titre, il est chargé de :

- assurer la gestion cohérente et rationnelle de l'ensemble des activités de l'entité ;
- identifier, analyser et faire valider les opportunités de développement par les instances habilitées ;
- assurer l'optimisation de l'exploitation des postes de péage et améliorer la rentabilité de ces postes ;
- coordonner les activités devant concourir à la modernisation des postes de péage et pesage ;
- veiller au développement du réseau des postes de péage et réseau routier à charge de la SIRB SA ;
- préparer les sessions du Conseil d'Administration et assurer l'exécution des décisions dudit Conseil ;
- préparer et soumettre à l'adoption du Conseil d'Administration, le budget et le programme annuel d'activités de l'entité ainsi que ses comptes annuels ;
- assurer la gestion optimale des ressources humaines, financières, matérielles, techniques, et autres de la structure ;
- veiller à la conformité des actions de l'entité relativement aux lois et règlements qui lui sont applicables ;
- veiller à la mise en œuvre des autres attributions de la SIRB SA et non encore opérationnelles ;
- assurer toutes autres tâches à lui confier par le Conseil d'Administration et entrant dans le cadre de ses fonctions.

**3. Qualification et profil recherchés**

**3.1 Qualifications générales**

- Être de bonne moralité et être physiquement apte à occuper le poste ;
- avoir un sens aigu de responsabilité ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins quinze (15) ans ;
- avoir un bon niveau de culture générale et une maîtrise de l'outil informatique ;
- avoir une parfaite connaissance du français, la connaissance de l'anglais

étant un atout ;

- avoir un esprit d'équipe et faire preuve de sociabilité et de disponibilité permanente avec une méthode de travail synthétique ;
- être capable de répondre aux exigences de la société et de s'adapter à toute nouvelle orientation qui pourrait être définie ultérieurement ;
- être reconnu(e) pour son esprit d'initiative, son sens de l'éthique, de rigueur et de responsabilité ;
- être capable d'animer une équipe multiculturelle et de travailler sous pression ;
- être âgé(e) de 35 ans au moins et de 65 ans au plus au 31 mars 2020 ;
- être disponible dans un délai raisonnable.

**3.2 Qualifications spécifiques**

- Justifier d'un niveau de formation supérieure (BAC + 5 au minimum) en science de gestion, management, économie ou travaux publics ;
- avoir une expérience significative à un poste de responsabilité dans une grande entreprise présentant une complexité comparable à celle de la SIRB SA ;
- avoir une bonne connaissance de l'exploitation des postes de péage ;
- avoir une bonne connaissance des procédures de levée de fonds sur les marchés financiers ;
- avoir des aptitudes confirmées en négociation, organisation, planification et supervision.

**4. Pièces à fournir**

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae détaillé ;
- les copies des diplômes et attestations ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois à la date limite de remise du dossier de candidature ;
- une indication du délai de disponibilité du candidat.

**5. Lieu du poste**

Cotonou en République du Bénin. Des missions à l'intérieur du pays seront nécessaires.

**6. Date limite de dépôt**

Les dossiers de candidature devront être soumis, sous pli fermé, au plus tard le **lundi 20 avril 2020 à 12 heures 00**, au secrétariat du Président du Conseil d'Administration de la SIRB SA sis à l'immeuble 'SCI TRAIT D'UNION', rue Obama Beach, quartier Ahouanlèko, Cotonou. Le pli doit porter la mention « Recrutement du Directeur Général de la SIRB SA ».

Les dossiers de candidature peuvent également être transmis en version électronique (version scannée) aux adresses électroniques suivantes (toutes les trois (3) adresses obligatoirement) :

e-mail : [skpenou@sirb.bj](mailto:skpenou@sirb.bj), e-mail : [sgainsi@sirb.bj](mailto:sgainsi@sirb.bj),  
e-mail : [nsagbo@presidence.bj](mailto:nsagbo@presidence.bj).

**7. Besoin d'information**

Pour toute information complémentaire, prière s'adresser à :

**Madame Sarah Kpenou, e-mail : [skpenou@sirb.bj](mailto:skpenou@sirb.bj), Tél. : (00 229) 94 94 49 49.**

**Madame Sandrine Gainsi, e-mail : [sgainsi@sirb.bj](mailto:sgainsi@sirb.bj), Tél. : (00 229) 95 59 35 05.**

**Madame Nathalie Sagbo, e-mail : [nsagbo@presidence.bj](mailto:nsagbo@presidence.bj), Tél. : (00 229) 64 10 10 18.**

*Le Président du Conseil d'Administration*  
**Hervé HEHOMEY**



# LE COURRIER DES LECTEURS

Envoyez-nous vos réactions, vos réflexions, vos coups de gueule ou de cœur à [courrier@jeuneafrique.com](mailto:courrier@jeuneafrique.com) ou au **57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris**

## SONDAGE 1

### La vie selon les 18-24 ans

Dans JA n° 3087, François Soudan dissèque les résultats d'un sondage très instructif. À l'analyse des réponses aux questions qui leur ont été posées, il apparaît que, pour les 18-24 ans, on vit mieux dans les pays où la présence de l'ancienne colonie est moins prégnante. Et l'image de la France semble particulièrement abîmée dans les pays francophones...

Je pense que ces deux entités sont à l'image d'un vieux couple dans lequel, usure du temps oblige, chacun des partenaires fait désormais plus attention aux défauts de l'autre qu'à ses qualités. Et si la jeunesse de l'Afrique francophone semble davantage apprécier le *soft power* américain, britannique et chinois, c'est que, tel un conjoint insatisfait, elle s'imagine qu'un amant aura forcément mieux à lui offrir. Gare à la désillusion. L'amant pour qui on abandonne un vieux compagnon peut se révéler bien pire, passé la période de cristallisation.

**LAURENCE PENDA MADIBA**, Douala, Cameroun

## SONDAGE 2

### Le panafricanisme n'est pas mort

Merci à François Soudan d'avoir porté à notre connaissance les résultats du sondage qu'il évoque dans son éditorial (*JA n° 3087 du 8 au 14 mars*). Les jeunes des pays étudiés semblent avoir bon moral, et c'est une nouvelle encourageante. L'immense majorité d'entre eux pensent qu'ils vivront mieux dans deux ans, j'aimerais être aussi optimiste...

La mauvaise image de la France auprès de cette catégorie de la population ne m'étonne pas. On voit régulièrement, dans nos villes, se manifester cette francophobie qui semble avoir repris de la vigueur ces dernières années. Le point le plus positif, à mes yeux, est l'enthousiasme de la majorité des jeunes pour cette idée d'« identité commune » que partageraient les Africains. Le panafricanisme n'est donc pas mort, et les jeunes continuent d'adhérer à cette belle idée. On sait que les sondages ne sont pas toujours fiables, mais, cette fois au moins, j'ai très envie d'y croire.

**DJENEBA KONÉ**, Abidjan, Côte d'Ivoire

## CAMEROUN

### L'après-Biya : que de spéculations chez JA !

Je tiens à vous faire part de mon désaccord persistant quant à la manière dont votre journal traite de la transition politique [à venir] au Kamerun. En plus d'entretenir un climat complotiste plutôt que d'informer le public, vous trompez votre lectorat sur la façon dont le prochain président camerounais sera désigné. Après avoir spéculé sur la possibilité pour Laurent Esso, René Sadi et Franck Biya de succéder à Paul Biya, vous évoquez à présent l'idée d'une guerre de succession entre Ferdinand Ngoh Ngoh et Louis Paul Motaze. Ces spéculations sont inappropriées et dangereuses.

Le prochain locataire du palais d'Etoudi sera choisi lors d'une élection, conformément à l'article 6 de la Constitution. Je vous invite à étudier ces dispositions constitutionnelles avant d'élaborer le scénario de l'après-Biya. De nombreuses personnes dans son entourage caressent peut-être le rêve de se voir confier les rênes du pouvoir au mépris de la Constitution. Un journal de votre rang devrait opposer à ces élucubrations mégalomaniaques les dispositions constitutionnelles en vigueur. Vous devriez vous interroger, premièrement, sur la possibilité pour telle ou telle personne d'être investie comme candidat du parti au pouvoir et, deuxièmement, sur sa capacité à l'emporter face à un solide candidat de l'opposition. Faire fi de ces considérations est une faute journalistique, caractéristique de votre culture [françafrique].

Veillez donc nous épargner le récit complaisant des complots autour de la prétendue succession de Paul Biya. Il n'y a pas de succession sans élection pluraliste, et le résultat d'un tel scrutin ne peut être traité qu'au conditionnel, en tenant compte de l'opposition et en excluant le tuteur français.

**BEN AKIH-KUMGEH**, New York, États-Unis

**Réponse:** Traiter de la situation politique du Cameroun n'est pas aisé. Nous aussi espérons que le prochain président sera choisi lors d'une élection. Mais notre rôle n'est pas de nous croiser les bras en attendant que l'élu sorte des urnes comme un diable de sa boîte. Notre travail consiste à identifier les éventuels prétendants afin de décrypter leurs projets et de questionner leur sincérité... Dans un contexte particulier, où l'ambition, légitime, est malheureusement obligée d'avancer masquée, la tâche est certes plus ardue, mais, nous en sommes convaincus, nécessaire.

**GEORGES DOUGUELI**





## Mektoub\*, mais pas trop

**L**orsque l'épidémie de coronavirus s'est déclarée en Chine, de curieuses cartes ont fleuri sur Facebook montrant ce miracle : dans l'empire du Milieu, les régions habitées par les musulmans étaient épargnées, tandis que la maladie faisait des ravages auprès des adeptes d'autres religions. D'ailleurs, le virus n'était alors que la manifestation de la colère divine, Allah ayant voulu punir la Chine de s'en être pris aux Ouïgours, ces martyrs de l'islam. Puis il a fallu se rendre à l'évidence : le virus ne faisait de cadeau à aucune religion ni aucune communauté. Les cartes ont donc disparu, et les voix se sont tues.

Mais une autre conviction s'est vite forgée : en pays d'islam, il ne faut rien craindre, on a les moyens de vaincre l'ennemi. L'ordonnance et les remèdes se trouvent consignés depuis quatorze siècles. Les premiers musulmans ont édicté le principe de la quarantaine, qui commande de rester confiné dans le pays où l'on se trouve lorsqu'une épidémie se déclare. Ils ont fixé des règles pour l'abattage des animaux, prôné le bannissement des cochons. Ils ont déconseillé de manger les chauves-souris, que la tradition bénit parce que, selon un hadith, l'épouse du Prophète, Aïcha, aurait affirmé que ces mammifères volants avaient tenté d'éteindre avec leurs ailes un feu qui s'était déclaré dans la Grande Mosquée de Jérusalem.

En outre, l'islam aurait su dès le départ le comportement social adéquat en de telles circonstances : les cinq ablutions précédant les prières permettent aux fidèles de respecter les règles de l'hygiène et, au vu du spectacle de ces hordes qui s'arrachent les masques, on comprend l'utilité originelle du niqab : « *Sobhan Allah!* s'exclame un barbu de France. Nous ne serons plus lynchés parce que nous refusons de serrer la main ou parce que nos femmes se couvrent le visage! »

Les plus fatalistes, parmi les croyants, sont persuadés pour leur part que, même contaminé, il ne faut pas se rebeller, notre destin à tous est tracé d'avance, Dieu décide du mal et le guérit, autant Le laisser gérer l'affaire tout seul. C'est ainsi que beaucoup de musulmans continuent de vivre normalement, en embrassant, en mangeant dans le même plat, et l'un d'eux, un fidèle iranien, alla jusqu'à lécher les murs d'une mosquée – affirmant que personne ne peut être atteint dans la maison d'Allah.

Hélas! Réellement atteint – et jusqu'en la personne de son vice-président –, le gouvernement iranien a ordonné de supprimer le prêche du vendredi : on a beau dire, avoir

le nez dans les pieds du voisin et la bouche sur un tapis humecté par la salive de centaines d'autres n'est pas de la meilleure prudence. L'Arabie saoudite, quant à elle, a dû prendre des mesures plus douloureuses, au risque de perdre le jackpot, en interdisant le pèlerinage pour cette année. D'ailleurs, certains croyants ont conseillé aux pèlerins et aux imams de suspendre les prières pendant lesquelles ils sont censés maudire les mécréants occidentaux, le temps que ces derniers nous trouvent un vaccin...

### Étranger, donc suspect

La Tunisie a sévi en rendant publique une décision pour le moins étonnante, celle d'arrêter les conversions à l'islam : « Revenez plus tard! » Si

certains Tunisiens se sont amusés en voyant dans cette décision le travers d'une administration locale qui ne manque jamais de renvoyer votre requête au lendemain, il n'a pas échappé à d'autres que les autorités religieuses ne sont pas loin de penser que, les candidats à la conversion étant d'origine étrangère, ils sont par

définition porteurs du virus, et qu'il importe donc de les dissuader de venir embrasser notre religion et de contaminer la souche...

Pour résumer, et comme dirait un internaute : en l'espace de quelques semaines, l'Arabie saoudite a interdit le pèlerinage, l'Iran, la prière du vendredi, et la Tunisie, l'islam tout court... Il faut bien rire un peu, par ces temps de panique virale! **JA**

\*« C'était écrit », en arabe.

**L'Arabie saoudite a interdit le pèlerinage, l'Iran, la prière du vendredi, et la Tunisie, l'islam tout court...**

## Informations

**Titre du poste : Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale**

**Lieu : Mali - Date de clôture des candidatures : 31 Mars 2020** **Domaine : Sauvegarde Environnementale et Sociale**

**Langue de travail : Français - Période probable : 31 Mai 2020 au 30 Avril 2022**

### I. Contexte

La République du Mali a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA), le financement du **Projet P 164242 – Projet de Gouvernance du Secteur des Mines (PGSM)**, placé sous la tutelle du Ministère des Mines et du Pétrole. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de ce Projet, une Unité de Coordination (UCP) a été créée et souhaite recruter un **Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale**.

### I. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet vise à améliorer la contribution du secteur minier aux objectifs de croissance à long terme du gouvernement en mettant l'accent sur la croissance et la diversification de la production minière, une gouvernance améliorée et des revenus tirés de l'extraction, ainsi que le développement économique local induit par le secteur minier. À cette fin, les activités du projet sont axées sur (i) l'amélioration de l'environnement favorable à la diversification et à la croissance du secteur minier ; (ii) renforcer la gouvernance et la transparence des ressources ; et (iii) maximiser l'impact socio-économique de l'exploitation minière en développant des liens économiques et fiscaux avec l'économie locale. Les composantes du projet proposé sont décrites ci-dessous.

### II. COMPOSANTES DU PROJET

Le projet comprend les composantes suivantes :

- Composante A : Créer les conditions de la croissance et de la diversification du secteur minier
- Composante B : Renforcement de la transparence des revenus et de la gouvernance
- Composante C : Maximiser l'impact de l'exploitation minière sur le développement local
- Composante D : Intervention d'urgence éventuelle
- Composante E : Coordination du projet

### OBJECTIF DES TERMES DE RÉFÉRENCE

L'objectif de ces termes de référence est de recruter un **Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale**.

### II. Tâches et responsabilités :

Sans être exhaustives, les tâches du consultant sont décrites dans les rubriques qui suivent :

Sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de gestion du PGSM, le Spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale est chargé d'accomplir les tâches suivantes :

- Suivre l'ensemble du processus de l'EES en collaboration avec le bureau de consultants qui sera recruté pour ce faire ;
- Suivre le respect des procédures édictées en matière d'évaluation environnementale stratégique : application des politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale, tenue de la consultation publique et concertation avec les parties prenantes, analyse de la pertinence des éléments du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, etc . . .
- Servir d'intermédiaire entre le projet et la DNACPN d'une part et la cellule environnement de la direction des mines d'autre part pendant toute la durée d'élaboration de l'EES et de la mise en œuvre des mesures qui en découleront ;
- Organiser la mise en œuvre du plan cadre de gestion environnementale et sociale qui sera issu de l'EES ;
- Analyser la durabilité des activités à réaliser dans le cadre du projet PGSM et élaborer les TdR pour toutes les activités du PGSM assujetties aux procédures d'EIES le cas échéant ;
- Proposer un cadre participatif de suivi et de surveillance environnementale des activités à réaliser dans le cadre du PGSM avec : des indicateurs, la fréquence de collecte des données, l'estimation des coûts d'atténuation, le rôle et la responsabilité des acteurs (au niveau central, régional/local, communal et district/village) ;
- Définir un processus pour la mise à jour les procédures, les modes opératoires et les guides de bonnes pratiques en matière d'environnement, d'hygiène, de santé et de sécurité dans les mines industrielles et dans les exploitations minières artisanales et à petites échelle ;
- Faire élaborer des modules de formation, d'information, de sensibilisation, de communication et des guides de bonnes pratiques sur la préservation de l'environnement, la réhabilitation des sites et la prévention des risques ;
- Définir avec le coordonnateur les conditions et la planification des différentes formations qui seront menées dans le cadre de la mise en œuvre du PGES.

### RÔLE ET OBLIGATIONS DU SPÉCIALISTE EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE :

Le spécialiste en sauvegarde Environnementale et Sociale signera un contrat de performance avec la coordination du projet afin d'assurer en temps voulu (i) le bon fonctionnement du dispositif du Système de Sauvegarde Environnementale et Sociale du Projet et aider le projet à atteindre ses objectifs.

Le spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale fait partie de l'équipe de l'UCP. Il entretient des liens fonctionnels avec les autres membres de l'UCP. Toutefois, il dispose d'une certaine indépendance dans la communication de ses rapports annuels.

### OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION (PROJET) :

L'administration remettra au Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et sociale l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Elle remettra également à la disposition dudit spécialiste, les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service

### III. Formations et expériences requises

| Niveau     | <ul style="list-style-type: none"><li>• Diplôme d'Etudes Supérieures en sciences de l'environnement, géologue, santé environnementale, agro écologiste, géographe, (minimum Bac + 5 ou diplôme équivalent), etc.</li></ul>  |
|------------|---|
| Expérience | <ul style="list-style-type: none"><li>• Au moins une expérience générale d'au moins 10 ans en évaluation environnementale ;</li><li>• Avoir participé à au moins une mission d'élaboration d'une évaluation environnementale stratégique d'un plan, d'un programme ou d'un secteur dans sa carrière ;</li><li>• Avoir une bonne connaissance du secteur minier du Mali ou d'autres pays ouest africains ;</li><li>• Bonne connaissance des politiques de sauvegardes environnementale et sociale de la Banque mondiale et de leur application dans les projets miniers ;</li><li>• Expérience avérée d'au moins 10 années dans la pratique des évaluations environnementales : EES/EIES/PGES/PAR, etc . . .</li><li>• Bonne connaissance des mesures de préservation de l'environnement minier :<ul style="list-style-type: none"><li>- Règles et procédures de réhabilitation et de restauration dans les mines industrielles ;</li><li>- Bonnes pratiques de préservation de l'environnement dans les mines artisanales et les petites mines.</li></ul></li></ul> |

### IV. Compétences

#### Connaissances en informatique et Technique :

Le candidat ou la candidate devra avoir l'expérience d'une bonne connaissance de l'outil informatique en particulier : des logiciels de gestion environnementale, logiciels de monitoring et de suivi des impacts, etc . . .

Le candidat ou la candidate devra justifier d'une bonne connaissance de la méthodologie de pilotage d'un système de sauvegarde environnementale et sociale des projets de développement financés par de PTF.

#### Autres aptitudes :

- Le candidat devra faire preuve d'une bonne expression orale et écrite en Français.
- La connaissance de l'anglais serait un atout.
- Le candidat doit avoir une bonne aptitude à la communication écrite et orale en français. Il devra par ailleurs être reconnu comme disposant d'aptitudes à travailler en équipe.

**Observations particulières : Le transfert de connaissance et d'expertise est une dimension essentielle des services attendus du consultant. De ce fait, une attention particulière sera accordée à l'aptitude et à la qualification du candidat pour le coaching, l'initiation et le renforcement de la pratique des évaluations environnementales et des politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale au profit des agents des services techniques de l'environnement et des mines.**

### V. Arrangements de mise en œuvre :

L'administration remettra à la disposition du Spécialiste l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Elle remettra également à la disposition dudit spécialiste, les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service.

Une évaluation de la performance du spécialiste sera faite les six premiers mois par la coordination du projet et jointe au rapport semestriel du projet.

#### CONDITIONS D'EMPLOI :

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec la coordination du projet.

Le candidat doit être libre de tout engagement à compter de la date de signature du contrat (31/05/2020).

#### DURÉE DU CONTRAT :

Le contrat du Spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale sera signé pour une période de deux ans (24 mois) correspondant au calendrier de mise en œuvre des activités prioritaires du projet. Toutefois, cette durée pourra être prorogée en cas de besoin et après une évaluation de la performance jugée satisfaisante et confirmée avec l'avis de la Banque Mondiale.

### VI. Soumission de l'application

Tout candidat intéressé doit faire parvenir au Projet de Gouvernance du Secteur des mines en **copie physique ou par email** :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet ;
- Un CV actualisé, daté et signé ;
- Une copie certifiée des diplômes et attestations ;
- Les attestations de service fait ou preuves attestant l'expérience professionnelle du candidat.

#### Les dossiers de candidature doivent être :

**Déposés sous plis fermés avec** mention "Recrutement pour le poste de spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale au compte du projet de Gouvernance du Secteur des mines (PGSM) au Mali, ou par email au plus tard le **31 Mars 2020, au Quartier Hamdallaye ACI 2000-Bamako, Immeuble du Conseil National du Patronat Malien (CNPM) 3<sup>ème</sup> étage, face au Gouvernorat de District de Bamako.**

**Tél. : 00223 76 46 52 52 / 76 12 41 61 - E-mail : doumabou24@gmail.com,**

**M. Bakary DOUMBIA, Spécialiste en Passation des Marchés.**

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

# DJIBOUTI

Le futur est en marche



## Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs